

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . .	930 fr.	500 fr.
Etranger	1200 fr.	650 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 50 fr.
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 65 fr.
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

la ligne	50 f
Minimum	200 f
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	200 f

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1956

- 4 juin — Circulaire ministérielle n° 23-344/PE./5, relative aux conditions d'exercice du droit d'option pour le régime de la caisse de retraites de la France d'outre-mer prévu en faveur des fonctionnaires des cadres généraux de la France d'outre-mer affiliés au régime général des retraites des fonctionnaires de l'Etat par l'article 10 de la loi n° 53-46 du 3 février 1953 et les décrets d'application n° 54-644 du 11 juin 1954, n° 54-829 du 10 août 1954 et n° 56-451 du 27 avril 1956. 756
- 10 juillet — Arrêté ministériel fixant les modalités des concours d'entrée à l'école nationale de la France d'outre-mer (concours B. et C.). 763
- 11 juillet — Décret n° 56-709 étendant aux territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer les décrets n° 53-947 du 30 septembre 1953 et n° 55-627 du 20 mai 1955 modifiant la loi n° 52-332 du 24 mars 1952 relative aux entreprises de crédit différé. (Arrêté de promulgation n° 684-56 C. du 2 août 1956). 766
- 11 juillet — Décret n° 56-710 rendant applicables dans les territoires d'outre-mer au Togo et au Cameroun l'article 28 de la loi n° 55-722 du 27 mai 1955 et le décret n° 55-620 du 20 mai 1955 complétant le décret du 30 octobre 1935 relatif à la protection des obligataires. (Arrêté de promulgation n° 699-56 C. du 6 août 1956). 767
- 19 juillet — Arrêté interministériel fixant l'échelonnement indiciaire des inspecteurs

général et inspecteurs du travail et des lois sociales de la France d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 683-56 C. du 2 août 1956). 762

- 27 juillet — Décret n° 56-753 étendant aux communes de plein exercice et aux communes de moyen exercice de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo, du Cameroun et de Madagascar, la loi n° 56-425 du 28 avril 1956, modifiant l'article 11 du décret réglementaire du 2 février 1952 pour l'élection des députés. (Arrêté de promulgation n° 707-56 C. du 10 août 1956). 768

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1956

- 2 août — N° 688-56/F. — Arrêté fixant les conditions dans lesquelles les conseils de circonscription pourront contracter des emprunts. 769
- 2 août — N° 689-56/SD. — Arrêté rendant exécutoire la délibération n° 33/ATT. du 22 mai 1956 portant modification de la liste des matériels industriels exonérés de la taxe forfaitaire représentative de la taxe sur les transactions, à l'importation, en vertu de l'article 30, premier alinéa, de la délibération n° 44/ATT. du 25 novembre 1955. 770
- 2 août — N° 690-56/SD. — Arrêté rendant exécutoire la délibération n° 32/ATT. du 22 mai 1956 de l'Assemblée Territoriale du Togo, exemptant du droit fiscal d'entrée certains matériels d'équipement industriel. 778
- 2 août — N° 691-56/SD. — Arrêté rendant exécutoire de la délibération n° 15/ATT. du 30 avril 1956 portant modification de l'article 2 de la délibération n° 39/ATT. du 25 novembre 1955 exo-

néant des taxes fiscales d'entrée certains matériaux et matériels destinés aux grands travaux entrepris sur le compte du budget local, des budgets annexes et du budget spécial du FIDES

787

- 2 août — N° 692-56/F. — Arrêté rendant exécutoire la délibération n° 27/ATT. en date du 22 mai 1956 de l'Assemblée Territoriale du Togo tendant à l'octroi aux retraités de la caisse locale de retraites du Togo du bénéfice de l'indemnité temporaire créée par le décret n° 52-1050 du 10 septembre 1952

787

- 2 août — N° 693-56/EF. — Arrêté portant classement du périmètre de Gando (Cercle de Mango)

788

- 2 août — N° 694-56/CFT. — Arrêté rendant exécutoire la délibération n° 9/CP/ATT. du 30 juillet 1956 de la Commission Permanente de l'Assemblée Territoriale du Togo portant création, sous forme d'annexe au recueil des tarifs du CFT, d'un règlement de la publicité concédée aux tiers par les CFT. dans leur enceinte, et dans les voitures voyageurs

789

- 2 août — N° 695-56/CFT. — Arrêté rendant exécutoire la délibération n° 8/CP/ATT. du 30 juillet 1956 de la Commission Permanente de l'Assemblée Territoriale du Togo portant modification aux tarifs du CFT. et du Wharf

792

- 2 août — N° 696-56/CFT. — Arrêté rendant exécutoire la délibération n° 7/CP/ATT. du 30 juillet 1956 de la Commission Permanente de l'Assemblée Territoriale du Togo portant modification aux tarifs du CFT

794

- 7 août — N° 701-56/AP. — Arrêté portant convocation de l'Assemblée Territoriale du Togo en session extraordinaire

795

- 8 août — N° 702-56/AE/PLAN/1. — Arrêté déterminant la liste des produits bénéficiant de l'aide à l'exportation pour l'année 1956 et fixant le montant du remboursement applicable à chacun d'eux

796

- 10 août — N° 709-56/Mines. — Arrêté concernant le premier renouvellement de 12 permis de recherches minières accordés au Togo pour le Phosphate de chaux et d'alumine en zone réservée à la Société Minière du Bénin

796

- 10 août — N° 1481/D/F. — Décision autorisant le versement au budget communal de Lomé d'une première tranche de la participation du budget local aux dépenses d'éclairage de la Ville de Lomé

797

- 11 août — N° 711-56/AE/PLAN/2. — Arrêté reportant à compter du 1^{er} juillet 1956 les crédits de paiement ouverts au titre du budget du Plan (Programme 1953 — Tranche 1955-1956) et non utilisés au 30 juin 1956

797

- 11 août — N° 712-56/AE/PLAN/1. — Arrêté portant réorganisation de la Commission des Mercuriales

804

Rectificatif au tableau annexé à l'arrêté n° 472-56/TP. du 28 mai 1956 portant classement des logements administratifs du Cercle de Dapango

804

Personnel

804

Divers

809

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Office des changes

812

Institut d'émission AOF-Togo (Situation au 30 juin 1956)

813

Magistrature d'outre-mer (Examen professionnel).

812

Domaines

813

Récépissé de déclarations

814

Avis Unicomer Ets. R. Eyehenne

815

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Personnel

CIRCULAIRE N° 23-344 PE/5 du 6 juin 1956, relative aux conditions d'exercice du droit d'option pour le régime de la caisse de retraites de la France d'outre-mer prévu en faveur des fonctionnaires des cadres généraux de la France d'outre-mer affiliés au régime général des retraites des fonctionnaires de l'Etat par l'article 10 de la loi n° 53-46 du 3 février 1953 et les décrets d'application n° 54-644 du 11 juin 1954, n° 54-829 du 11 août 1954 et n° 56-451 du 27 avril 1956.

A MM. les hauts commissaires et commissaires de la République, gouverneurs et chefs de territoires,

Et à MM. les directeurs et chefs de service à l'administration centrale,

La présente circulaire a pour objet d'apporter des précisions sur les conditions d'exercice du droit d'option éventuelle pour le régime de la Caisse de retraites de la France d'outre-mer, à la suite de l'intervention du décret n° 56-451 en date du 27 avril 1956 qui a été publié au *Journal officiel* de la République française en date du 4 mai 1956.

Il convient au préalable de faire une analyse des textes qui ont précédé l'intervention du décret précité.

Aux termes de l'article 10 de la loi n° 53-46 du 3 février 1953, tous les fonctionnaires des cadres généraux de la France d'outre-mer sont affiliés au régime général de retraite des fonctionnaires de l'Etat. Toutefois un droit d'option pour le régime de la Caisse de retraites de la France d'outre-mer (C.R.F. O.M.) est ouvert en faveur de ceux d'entre eux qui étaient en service et tributaires de ladite Caisse à la date d'application de la loi, c'est-à-dire le 6 février 1953.

Afin de permettre aux fonctionnaires intéressés d'exercer en toute connaissance de cause ce droit d'option, il était indispensable que leur situation au regard des modifications apportées à leur nouveau régime de retraite soit précisée par les décrets prévus pour l'application des articles 9, 10 et 11 de la loi du 3 février 1953.

Ces décrets, publiés au *Journal officiel* de la République française, sont par ordre chronologique : les décrets n° 54-644 du 11 juin 1954, n° 54-829 du 10 août 1954 et n° 56-451 du 27 avril 1956.

Le décret n° 54-644 du 11 juin 1954 (*J.O.* du 17 juin, p. 5720) établit le tableau des territoires ouvrant aux fonctionnaires appelés à y servir le droit à la bonification de moitié et donne une définition de la notion d'originaire pour l'application de l'article 9 de la loi du 3 février 1953.

Le décret n° 54-829 du 10 août 1954 (*J.O.* du 20 août, p. 8003) précise :

— d'une part, que les seuls fonctionnaires visés à l'article 10 de la loi précitée sont ceux qui occupent des emplois appartenant aux cadres énumérés au tableau I annexé au décret n° 51-510 du 5 mai 1951;

— d'autre part, que le délai d'option pour la Caisse de retraites de la France d'outre-mer ne commencera à courir qu'à compter de la publication au *Journal officiel* de la République française du décret portant classement dans les emplois de la Catégorie B de certains personnels des cadres généraux de la France d'outre-mer.

Ce décret attendu, n° 56-451 du 27 avril 1956 (*J.O.* du 4 mai, p. 4250) classe en catégorie B les personnels de certains cadres généraux relevant du ministère de la France d'outre-mer, d'une part, modifie et complète, d'autre part, les dispositions du décret du 13 janvier 1934 en ce qui concerne la notion de services « accomplis hors d'Europe ».

Je précise que les instructions relatives aux articles 9 à 12 de la loi n° 53-46 du 3 février 1953 telles qu'elles ont été commentées par mes circulaires n°s 280 PE/5 du 26 février 1953 et 799 PE/5 du 9 avril 1955, sont toujours valables et qu'il convient de s'y reporter pour toutes les dispositions qui ne sont pas rappelées dans la présente circulaire.

TITRE I

FONCTIONNAIRES DES CADRES GÉNÉRAUX APPELÉS A BÉNÉFICIER DU DROIT D'OPTION

1^o Le fonctionnaire doit appartenir à un emploi classé au tableau I prévu par le décret du 5 mai 1951.

Les fonctionnaires des cadres généraux visés par le premier alinéa de l'article 10 de la loi du 3 février 1953 sont ceux qui occupent les emplois appartenant à des cadres classés au tableau I annexé au décret n° 51-510 du 5 mai 1951 relatif à l'application du règlement d'administration publique n° 51-509 du 5 mai 1951, complété par le décret n° 55-99 du 18 janvier 1955.

La liste de ces emplois, compte tenu des nouvelles dénominations intervenues, est la suivante :

A. Emplois classés au tableau I par le décret du 5 mai 1951

- gouverneurs généraux et gouverneurs;
- administrateurs;
- personnels des secrétariats généraux;
- ingénieurs de l'agriculture et spécialistes des travaux de laboratoires;
- vétérinaires-inspecteurs de l'élevage et des industries animales;
- officiers-ingénieurs des eaux et forêts;
- inspecteurs du travail et des lois sociales;
- ingénieurs des travaux publics, des mines et des techniques industrielles;
- ingénieurs des chemins de fer d'outre-mer (décret du 19 mai 1939);
- géologues;
- officiers de ports de la France d'outre-mer;
- chercheurs de l'Office de la recherche scientifique et technique;
- ingénieurs des travaux météorologiques;
- postes et télécommunications d'outre-mer;

Branche technique (à partir du grade d'ingénieur adjoint jusqu'à celui d'inspecteur général);

Branche administrative (à partir du grade d'inspecteur-rédacteur jusqu'à celui d'inspecteur général [décrets du 23 août 1944 n° 51-1333, du 20 novembre 1951, n° 55-99 du 18 janvier 1955]);

Branches autres que technique et administrative (à partir du grade d'inspecteur-élève jusqu'à celui de receveur supérieur et de chef de centre supérieur [décrets des 23 août 1944, n°s 51-57, 51-803 et 51-1298 des 15 janvier, 26 juin et 8 novembre 1951] à l'exclusion des receveurs et chefs de centre ordinaire [décret n° 55-99 du 18 janvier 1951]).

B. Emplois classés au tableau I postérieurement à la publication du décret du 5 mai 1951 :

— Personnel de l'enseignement et de la jeunesse (art. 1^{er}, alinéa 2, du décret n° 53-1060 du 23 octobre 1953, *J.O.* du 31 octobre, p. 9840);

— corps des ingénieurs du génie rural (art. 1^{er}, alinéa 3, du décret n° 54-976 du 30 septembre 1954, *J.O.* du 1^{er} octobre, p. 9235);

— personnel des trésoreries des territoires d'outre-mer (art. 1^{er} du décret n° 55-99 du 18 janvier 1955, *J.O.* du 22 janvier 1955, p. 846).

Il y a lieu d'ajouter à cette énumération les personnels des postes et télécommunications qui ont fait l'objet du décret précité n° 55-99 du 18 janvier 1955.

2^o Le fonctionnaire doit relever du régime de la Caisse de retraite de la France d'outre-mer soit à la date du 6 février 1953, soit à la date de son intégration dans un cadre ou un emploi classé au Tableau I.

Tous les fonctionnaires qui ont été ou qui seront intégrés ou nommés à partir du 6 février 1953 dans un des emplois des cadres généraux énumérés ci-dessus sont ou seront soumis au régime général des retraites des fonctionnaires de l'État soit à compter du 6 février 1953, soit à compter de la date de leur

intégration ou nomination dans lesdits cadres généraux.

Mais, parmi ces fonctionnaires, auront la faculté d'exercer l'option pour le régime de la Caisse de retraites, ceux qui, au 6 février 1953, étaient en activité de service dans un emploi relevant de la C.R.F.O.M., que le classement au tableau I de cet emploi ait eu ou non effet pour compter du 6 février 1953.

Par contre, les fonctionnaires nommés ou intégrés postérieurement au 6 février 1953 dans un emploi appartenant à un cadre classé au tableau I et comme tel relevant du régime général des pensions de l'Etat, n'ont pas la possibilité de formuler une option pour la C.R.F.O.M. Ils seront d'office affiliés au régime de l'Etat.

Tel est le cas :

— des fonctionnaires nommés directement dans un des cadres classés au tableau I;

— des ingénieurs de l'agriculture intégrés sur leur demande dans le corps des ingénieurs du génie rural.

TITRE II

SITUATION DES FONCTIONNAIRES DES CADRES GÉNÉRAUX AU REGARD DE LEUR NOUVEAU RÉGIME DE RETRAITE.

L'option prévue par l'article 10 de la loi du 3 février 1953 est fonction des avantages auxquels pourront prétendre les personnels des cadres généraux à la suite de leur affiliation au régime général des retraites et de leur classement dans la catégorie B.

Pour que ces fonctionnaires sachent s'ils ont ou non intérêt à opter, il convient de comparer leur situation au regard de l'un et l'autre régime de retraite (celui de l'Etat et celui de la Caisse).

Cet examen portera successivement sur :

a. Les conditions d'ouverture du droit à pension et la prise en compte des services;

b. Le régime des bonifications pour services hors d'Europe;

c. Les limites d'âge.

A. *Conditions d'ouverture du droit à pension et décompte des services*

Le critère de la rémunération des services pour une pension est, en ce qui concerne le régime des pensions de l'Etat, pour les fonctionnaires des cadres généraux de la France d'outre-mer, fondé sur une double discrimination : nature de l'emploi et conditions d'exercice de l'emploi. Lorsque ledit emploi appartient à la catégorie « B » (services actifs) et est exercé hors d'Europe ou dans les positions limitativement énumérées par l'article 2 du décret n° 56-451 du 27 avril 1956, lesdits services sont rétribués plus avantageusement que s'il appartient à la catégorie « A » (services sédentaires).

Le régime de la Caisse de retraites base la discrimination entre services, uniquement sur le lieu d'exercice de la fonction; les services effectués en territoire de la catégorie « B » sont, quelle que soit leur nature, uniformément mieux rétribués que ceux accomplis dans les territoires de la catégorie « A ».

Pour rechercher si un fonctionnaire relevant du régime général a intérêt à opter ou non pour le régime de la Caisse de retraites, il y a lieu d'examiner quels seront ceux de ses services qui seront respectivement pris en compte pour l'ouverture du droit à pension à 55 ans d'âge dans l'un et l'autre régime.

A cet égard, il convient de distinguer deux cas :

— celui du fonctionnaire, tributaire du régime général, dont le cadre — ou l'emploi — appartient à la catégorie B (active);

— celui du fonctionnaire, tributaire du régime général, dont le cadre — ou l'emploi — appartient à la catégorie A (sédentaire).

Des exemples figurent en annexe pour chacun de ces cas.

1^o *Cas d'un fonctionnaire, tributaire du régime général, dont le cadre — ou l'emploi — appartient à la catégorie B (active).*

I. L'article 10 de la loi n° 53-46 du 3 février 1953 a prévu que les fonctionnaires des cadres généraux de la France d'outre-mer seraient désormais affiliés au régime général des retraites des fonctionnaires de l'Etat et l'article 11 de la même loi assimile à des services de la catégorie B les services accomplis sous le régime de la C.R.F.O.M. dans les territoires classés dans la catégorie B par ceux de ces fonctionnaires occupant un emploi de l'Etat classé dans la catégorie B.

Ces dispositions, qui ont essentiellement pour but d'éviter toute solution de continuité dans la carrière des intéressés, permettent d'accorder aux fonctionnaires dont il s'agit les avantages de la retraite dont ils auraient été en droit de bénéficier s'ils avaient été affiliés au régime général des retraites pour les périodes durant lesquelles ils relevaient de la Caisse de retraites.

Doivent toutefois être exclus du bénéfice de cette assimilation les services auxiliaires validés puisque, conformément à une jurisprudence constante du Conseil d'Etat, de tels services sont toujours classés dans la catégorie A, au regard du régime général.

Par ailleurs, seuls doivent être pris en considération pour l'application de l'article 11 susvisé les services accomplis après le 1^{er} avril 1932, date d'effet de l'article 75 de la loi du 31 mars 1932 instituant la catégorie B, puisque, d'après une jurisprudence également constante du Conseil d'Etat, le classement en catégorie B ne peut comporter d'effet rétroactif.

En conséquence, les fonctionnaires visés à l'article 11 de la loi du 3 février 1953 pourront obtenir la prise en compte, comme services de la catégorie B, des services accomplis comme titulaire postérieurement au 1^{er} avril 1932, sous le régime de la C.R.F.O.M. dans les territoires classés dans la catégorie B par le décret du 21 avril 1950, quel que soit le cadre dans lequel ils ont été effectués et sans qu'il y ait lieu de distinguer notamment si le cadre en question appartient aux catégories énumérées au tableau I annexé au décret du 5 mai 1951.

C'est ainsi qu'un fonctionnaire ayant appartenu à un cadre local relevant du régime de la C.R.F.O.M. et qui, à la suite d'un examen ou de concours, aura été nommé dans un cadre général prévu par l'article 10 de la loi du 3 février 1953 antérieurement au 6 février 1953, date d'application de la loi susvisée, verra ses services effectués dans le cadre local, décomptés comme services actifs du moment qu'ils auront été accomplis postérieurement au 1^{er} avril 1932 dans un territoire classé dans la catégorie B par le décret du 21 avril 1950.

II. L'article 2 du décret n° 56-451 du 27 avril 1956 prévoit que seront assimilés à des services accomplis hors d'Europe pour le droit à pension et la liquidation et comme tels classés dans la catégorie B lorsqu'ils concernent les personnels énumérés au tableau annexé audit décret :

a. Les périodes passées dans les positions réglementaires :

- de congé administratif;
- de congé de convalescence, dans la limite de six mois;
- de congé de longue durée pour maladie imputable au service.

b. Le temps passé en France durant la période d'interruption des communications allant du 5 novembre 1942 au 31 décembre 1944, lorsque les intéressés s'y sont trouvés en position régulière de service.

III. L'article 4 du décret du 27 avril 1956 assimile, d'autre part, les services accomplis par les fonctionnaires classés dans la catégorie « B » et demeurés en position d'activité entre le 6 février 1953 et la date de publication dudit décret à des services de la catégorie « B », pour la constitution du droit à pension et pour la liquidation.

IV. Enfin, il a été admis que les personnels visés par l'article 11 de la loi du 3 février 1953, c'est-à-dire ceux qui, affiliés au régime général de l'Etat et y occupant un emploi de la catégorie « B », n'auront cessé d'être tributaires de ce régime depuis leur intégration, pourront également prétendre pour la période comprise entre le 1^{er} avril 1932 et le 6 février 1953 aux avantages prévus par l'article 2 du décret n° 56-451 du 27 avril 1956.

Il résulte de l'ensemble de ces dispositions que les services accomplis par des fonctionnaires, sous le régime de la Caisse, dans les positions énumérées ci-dessus, quel que soit le cadre auquel ils ont appartenu, seront pris en compte comme services de la catégorie « B » pourvu que les intéressés figurent à la date du 5 février 1953 parmi les fonctionnaires visés à l'article 11 précité de la loi du 3 février.

Conséquences : Le fonctionnaire tributaire du régime des pensions de l'Etat classé dans un emploi actif ou de la catégorie « B » et en service au 5 février 1953 réunira les quinze années minima nécessaires pour avoir droit à une pension d'ancienneté à 25 ans de services et 55 ans d'âge dans un laps de temps beaucoup plus court que le fonctionnaire tributaire du régime de la C.R.F.O.M.

D'autre part, toutes choses égales, il comptera au titre du régime de l'Etat plus d'années de services liquidables pour leur durée effective que s'il demeurerait tributaire de la Caisse.

Ce fonctionnaire aura donc intérêt, dans la majorité des cas, à demeurer affilié au régime général de l'Etat.

Il ne pourrait en être différemment que s'il s'agissait d'un fonctionnaire entré dans les cadres avant le 1^{er} avril 1932 et qui ne réunirait les quinze années nécessaires pour avoir droit à pension à 25 ans de services et 55 ans d'âge qu'en raison des services accomplis avant cette date (1^{er} avril 1932) dans un territoire de la catégorie B, c'est-à-dire au titre de la Caisse, ou d'un fonctionnaire dont les quinze ans de services seraient constitués, en tout ou partie, par des services de non titulaire.

Les exemples qui font l'objet d'une annexe à la présente circulaire correspondent à la plupart des cas individuels. Il paraît cependant utile de rappeler ici quelles sont l'origine et la raison d'être de la réduction d'un sixième apportée à certaines annuités.

La loi du 20 septembre 1948 portant réforme des pensions de l'Etat — et, parallèlement, le décret n° 50-461 du 21 avril 1950 sur la C.R.F.O.M. — ont eu notamment pour effet de supprimer l'ancienne répartition des services liquidables en cinquantièmes et en soixantièmes.

En faisant subir une réduction d'un sixième aux services auparavant liquidés en soixantièmes, le nouveau mode de liquidation réunit l'ensemble des services en une seule catégorie d'annuités liquidables en cinquantièmes. Ce système permet ainsi — c'est là le but de la réforme — d'arrêter la pension à un *pourcentage* déterminé. La réduction d'un sixième ne constitue donc pas une diminution des annuités; elle a pour objet d'aboutir à un procédé plus homogène de liquidation des pensions de l'Etat ou de la Caisse de retraites de la France d'outre-mer.

2^e Cas d'un fonctionnaire, tributaire du régime général, dont le cadre — ou l'emploi — appartient à la catégorie A (sédentaires).

Ce fonctionnaire n'aura droit à pension d'ancienneté sous le régime général, que s'il réunit, à sa cessation d'activité, la double condition de soixante ans d'âge et de trente ans de services effectifs compte tenu, le cas échéant, des réductions d'âge et de services.

Pour rechercher si ce fonctionnaire retirerait un avantage de l'exercice du droit d'option, il convient de distinguer s'il remplit ou non, au titre de la Caisse et à sa cessation d'activité, la double condition de cinquante-cinq ans d'âge et de vingt-cinq ans de services dont quinze dans un territoire de la catégorie B pour avoir droit à une pension d'ancienneté. Les quinze ans effectifs en territoire B ne peuvent faire l'objet d'aucune réduction.

a. Dans le premier cas (conditions réunies), il appartiendra à ce fonctionnaire de décider si, compte tenu de la limite d'âge de soixante ans des cadres sédentaires, il a l'intérêt à demeurer au régime général ou au contraire à opter pour le régime de la Caisse de retraites, ce qui lui permettrait d'avoir à sa limite d'âge (57, 58 ou 59 ans) une pension d'ancienneté.

A noter que si l'intéressé demeure affilié au régime général, les services civils sédentaires et les bonifications y afférentes — ainsi que le cas échéant les services civils actifs et les bonifications correspondantes constituant ou complétant les trente premières années de services valables dans la liquidation d'une pension d'ancienneté — seront au moment de la liquidation de la pension comptés pour les cinq sixièmes seulement de leur durée effective.

b. Dans le deuxième cas (conditions ci-dessus non réunies) le fonctionnaire aura intérêt à demeurer affilié au régime général qui lui assurera en principe le bénéfice d'une pension d'ancienneté à soixante ans d'âge et trente ans de services, alors que sous le régime de la Caisse, s'il ne réunit pas quinze ans de présence dans un territoire de la catégorie B, il ne lui sera pas possible de prétendre à une pension d'ancienneté, sauf s'il peut bénéficier d'une prolongation d'activité qui le conduirait à l'âge de soixante ans.

B. RÉGIME DE LA BONIFICATION POUR SERVICES HORS D'EUROPE

Il est rappelé que la bonification susvisée peut, jusqu'à concurrence d'un cinquième, servir à constituer le minimum exigible de vingt-cinq ou trente années de services pour le droit à pension d'ancienneté; ce qui veut dire que, dans la catégorie B, il suffit de vingt ans de services effectifs si le fonctionnaire justifie d'au moins cinq ans de bonification; dans la catégorie A, il suffit de vingt-quatre ans effectifs, si le fonctionnaire justifie d'au moins six ans de bonification.

Les fonctionnaires tributaires du régime général bénéficiant de la bonification minimum du tiers, sans condition d'origine, pour tous les services civils effectués hors d'Europe (à l'exception de ceux rendus en Afrique du Nord qui ne sont comptés que pour un quart) sont avantagés par rapport aux fonctionnaires tributaires de la Caisse de retraites qui bénéficient de cette bonification du tiers uniquement pour les services accomplis dans les territoires classés dans les catégories A et B énumérés au tableau annexé au décret du 21 avril 1950.

Les conditions d'octroi de la bonification de moitié sont identiques sous les deux régimes. Régime général, art. L9, art. D1 et D2 du code; régime C.R. F.O.M. art. 9, décret du 21 avril 1950.

C. — Limites d'âge

Les limites d'âge des fonctionnaires des cadres généraux sont fonction à la fois des textes spéciaux — généralement ceux des statuts — qui ont fixé pour chaque cadre des limites d'âge particulières, et des textes généraux qui intéressent tous les fonctionnaires

régis par décret relevant du ministère de la France France d'outre-mer.

Les textes généraux auxquels il est fait surtout référence sont :

— d'une part, la loi n° 47-1610 du 27 août 1947 relative aux limites d'âge du personnel colonial;

— d'autre part, le décret n° 53-711 du 9 août 1953 relatif au régime de retraites des personnels de l'Etat et des services publics.

Il ressort de l'ensemble de ces textes que les fonctionnaires relevant du régime général classés dans un emploi de la catégorie B ont les mêmes limites d'âge que les fonctionnaires tributaires de la Caisse.

Par contre, s'ils appartiennent à la catégorie A, leurs limites d'âge uniformément fixées à soixante ans sont supérieures à celles des fonctionnaires de la Caisse qui varient entre cinquante-sept et cinquante-neuf ans selon leurs grades et les cadres auxquels ils appartiennent.

Cette différence entre les limites d'âge possibles d'un même fonctionnaire appelé à opter n'est opérante qu'en faveur du fonctionnaire qui, ne devant pas réunir au titre de la Caisse au moment de sa mise à la retraite les conditions pour pouvoir prétendre à pension d'ancienneté, appartient au titre du régime de l'Etat à un cadre classé comme sédentaire.

Ce fonctionnaire, compte tenu de la limite d'âge de 60 ans aura, à sa cessation d'activité, une limite d'âge égale à la condition d'âge de 60 ans exigée pour l'ouverture du droit à pension et pourra de ce fait prétendre à pension d'ancienneté, s'il justifie par ailleurs de 30 ans de services.

*
*
*

De tout ce qui précède, il découle que dans la majorité des cas les fonctionnaires des cadres généraux affiliés au régime général des retraites par l'article 10 de la loi n° 53-46 du 3 février 1953 ont intérêt à demeurer affiliés à ce régime.

TITRE III

CONDITIONS D'EXERCICE DU DROIT D'OPTION

Il est rappelé que ne doivent opter que les fonctionnaires qui désirent revenir au régime de la Caisse de retraites de la France d'outre-mer, dont ils relevaient à la date du 6 février 1953.

1. L'article 3 du décret du 10 août 1954 a fixé les conditions d'exercice du droit d'option.

L'option est ouverte durant une année dont le point de départ est fixé au jour franc suivant la date de publication au *Journal officiel* de la République française du décret n° 56-451 du 27 avril 1956 c'est-à-dire que ce délai commence à courir à compter du 6 mai 1956.

Les options qui auraient pu être formulées antérieurement à cette date par des fonctionnaires en activité au 6 mai 1956 ne sont pas recevables et les intéressés devront renouveler leur option dont la date certaine sera celle de son enregistrement par l'administration.

Les options enregistrées après le 5 mai 1957 seront sans effet.

Les demandes d'option devront être faites en triple exemplaire et adressées directement au service chargé de la solde du fonctionnaire en cause. Ce service conservera un exemplaire en vue de la régularisation de la retenue et de la contribution budgétaire et transmettra les deux autres au département (service des pensions, Caisse de retraites de la France d'outre-mer). Cet organisme assurera la remise au bureau administrateur d'un des deux exemplaires de l'option en sa possession.

II. Les fonctionnaires qui auront sollicité ou qui solliciteront leur admission à la retraite entre le 6 mai 1956 et le 6 mai 1957, devront faire accompagner leur requête, de leur option pour la C.R.F.O.M., en triple exemplaire, ou préciser qu'ils désirent être maintenus au régime général.

Ceux qui auront été ou qui seront mis d'office à la retraite entre le 6 mai 1956 et le 6 mai 1957 (notamment pour limite d'âge), devront aviser le service des pensions du département, dès réception de la notification de la décision les admettant à la retraite, du régime au titre duquel ils désirent que leur retraite soit liquidée. Si ce régime est celui de la C.R.F.O.M., ils adresseront en même temps leur option, en triple exemplaire, dans les conditions indiquées plus haut.

III. Le troisième paragraphe de l'article 3 du décret du 10 août 1954 détermine la situation des fonctionnaires admis à la retraite entre le 6 février 1953 et le 6 mai 1956.

Le droit d'option ouvert à ces agents a permis la liquidation de leurs pensions sous le régime de leur choix.

IV. Pour les fonctionnaires qui appartenaient jusqu'au 6 février 1953 à un cadre général relevant de la C.R.F.O.M., l'option souscrite par eux pour ce dernier régime aura effet pour compter de cette date et les intéressés seront considérés comme n'ayant jamais cessé d'être tributaires du décret du 21 avril 1950.

V. Il en est différemment pour les fonctionnaires des cadres généraux visés au paragraphe 1^{er} de l'article 4 du décret du 10 août 1954, à savoir :

— les gouverneurs généraux et gouverneurs (décret n° 51-480 du 26 avril 1951);

— les administrateurs (décret n° 51-460 du 23 avril 1951);

— les chercheurs de l'Office de la recherche scientifique et technique (décret n° 51-943 du 19 juillet 1951);

— Les personnels des secrétariats généraux (décret du 24 novembre 1912).

Pour que ces fonctionnaires soient susceptibles de bénéficier, le cas échéant, du droit d'option pour la caisse et conformément aux dispositions exposées au titre I, chapitre B, qui précède, il faut qu'ils aient été tributaires de la Caisse au 5 février 1953.

Cette condition peut être regardée comme ayant été satisfaite. En effet, en raison de l'intervention de la loi du 30 juin 1950, on a été amené à considérer que les fonctionnaires des cadres susvisés qui se trouvaient affiliés aux pensions de l'Etat lors de la promulgation de ladite loi, ont été théoriquement tributaires du régime de la Caisse de retraites, ce qui permet maintenant de les faire bénéficier éventuellement du droit d'option.

VI. L'option est définitive.

Toutefois la situation des fonctionnaires qui ont été mis d'office à la retraite entre le 6 février 1953 et le 6 mai 1956, et qui ont été mis dans l'obligation, pour permettre la liquidation de leur pension d'opter dans les conditions prévues par les alinéas 2 des articles 3 et 4 du décret du 10 août 1954, fera l'objet s'ils le demandent d'un nouvel examen de la part du service des pensions du Département.

VII. Les dispositions des alinéas I à VI du présent titre sont applicables aux ayants cause des fonctionnaires décédés.

VIII. Les services chargés de la solde devront, dès réception de la demande d'option, prendre toutes dispositions utiles en vue d'assurer par mandat distinct le versement de la retenue de 6 % et de la contribution budgétaire de 20 % (ou de 14 % antérieurement au 1^{er} janvier 1952) au compte 599 de la C.R.F.O.M. ouvert au nom de la Caisse des dépôts et consignations dans les écritures des comptables supérieurs et d'inclure les noms des intéressés dans les bordereaux semestriels qui doivent être établis régulièrement au nom des tributaires de la Caisse de retraites.

Cette imputation sera effectuée pour la première fois à la date du 1^{er} janvier 1957 c'est-à-dire pour l'ordonnement de la solde du mois de janvier 1957.

La régularisation des retenues et de la contribution budgétaire à l'égard des fonctionnaires qui opteront pour la C.R.F.O.M. devra être opérée aussitôt après pour la période du 6 février 1953 au dernier décembre 1956 (et avec effet du 1^{er} juillet 1950 pour les options susceptibles de remonter à cette date).

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir porter les dispositions de la présente circulaire, dont je vous demande de m'accuser réception, à la connaissance de tous les fonctionnaires des cadres généraux de la France d'outre-mer, y compris ceux placés en position hors cadre, ou de détachement, afin qu'ils puissent décider en toute connaissance de cause, et dans les délais impartis, s'ils entendent ou non user du droit d'option qui leur est ouvert jusqu'au 5 mai 1957 inclus.

Je vous laisse le soin de rechercher les moyens d'assurer à cette circulaire la plus large diffusion possible auprès des intéressés.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet.

G. SPÉNALE.

ANNEXE I

LISTE DES FONCTIONNAIRES DES CATEGORIES
A ET B

I. FONCTIONNAIRES APPARTENANT A LA CATÉGORIE A :

Personnel supérieur des bureaux des secrétariats généraux (à partir du grade de sous-chef de bureau).

Ingénieurs des chemins de fer d'outre-mer (décret du 19 mai 1939).

Postes et télécommunications d'outre-mer :

1^o *Branche administrative* : tous les emplois sauf celui d'inspecteur principal;

2^o *Branche* : exploitation postale, exploitation radio, installations radio, centraux télégraphiques et téléphoniques : inspecteur élève, inspecteur adjoint, inspecteur, chef de section (N.F.), receveur supérieur et chef de centre supérieur.

Personnel de l'Enseignement et de la jeunesse (article 1^{er}, alinéa 2 du décret n° 53-1060 du 23 octobre 1953).

Personnel des trésoreries des territoires d'outre-mer (article 1^{er} du décret n° 55-99 du 18 janvier 1955).

II. FONCTIONNAIRES APPARTENANT A LA CATÉGORIE B :

Tous les autres fonctionnaires des cadres généraux de la France d'outre-mer.

ANNEXE II

EXEMPLES

I. *Cas d'un fonctionnaire, tributaire du régime général de l'Etat, dont le cadre — ou l'emploi — appartient à la catégorie B (active).*

Pour la compréhension des exemples qui vont suivre, il est rappelé que, par « année de services dans un territoire de la catégorie B », il faut entendre, au titre du régime général, « année accomplie outre-mer comme titulaire et postérieurement au 1^{er} avril 1932 ».

1^o Agent comptant au moins 25 années de services dont 15 ans de présence dans un territoire de la catégorie B : pension identique à l'Etat et à la Caisse.

2^o Agent comptant plus de 25 années de services, dont moins de 15 ans de présence dans un territoire de la catégorie B, les autres services ne pouvant être considérés comme actifs : pension identique à l'Etat et à la Caisse.

3^o Agent comptant plus de 25 années de services, dont moins de 15 ans de présence dans un territoire de la catégorie B, les autres services ayant été accomplis en Afrique du Nord sans que le total des services hors d'Europe atteigne 15 années : pension plus élevée à l'Etat.

(Au titre de l'Etat, les services en Afrique du Nord sont majorés de la bonification du quart.)

II. *Cas d'un fonctionnaire, tributaire du régime général de l'Etat, dont le cadre — ou l'emploi — appartient à la catégorie A (sédentaires).*

1^o Agent comptant au moins 25 années de services dont 15 ans de présence dans un territoire de la catégorie B : pension plus élevée à la Caisse.

2^o Agent comptant, à 60 ans d'âge, 30 années de services, dont moins de 15 années de présence dans un territoire de la catégorie B : pension identique à l'Etat et à la Caisse.

3^o Agent, comptant, lors de sa limite d'âge inférieure à 60 ans au titre de la C.R.F.O.M., 30 années de services dont moins de 15 ans de présence dans un territoire de la catégorie B : pension plus élevée à l'Etat.

En effet, à la C.R.F.O.M. et du fait que sa limite d'âge est inférieure à 60 ans, l'intéressé ne pourra pas justifier, lors de sa limite d'âge, de la condition d'âge de 60 ans exigée pour l'ouverture du droit à pension d'ancienneté. Il ne pourra, dès lors, bénéficier que d'une retraite proportionnelle.

A l'Etat, par contre, la limite d'âge des cadres de la catégorie A (sédentaires) étant de 60 ans, l'intéressé demeurera en service jusqu'à cet âge et justifiera des deux conditions, de 30 ans de services et de 60 ans d'âge, exigées par le droit à pension d'ancienneté pour les fonctionnaires de la catégorie A.

ARRETE N° 683-56/C. du 2 août 1956 promulguant au Togo l'arrêté interministériel du 19 juillet 1956.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo l'arrêté interministériel du 19 juillet 1956 fixant l'échelonnement indiciaire des inspecteurs généraux et inspecteurs du travail et des lois sociales de la France d'outre-mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 2 août 1956.

J. BÉRARD.

ARRETE interministériel du 19 juillet fixant l'échelonnement indiciaire des inspecteurs généraux et inspecteurs du travail et des lois sociales de la France d'outre-mer.

Le ministre de la France d'outre-mer, le secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique,

Vu la loi n° 50-772 du 30 juin 1950 fixant les conditions d'attribution des soldes et indemnités des fonctionnaires civils

et militaires relevant du ministère de la France d'outre-mer, les conditions de recrutement, de mise en congé ou à la retraite de ces mêmes fonctionnaires, ensemble les décrets n° 51-509 et 51-510 du 5 mai 1951 pris pour l'application de ladite loi;

Vu la loi du 15 décembre 1952 instituant un code du travail dans les territoires et territoires associés relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites, modifié et complété par le décret n° 49-508 du 14 avril 1949;

Vu le décret n° 55-1679 du 29 décembre 1955 portant règlement d'administration publique pour la fixation du statut particulier des inspecteurs généraux et inspecteurs du travail et des lois sociales de la France d'outre-mer;

Vu le décret n° 56-586 du 12 juin 1956 modifiant le classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites,

ARRENTENT :

ARTICLE PREMIER. — L'échelonnement indiciaire des inspecteurs généraux et inspecteurs du travail et des lois sociales de la France d'outre-mer est fixé ainsi qu'il suit, à compter du 1^{er} janvier 1956 :

GRADES, CLASSES ET ÉCHELONS	INDICES
Inspecteur général de :	
1 ^{re} classe	750
2 ^e classe	700
3 ^e classe	650
Inspecteur de classe exceptionnelle, échelon unique	630
Inspecteur de 1 ^{re} classe :	
3 ^e échelon	600
2 ^e échelon	565
1 ^{er} échelon	525
Inspecteur de 2 ^e classe	(1) 525
3 ^e échelon	500
2 ^e échelon	470
1 ^{er} échelon	440
Inspecteur de 3 ^e classe	(1) 425
4 ^e échelon	410
3 ^e échelon	375
2 ^e échelon	335
1 ^{er} échelon	300

1) Indice maintenu à titre personnel en faveur des inspecteurs respectivement bénéficiaires dans l'ancien cadre des indices nets 525 et 425.

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 juillet 1956.

Pour le Ministre de la France d'outre-mer,
et par délégation :

Le directeur du cabinet,
Georges SPÉNALE.

Pour le secrétaire d'Etat au budget et par délégation :

Le directeur du budget,

Roger GOETZE.

Pour le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
chargé de la fonction publique, et par délégation :

Le directeur de la fonction publique,

Pierre CHATENET.

ARRETE ministériel du 10 juillet 1956 fixant les modalités des concours d'entrée à l'école nationale de la France d'outre-mer (concours B et C).

Le ministre de la France d'outre-mer,*

Vu le décret n° 50-1353 du 30 octobre 1950 portant réorganisation de l'école nationale de la France d'outre-mer;

Vu le décret n° 56-489 du 14 mai 1956 modifiant et complétant le règlement organique de l'école nationale de la France d'outre-mer;

Vu le décret n° 55-1448 du 4 novembre 1955 portant prorogations spéciales aux limites d'âge fixées par le décret n° 50-1353 du 30 octobre 1950 pour la présentation aux concours d'entrée à l'école nationale de la France d'outre-mer,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les demandes d'admission à concourir des candidats aux concours d'entrée à l'école nationale de la France d'outre-mer, dits « concours B et C », sont adressées au directeur de l'école 2, avenue de l'Observatoire, Paris (6^e).

Chaque candidat doit préciser dans sa demande : son adresse, le centre où il désire subir les épreuves, la langue choisie (éventuellement une liste de langues par ordre de préférence), la section de l'école pour laquelle il concourt (concours B : section administrative, ou sociale; concours C : section administrative, judiciaire ou sociale).

Si le candidat a dépassé les limites d'âge prévues à l'article 15 du décret du 30 octobre 1950 et à l'article 3 du décret du 14 mai 1956, il doit en outre indiquer le temps qu'il a passé sous les drapeaux, soit au titre du service légal, soit au cours de périodes de mobilisation, soit en vertu d'un engagement pour la durée de la guerre 1939-1945, et, le cas échéant, produire la décision de prorogation spéciale obtenue dans les conditions fixées par le décret n° 55-1448 du 4 novembre 1955.

Les demandes d'admission à concourir sont accompagnées des pièces suivantes :

1^o Une expédition authentique de l'acte de naissance ou du jugement supplétif pouvant en tenir lieu;

2^o Un état général des services civils ou militaires établi par l'autorité investie du pouvoir de nomination (pour le concours B). Un état de service doit être fourni pour chacune des administrations auxquelles a appartenu le candidat. Cet état devra préciser la durée des services effectivement accomplis par l'intéressé dans les territoires d'outre-mer, en Afrique du Nord ou en Indochine;

3^o Un état signalétique et des services militaires ou une copie certifiée conforme de ce document, et,

pour les candidats qui n'ont pas effectué leur service militaire, une pièce attestant leur situation au regard des lois sur le recrutement de l'armée. Les candidats joignent éventuellement copie de leurs citations;

4^o Une copie certifiée conforme des diplômes ou certificats obtenus par le candidat;

5^o Un certificat d'aptitude physique au service actif dans les régions intertropicales. Ce certificat, établi à la suite de visite et contre-visite médicales et de l'examen phthisiologique prévu par les règlements, est délivré :

Ostre-mer : par le service local de santé;

A Paris : par le conseil supérieur de santé de la France d'outre-mer;

A Marseille et Bordeaux : par les médecins du service administratif de la France d'outre-mer;

Dans les autres villes : par les médecins chefs des hôpitaux militaires.

L'examen phthisiologique est subi devant un médecin assermenté.

En transmettant la demande d'admission à concourir au concours B, accompagnée des pièces énumérées ci-dessus, les autorités compétentes joignent le relevé du calepin de notes des intéressés.

ART. 2. — La liste des candidats admis à concourir est établie par arrêté du ministre de la France d'outre-mer, sur proposition d'une commission composée comme suit :

Président :

Le directeur du personnel au ministère de la France d'outre-mer.

Membres :

Le directeur de l'école nationale de la France d'outre-mer.

Un inspecteur de la France d'outre-mer.

Un professeur membre du jury du concours.

Secrétaire :

Le secrétaire du service du concours à l'école nationale de la France d'outre-mer.

Cette liste est publiée par extrait au *Journal officiel* de la République française.

ART. 3. — Les épreuves écrites se dérouleront simultanément dans tous les centres de la métropole et des territoires d'outre-mer fixés par arrêté du ministre de la France d'outre-mer.

L'examen oral de langue et l'interrogation portant sur deux sujets d'actualité ont lieu à partir d'une date fixée par le même arrêté; les candidats sont avisés individuellement du lieu et de la date de leur convocation devant les commissions locales d'examen, par les soins du directeur de l'école nationale de la France d'outre-mer en ce qui concerne les candidats admis à subir les épreuves dans la métropole, par les chefs de territoires en ce qui concerne les candidats admis à concourir dans les territoires d'outre-mer.

ART. 4. — Les sujets des épreuves écrites sont choisis par le ministre de la France d'outre-mer, sur les propositions du directeur de l'école nationale de la France d'outre-mer.

ART. 5. — Les sujets de composition sont adressés par les soins du directeur de l'école nationale de la France d'outre-mer aux centres d'examen prévus par l'arrêté ministériel portant ouverture du concours.

Chaque sujet est enfermé dans une enveloppe scellée portant la mention :

Concours d'entrée à l'école nationale de la France d'outre-mer.

(Concours B) ou (Concours C).

Sujet de

Pli à ouvrir le à . . . heures.

Durée de l'épreuve : . . . heures.

Tous les plis contenant les sujets sont enfermés dans une seule enveloppe également scellée et portant la mention :

Concours d'entrée à l'école nationale de la France d'outre-mer.

(Concours B) ou (Concours C).

Sujets de compositions.

Pli à ouvrir par le président de la commission de surveillance.

le à . . . heures.

ART. 6. — Il est adressé en même temps à chaque centre la liste des candidats admis à concourir dans ce centre.

ART. 7. — Les commissions de surveillance sont composées :

A Paris : du directeur de l'école nationale de la France d'outre-mer ou de son représentant; du secrétaire et du secrétaire adjoint du jury du concours et de fonctionnaires du ministère de la France d'outre-mer ou de l'école;

Dans les centres d'outre-mer : d'un président et de deux membres, dont l'un fait fonction de secrétaire, désignés par le chef du territoire.

ART. 8. — Les compositions ne peuvent être faites que sur des feuilles fournies par l'école nationale de la France d'outre-mer. Elles ne doivent porter les nom et prénoms du candidat que dans la bande supérieure formant souche détachable.

Dès réception des compositions à l'école nationale de la France d'outre-mer, le secrétaire du jury du concours appose un numéro sur chaque composition et sur sa bande formant souche et détache cette bande. Les bandes ainsi détachées sont réunies et mises sous enveloppes cachetées et signées et conservées à l'école jusqu'après la correction des épreuves.

Toute composition qui porterait en dehors de la bande la signature ou le nom du candidat serait considérée comme nulle.

Tout paragraphe ou signe distinctif quelconque est également interdit.

ART. 9. — Les délais prévus pour chaque épreuve par le décret du 30 octobre 1950 et le décret du 14 mai 1956 ne comprennent pas le temps consacré à faire l'appel des candidats, à dicter le texte et à le relire.

ART. 10. — Les candidats ne doivent être en possession d'aucun texte imprimé ou manuscrit. La loi

du 23 décembre 1901 réprimant les fraudes dans les examens ou concours publics est applicable aux concours B et C.

ART. 11. — A la fin de chaque séance, le président de la commission de surveillance réunit les compositions des candidats et les place dans une même enveloppe qu'il scelle ensuite et signe ainsi que les membres de la commission.

Il est ensuite porté sur cette enveloppe la mention :

Concours d'admission à l'école nationale de la France d'outre-mer.

(Concours B) ou (Concours C).

Epreuve de

Dans tous les centres autres que celui de Paris, à la fin des épreuves écrites, le président réunit les plis contenant les compositions. Il y joint pour chacune des épreuves un procès-verbal constatant la régularité des opérations et mentionnant tout incident qui a pu se produire. Il signe le procès-verbal ainsi que les membres de la commission.

Plis et procès-verbaux sont réunis en un unique pli également scellé et portant la mention :

Centre d'examen de

Concours d'admission

à l'école nationale de la France d'outre-mer.

(Concours B) ou (Concours C).

Ce pli est lui-même mis sous enveloppe à l'adresse suivante :

M. le directeur de l'école nationale de la France d'outre-mer.

2, avenue de l'Observatoire, Paris (6^e).

L'expédition doit avoir lieu en « recommandé » par le premier courrier aérien suivant la clôture des épreuves écrites.

Au centre de Paris, il est également établi pour chaque épreuve un procès-verbal, comme ci-dessus indiqué, et signé.

ART. 12. — L'examen oral portant sur deux sujets d'actualité, prévu à l'article 16 (§ 2) du décret du 30 octobre 1950, modifié par le décret du 14 mai 1956, a lieu devant une commission nommée :

1^o A Paris, par arrêté du ministre de la France d'outre-mer. Cette commission comprend :

Président :

Le président du jury du concours.

Membres :

Le directeur de l'école nationale de la France d'outre-mer.

Un administrateur de la France d'outre-mer.

Un magistrat de la France d'outre-mer.

Un inspecteur du travail et des lois sociales de la France d'outre-mer.

Secrétaire :

Le secrétaire du jury du concours.

2^o Dans les territoires d'outre-mer, cette commission, désignée par le chef de territoire, est composée comme suit :

Président :

Le chef du service de l'enseignement.

Membres :

Un administrateur de la France d'outre-mer.

Un magistrat de la France d'outre-mer.

Un inspecteur du travail et des lois sociales de la France d'outre-mer.

Secrétaire :

Un fonctionnaire du cadre d'administration générale d'outre-mer.

ART. 13. — Dans chaque centre d'examen, l'interrogation portant sur une langue d'outre-mer a lieu devant une commission qui comprend, outre le président et le secrétaire de la commission prévue à l'article 11 du présent arrêté, des examinateurs désignés comme ci-dessus en raison de leurs connaissances linguistiques pour chacune des langues admises dans ce centre.

ART. 14. — A la fin des épreuves orales prévues à l'article 16 du décret du 30 octobre 1950, modifié par le décret du 14 mai 1956, le président des commissions locales d'examen place :

1^o Sous une première enveloppe, scellée et signée, les relevés des notes attribuées par les examinateurs au cours de l'épreuve de langue. Il y joint le procès-verbal de la commission locale d'examen signé par le président et les membres de ladite commission;

2^o Sous une seconde enveloppe, également scellée et signée, la note attribuée à chaque candidat à la suite de l'interrogation orale sur deux sujets d'actualité. Il y joint également le procès-verbal de la commission locale d'examen signé par le président et les membres de ladite commission.

Les enveloppes sont ensuite réunies par le président sous un unique pli adressé au directeur de l'école nationale de la France d'outre-mer. L'expédition doit avoir lieu en « recommandé » par le premier courrier aérien suivant la clôture des épreuves orales.

ART. 15. — Les épreuves sont cotées de 0 à 20; les coefficients applicables sont déterminés par les articles 16 et 18 du décret du 30 octobre 1950 modifié par le décret du 14 mai 1956.

Nul ne peut être admis définitivement s'il n'a obtenu un minimum de 120 points pour l'ensemble des épreuves, toute note inférieure à 6 étant éliminatoire.

La liste des candidats admis définitivement est arrêtée par le ministre de la France d'outre-mer et publiée au *Journal officiel* de la République française.

ART. 16. — Est abrogé l'arrêté du 27 mars 1951 fixant les modalités du concours d'entrée à l'école nationale de la France d'outre-mer (concours B).

ART. 17. — Le directeur de l'école nationale de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la

République française et aux Journaux officiels des territoires d'outre-mer.

Fait à Paris, le 10 juillet 1956.

Pour le ministre de la France d'outre-mer
et par délégation :

Le directeur du cabinet,

G. SPÉNALE.

Entreprises de crédit différé

ARRETE N° 684-56/C. du 2 août 1956 promulguant
au Togo le décret n° 56-709 du 11 juillet 1956.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions
et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation
administrative du territoire du Togo et création d'assemblées
représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation
et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Ter-
ritoire du Togo le décret n° 56-709 du 11 juillet 1956
étendant aux territoires relevant du ministre de la
France d'outre-mer les décrets n° 53-947 du 30 sep-
tembre 1953 et n° 55-627 du 20 mai 1955 modifiant
la loi n° 52-332 du 24 mars 1952 relative aux entre-
prises de crédit différé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, pu-
blié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 2 août 1956.

J. BÉRARD.

DECRET N° 56-709 du 11 juillet 1956 étendant aux
territoires relevant du ministre de la France d'ou-
tre-mer les décrets n° 53-947 du 30 septembre 1953
et n° 55-627 du 20 mai 1955 modifiant la loi n°
52-332 du 24 mars 1952 relative aux entreprises
de crédit différé.

Le Président de la République,

Sur le rapport du président du conseil des ministres, du
ministre de la France d'outre-mer, du ministre d'Etat, garde
des sceaux, chargé de la justice, et du ministre des affaires
économiques et financières,

Vu l'article 72 (alinéa 2) de la Constitution;

Vu la loi n° 52-332 du 24 mars 1952 relative aux entreprises
de crédit différé;

Vu le décret n° 53-947 du 30 septembre 1953 modifiant la
loi n° 52-332 du 24 mars 1952 relative aux entreprises de crédit
différé;

Vu le décret n° 55-627 du 20 mai 1955 portant modification
de l'article 5 de la loi du 24 mars 1952 relative aux entreprises
de crédit différé;

Après avis de l'Assemblée de l'Union française;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les décrets n° 53-947 du 30
septembre 1953, modifiant la loi n° 52-332 du 24
mars 1952 relative aux entreprises de crédit différé,
et n° 55-627 du 20 mai 1955 portant modification
de l'article 5 de la même loi du 24 mars 1952, sont
applicables aux territoires relevant du ministre de
la France d'outre-mer.

ART. 2. — Le président du conseil des ministres,
le ministre de la France d'outre-mer, le ministre
d'Etat, garde des sceaux, chargé de la justice, et le
ministre des affaires économiques et financières sont
chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution
du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*
de la République française et inséré au *Bulletin offi-
ciel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 11 juillet 1956.

René COTY.

Par le Président de la République,

Le président du conseil des ministres,

GUY MOLLET

Le ministre de la France d'outre-mer,

GASTON DEFFERRE.

*Le ministre d'Etat, garde des sceaux,
chargé de la justice,*

François MITTERRAND.

Le ministre des affaires économiques et financières,
PAUL RAMADIER

Commerce

ARRETE N° 699-56/C. du 6 août 1956 promulguant
au Togo le décret n° 56-710 du 11 juillet 1956.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions
et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation
administrative du territoire du Togo et création d'assemblées

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation
et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Ter-
ritoire du Togo le décret n° 56-710 du 11 juillet 1956
rendant applicables dans les territoires d'outre-mer,
au Togo et au Cameroun l'article 28 de la loi n° 55-
722 du 27 mai 1955 et le décret n° 55-620 du 20 mai
1955 complétant le décret du 30 octobre 1935 relatif
à la protection des obligataires.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, pu-
blié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 6 août 1956.

J. BÉRARD.

DECRET N° 56-710 du 11 juillet 1956 rendant applicables dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun l'article 28 de la loi n° 55-722 du 27 mai 1955 et le décret n° 55-620 du 20 mai 1955 complétant le décret du 30 octobre 1935 relatif à la protection des obligataires.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du président du conseil des ministres, du ministre d'Etat, garde des sceaux, chargé de la justice, et du ministre de la France d'outre-mer,

Vu l'article 72, alinéa 2, de la Constitution de la République française;

Vu le décret du 8 août 1935 modifié créant au profit des actionnaires un droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital;

Vu le décret du 3 septembre 1936 rendant applicable aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat le décret du 8 août 1935 portant création au profit des actionnaires d'un droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital;

Vu le décret du 30 octobre 1935 relatif à la protection des obligataires;

Vu le décret du 13 janvier 1938 portant application, sous réserve de modifications, aux colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du ministère des colonies du décret du 30 octobre 1935 sur la protection des obligataires;

Vu le décret n° 55-620 du 20 mai 1955 complétant le décret du 30 octobre 1935 relatif à la protection des obligataires;

Vu l'article 28 de la loi n° 55-722 du 27 mai 1955;

Après avis de l'Assemblée de l'Union française;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est abrogé l'article 12 du décret du 3 septembre 1936 rendant applicable aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun le décret du 8 août 1935 portant création au profit des actionnaires d'un droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital.

ART. 2. — L'article 21 du décret du 13 janvier 1938, portant application aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun du décret du 30 octobre 1935 relatif à la protection des obligataires, est complété par le paragraphe suivant :

« S'il y a contestation entre les obligataires ou les porteurs de titres d'emprunt d'une part, et une collectivité étrangère d'autre part, l'assemblée générale peut délibérer sur une proposition d'arbitrage dans les conditions prévues par les articles 22, 23 et 24 ci-dessous, pour les cas mentionnés à l'article 20. La résolution soumise à l'assemblée doit indiquer l'objet sur lequel portera l'arbitrage. »

ART. 3. — Le président du conseil des ministres, le ministre d'Etat, garde des sceaux, chargé de la justice, et le ministre de la France d'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 11 juillet 1956.

René CORTY.

Par le Président de la République,
Le président du conseil des ministres,
Guy MOLLET.

Le ministre d'Etat, garde des sceaux
chargé de la justice,

François MITTERRAND.

Le ministre de la France d'outre-mer,
GASTON DEFFERRE.

LOI de finances pour l'exercice 1955 (n° 55-722 du 27 mai 1955.)

L'Assemblée nationale et le conseil de la République ont délibéré,

L'Assemblée nationale a adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE III

**MOYEN DE SERVICE ET DISPOSITIONS
SPECIALES**

3^e Dispositions diverses.

Art. 28. — L'article 12 du décret-loi du 8 août 1935, modifié par le décret-loi du 30 octobre 1935, modifiant le régime du droit préférentiel des actionnaires, est abrogé.

DECRET N° 55-620 du 20 mai 1955 complétant le décret du 30 octobre 1935 relatif à la protection des obligataires.

EXPOSÉ DES MOTIFS

L'article 20 du décret du 30 octobre 1935 relatif à la protection des obligataires dispose que :

« L'assemblée générale des obligataires délibère également... »

« 2^e Sur les propositions relatives, soit à l'abandon total ou partiel des garanties conférées aux obligataires ou aux porteurs de titres d'emprunt, soit à la prorogation du paiement des intérêts, soit à la modification des modalités d'amortissement, soit à une transaction sur les droits litigieux ou ayant fait l'objet de décisions judiciaires. »

Cet article, qui est interprété restrictivement par la Cour de cassation interdit à l'assemblée générale des obligataires de délibérer valablement sur une procédure d'arbitrage. Or, le recours à l'arbitrage est la seule voie ouverte aux obligataires pour obtenir un règlement de leurs créances lorsque le débiteur est une collectivité publique étrangère qui refuse de s'incliner devant une décision judiciaire française favorable aux obligataires, et de soumettre à ces derniers des propositions acceptables de règlement amiable. Une application stricte de l'article 20 du décret du 30

octobre 1935 peut alors présenter de graves inconvénients.

Dans ces conditions, pour permettre d'obtenir une solution satisfaisante dans de nombreux litiges, il paraît souhaitable, dans les cas de contestations entre les obligataires et une collectivité étrangère de donner à l'Assemblée générale des obligataires le droit de délibérer sur une proposition d'arbitrage.

Tel est l'objet du présent décret qui favorisant le règlement des litiges entre les collectivités débitrices étrangères et les obligataires français et permettant ainsi le réinvestissement de l'épargne en vue de la poursuite de l'expansion économique entre dans le cadre des mesures prévues au paragraphe 1^{er} de l'article unique de la loi n° 54-809 du 14 août 1954.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le décret du 30 octobre 1935 relatif à la protection des obligataires;

Vu la loi n° 54-809 du 14 août 1954 autorisant le gouvernement à mettre en œuvre un programme d'équilibre financier, d'expansion économique et de progrès social;

Vu la loi n° 55-349 du 2 avril 1955 accordant au gouvernement des pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale;

Le conseil d'Etat entendu;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 21 du décret du 30 octobre 1935 relatif à la protection des obligataires est complété par le paragraphe suivant :

« S'il y a contestation entre les obligataires ou les porteurs de titres d'emprunt d'une part et une collectivité étrangère d'autre part, l'Assemblée générale peut délibérer sur une proposition d'arbitrage dans les conditions prévues par les articles 22, 23 et 24 ci-dessous, pour les cas mentionnés à l'article 20. La résolution soumise à l'Assemblée doit indiquer l'objet sur lequel portera l'arbitrage. »

ART. 2. — Le ministre des finances et des affaires économiques et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 mai 1955.

Edgar FAURE.

Par le président du conseil des ministres :

Le Ministre des Finances et des Affaires économiques,
Pierre PFLIMLIN.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
SCHUMAN.

Election

ARRETE N° 707-56/. du 10 août 1956 promulguant au Togo le décret n° 56-753 du 27 juillet 1956.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret n° 55-809 du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 susvisée.

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret n° 56-753 du 27 juillet 1956 étendant aux communes de plein exercice et aux communes de moyen exercice de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo, du Cameroun et de Madagascar, la loi n° 56-425 du 28 avril 1956, modifiant l'article 11 du décret réglementaire du 2 février 1852 pour l'élection des députés.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 10 août 1956.

J. BÉRARD.

DECRET N° 56-753 du 27 juillet 1956 étendant aux communes de plein exercice et aux communes de moyen exercice de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo, du Cameroun et de Madagascar, la loi n° 56-425 du 28 avril 1956, modifiant l'article 11 du décret réglementaire du 2 février 1852 pour l'élection des députés.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du président du conseil des ministres et du ministre de la France d'outre-mer,

Vu la loi n° 55-1489 du 18 novembre 1955 relative à la réorganisation municipale en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo, au Cameroun et à Madagascar et notamment son article 6 aux termes duquel « les autres textes législatifs ou réglementaires applicables aux communes de la métropole pourront être étendus par décret du Président de la République, après avis de l'Assemblée de l'Union française »;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 pour l'élection des députés et les textes qui les ont modifiés;

Vu la loi du 7 juillet 1874 modifiée relative à l'électorat municipal;

Vu la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale;

Vu la loi n° 51-586 du 23 mai 1951 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu la loi n° 52-150 du 6 février 1952 relative à la formation des assemblées de groupe et des assemblées locales d'Afrique occidentale française et au Togo, d'Afrique équatoriale française et du Cameroun, de Madagascar et des Comores;

Vu la loi n° 56-425 du 28 avril 1956 modifiant l'article 11 du décret réglementaire du 2 février 1852 pour l'élection des députés;

Après avis de l'Assemblée de l'Union française;
Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — La loi susvisée du 28 avril 1956 est étendue aux communes de plein exercice et aux communes de moyen exercice de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo, du Cameroun et de Madagascar.

ART. 2. — Le président du conseil des ministres et le ministre de la France d'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et aux *Journaux officiels* des territoires intéressés et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 27 juillet 1956.

René COTY.

Par le Président de la République :

Le président du conseil des ministres,

Guy MOLLET.

Le ministre de la France d'outre-mer,
GASTON DEFFERRE.

LOI N° 56-425 du 28 avril 1956 modifiant l'article 11 du décret réglementaire du 2 février 1852 pour l'élection des députés.

L'Assemblée nationale et le Conseil de la République ont délibéré.

L'Assemblée nationale a adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit:

ARTICLE UNIQUE. — L'article 11 du décret réglementaire du 2 février 1852 pour l'élection au corps législatif est complété comme suit :

« Toutefois, une réquisition ne peut avoir pour objet d'empêcher les candidats ou leurs délégués d'exercer le contrôle des opérations électorales ou toute prérogative prévue par les lois et règlements.

« Lorsqu'une réquisition aura eu pour résultat l'expulsion soit d'un ou de plusieurs assesseurs, soit d'un ou de plusieurs délégués, soit d'un ou de plusieurs scrutateurs, le président sera tenu, avant que la réquisition soit levée et que l'autorité requise ait quitté le bureau de vote, de procéder sans délai et conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur au remplacement du ou des expulsés. En cas d'expulsion ou de défaillance pour quelque cause que ce soit d'un assesseur ou d'un scrutateur, le président pourra désigner pour le remplacer l'électeur présent le plus âgé sachant lire et écrire.

« En cas d'expulsion ou de défaillance pour quelque cause qui ce soit d'un délégué et de son suppléant, le président pourra, à défaut d'un autre représentant désigné par le candidat ou son mandataire, faire appel pour le remplacer à l'électeur présent le plus âgé sachant lire et écrire.

« L'autorité qui aura procédé, sur réquisition d'un président de bureau de vote, à l'expulsion soit d'un ou de plusieurs assesseurs, soit d'un ou de plusieurs délégués, soit d'un ou de plusieurs scrutateurs, devra immédiatement après l'expulsion adresser au procureur de la République et au préfet un procès-verbal rendant compte de sa mission ».

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.
Fait à Paris, le 28 avril 1956.

René COTY.

Par le Président de la République :

Le Président du Conseil des Ministres,

Guy MOLLET.

*Le ministre d'Etat, garde des sceaux
chargé de la justice,*

François MITTERRAND.

Le ministre de l'intérieur,
Gilbert JULES.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Emprunts

ARRETE N° 688-56/F. du 2 août 1956 fixant les conditions dans lesquelles les Conseils de Circonscription pourront contracter des emprunts.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 25 Octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative au Togo;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration pour l'application de la loi du 16 avril 1955 précitée;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des territoires d'outre-mer et tous les actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 493-51/AP. du 16 juillet 1951 organisant les Conseils de Circonscription;

Vu l'arrêté n° 1059-55/F. du 29 décembre 1955 portant création des budgets de circonscription;

Vu la décision n° 78 du 11 janvier 1956 du Conseil de Gouvernement accordant la personnalité morale aux circonscriptions territoriales du Togo;

Le Conseil de Gouvernement entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les Conseils de Circonscription décident des emprunts à contracter par les Circonscriptions.

ART. 2. — Les délibérations prises en cette matière ne sont exécutoires qu'après approbation du Commissaire de la République en Conseil de Gouvernement.

ART. 3. — Ces emprunts peuvent être réalisés, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par souscription publique avec faculté d'émettre des obligations négociables.

ART. 4. — Les Circonscriptions peuvent contracter des emprunts dans le cadre de la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 et suivant les dispositions du décret du 24 octobre 1946 modifié par le décret du 30 Septembre 1950.

Les emprunts contractés dans les conditions ci-dessus sont soumis aux dispositions des articles 1 et 2 du présent arrêté.

ART. 5. — Les arrérages et annuités de remboursement des emprunts font l'objet d'une inscription en dépenses obligatoires au budget de la circonscription en application de l'article 4 de l'arrêté n° 1059/F. du 29 décembre 1955 portant création des budgets de circonscription.

ART. 6. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 2 août 1956.

J. BÉRARD.

Douanes

ARRETE N° 689-56/SD. du 2 août 1956 rendant exécutoire la délibération n° 33/ATT. du 22 mai 1956 portant modification de la liste des matériels industriels exonérés de la taxe forfaitaire représentative de la taxe sur les transactions, à l'importation, en vertu de l'article 30, premier alinéa, de la délibération n° 44/ATT. du 25 novembre 1955.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret n° 55-809 du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la délibération n° 33/ATT. du 22 mai 1956 portant modification de la liste des matériels industriels exonérés de la taxe forfaitaire représentative de la taxe sur les transactions, à l'importation en vertu de l'article 30, premier alinéa, de la délibération n° 44/ATT. du 25 novembre 1955;

Vu le télégramme ministériel n° 50.086/AEP du 21 juillet 1956;

Le conseil de Gouvernement entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire la délibération n° 33/ATT. du 22 mai 1956 portant modification de la liste des matériels industriels exonérés de la taxe forfaitaire représentative de la taxe sur les transactions, à l'importation, en vertu de l'article 30, premier alinéa, de la délibération n° 44/ATT. du 25 novembre 1955.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté qui est rendu immédiatement applicable par voie d'affichage, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 2 août 1956.

J. BÉRARD.

DELIBERATION N° 33/ATT. du 22 mai 1956 portant modification de la liste des matériels industriels exonérés de la taxe forfaitaire représentative de la taxe sur les transactions, à l'importation, en vertu de l'article 30, premier alinéa, de la délibération n° 44/ATT. du 25 novembre 1955.

L'ASSEMBLÉE TERRITORIALE DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 52-130 du 16 février 1952, portant création de l'Assemblée territoriale du Togo;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour application de la loi du 16 avril 1955;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires de la France d'outre-mer et les textes modificatifs ultérieurs;

Vu l'arrêté n° 1061-55/SD. du 30 décembre 1955, rendant exécutoire la délibération n° 44/ATT. du 25 novembre 1955, portant refonte des textes institutifs de la taxe sur les transactions;

Vu l'avis émis par la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture du Togo;

Vu le rapport de présentation n° 55/SD. du 14 mai 1956.

Le Conseil de Gouvernement entendu;

A adopté dans sa séance du 22 mai 1956 la délibération dont la teneur suit:

ARTICLE PREMIER. — Le tableau de l'annexe II de la délibération n° 44/ATT. du 25 novembre 1955, établissant la liste des matériels industriels exonérés de la taxe forfaitaire représentative de la taxe sur les transactions, à l'importation, en vertu de l'article 30, premier alinéa, de ladite délibération, est annulé et remplacé par le tableau ci-après :

ANNEXE II

Tableau des matériels industriels exonérés de la taxe forfaitaire représentative de la taxe sur les transactions en vertu du premier alinéa de l'article 30 de la délibération n° 44/ATT. du 25 novembre 1955.

N° DU TARIF		DESIGNATION DES MATERIELS
Métropolitain	du Togo	
ex 677 B	ex 07-92	Electrodes pour fours électriques et électrolyse.
ex 1202	ex 15-22	Briques réfractaires.
ex 1245	ex 15-36	Ouvrages en verre à faible coefficient de dilatation : articles pour l'industrie et l'agriculture exclusivement.
1290 à 1294	17-27	Matériel pour voies ferrées et chemins de fer.
ex 1299	ex 17-33	Farres calibrées d'entraînement du « train de fige » et leurs raccords (toci joint) ;
ex 1304 à 1306	ex 17-37	Figé de forage (tiges normales, tiges lourdes « drill-collars », tiges carrées ou hexagonales, tubes carottiers etc.) et leurs raccords (mamelons et manchons).
ex 1304 à 1306	ex 17-37	Eléments de pylones pour le transport de l'énergie électrique, télescopiques, à emboîtement, en acier spécial.
ex 1304 à 130	ex 17-37	Tubes de forage d'un poids au mètre linéaire supérieur à 14 kgs.
ex 1387	ex 17-38	Conduites forcées en acier, même frettées pour installations hydrauliques.
ex 1399	ex 18-11-2a	Constructions métalliques : installations de stockage, de traitement et de manutention à usage industriel sous condition réglementaire d'emploi direct dans l'industrie. (1).
ex 1399	ex 18-11-2a	Poteaux en I à larges ailes pour le transport de l'énergie électrique d'une hauteur égale ou supérieure à 8 mètres.
ex 1399	ex 18-11-2a	Pylones en éléments assemblés par rivetage, boulonnage ou soudure, pour le transport de l'énergie électrique d'une hauteur égale ou supérieure à 15 mètres.
ex 1399	ex 18-11-2a	Vannes d'entrée en charpente métallique pour l'alimentation en eau des centrales électriques.
ex 1403	ex 18-12-1a	Réservoirs et citernes de plus de 10 m ³ sous condition réglementaire d'emploi direct dans l'industrie (1).
ex 1413	ex 18-14	Câbles nus d'une section égale ou supérieure à 35 mm ² (diamètre 6 mm, 64).
ex 1476 B	ex 18-31	Portes blindées à fermeture étanche pour chambre de prise d'eau, de vannes ou de turbines.
1519	ex 19-11	Chaudières.
1524	19-15-1	Machines alternatives à vapeur.
1525 A	19-15-2	Turbines à vapeur.
1525 B	19-15-3	Turbines à gaz.
1526	19-16	Turbines et roues hydrauliques.
ex 1529	ex 19-17-3	Autres moteurs à piston à explosion ou à injection fixes, d'une puissance égale ou supérieure à 25 CV sous condition réglementaire d'emploi direct dans l'industrie. (1).

N° DU TARIF		DESIGNATION DES MATERIELS
Métropolitain	du Togo	
ex 1530	19-17-4	Propulseurs à réaction (turbo-réacteurs, turbo-propulseurs, statoréacteurs, générateurs à pistons libres, fusées à réaction chimique etc.), sous condition réglementaire d'emploi direct dans l'industrie. (1).
1533	ex 19-18	Elevateurs à liquides avec ou sans moteur.
ex 1535 A	ex 19-18	Pompes à liquides nues à commande mécanique : pompes centrifuges, sous condition réglementaire d'emploi direct dans l'industrie. (1).
ex 1536 A	ex 19-18	Moto-pompe à liquides et turbo-pompes à liquides. Electro-pompes, groupes automatiques de pompage avec réservoir d'air sous pression, sous condition réglementaire d'emploi direct dans l'industrie. (1).
ex 1537 A et B	ex 19-18	Compresseurs d'air, de gaz, pompes à vide, nus, à commande mécanique : compresseurs et pompes à vide, sous condition réglementaire d'emploi direct dans l'industrie. (1).
ex 1537 C	ex 19-18	Compresseurs d'air, de gaz, (à l'exclusion des compresseurs pour appareils frigorifiques importés isolément), pompes à vide, nus, à commande mécanique : compresseurs et pompes à vide centrifuges et autres, sous condition réglementaire d'emploi direct dans l'industrie. (1).
ex 1538	ex 19-18	Groupes moto-compresseurs et moto-pompes à vide, turbo-compresseurs et turbo-pompes à vide, sous condition réglementaire d'emploi direct dans l'industrie. (1).
1540 à 1542	ex 19-21	Ventilateurs et leurs parties, appareils de tirage et leurs parties, aérateurs, accélérateurs, manches à air, chapeaux de cheminée.
1547	19-23-1	Fours industriels, briquetés ou non.
1548	ex 19-23-2	Carbonisateurs.
1552	ex 19-24	Equipements frigorifiques, à compression, dont la puissance du compresseur est égale ou supérieure à 10 CV.
ex 1553	ex 19-25-1	Groupes aérothermes industriels, frigorigènes industriels, sous condition réglementaire d'emploi direct dans l'industrie; à l'exclusion des appareils de l'espèce destinés à l'équipement des services administratifs de l'industrie.
1555	19-31-1	Monte-charges, ascenseurs, descendeurs, skips et leurs parties, sous réserve que ces parties ne soient pas importées isolément. (2).
1556 B, C, D	ex 19-31-2	Treux et cabestans autres qu'à bras et leurs parties. (2).
ex 1557	ex 19-31-3a	Ponts roulants, ponts tournants de locomotives, transbordeurs de wagons, monorails et birails de manutention.
ex 1558	ex 19-31-3a	Grues d'une force égale ou supérieure à 2 tonnes.
ex 1559	ex 19-31-3a	Portiques et bardeurs.
ex 1557	ex 19-31-3z	Enfourneuses, défourneuses, strippeurs.

N° DU TARIF		DESIGNATION DES MATERIELS
Métropolitain	du Togo	
1560	ex 19-31-61	Bennes preneuses, griffes articulées, crochets pre-neurs et organes similaires, présentés isolément ou avec leurs appareils de levage.
ex 1562	19-31-6	Cries et vérins d'une force supérieure à 7 tonnes.
ex 1563	ex 19-31-7	Palans et moufles d'une force supérieure ou égale à 500 kgs. présentés isolément ou avec leurs appareils de levage.
1564	ex 19-31-8	Transporteurs mécaniques à action continue autres que par câbles.
1565	ex 19-31-9	Transporteurs aériens sur câbles, téléphériques.
1566	ex 19-31-9	Dégrilleurs pour installations hydrauliques.
1567	ex-19-31-9	Appareils de levage et de manutention, non dé-nommés ni compris ailleurs.
1568	ex 19-32	Matériels d'extraction, d'excavation et de préparation du sol.
1569	ex 19-32	Machines et appareils de concassage, de broyage et de pulvérisation simples non dénommés ni compris ailleurs, leurs parties et pièces détachées. (2).
1570	ex 19-32	Appareils de criblage, de triage, de classement, de lavage et de poussière non dénommés ni compris ailleurs (y compris les appareils électro-statiques et magnétiques), leurs parties et pièces détachées. (2).
1571	ex 19-32	Mélangeurs et malaxeurs non dénommés ni com-pris ailleurs, leurs parties et pièces détachées. (2).
1572	ex 19-32	Machines et appareils centrifuges non dénommés ni compris ailleurs, leurs parties et pièces détachées. (2).
1573	ex 19-32	Filtres-presses, avec ou sans pompe, non dénommés ni compris ailleurs.
1574	ex 19-32	Presses non dénommées ni comprises ailleurs.
1575	ex 19-32	Machines et appareils à former, à mouler, à aggro-mérer, etc.
1576	ex 19-33	Laminoire et calandres.
1577	ex 19-34-1	Machines et appareils pour la fabrication du ciment, de la chaux et du plâtre, leurs parties et pièces détachées. (2).
1578	ex 19-34-2	Machines et appareils pour la préparation du béton : bétonnières de 500 litres et plus de capacités.
1579	ex 19-34-3	Machines et appareils pour la préparation des as-phaltes, bitumes, tarmacadams, goudron et appareils similaires, leurs parties et pièces détachées. (2).
1581	ex 19-34-5	Machines et appareils non dénommés ni compris ailleurs pour les industries céramiques.
1580	ex 19-34-6	Machines et appareils pour cokeries et usines à gaz, leurs parties et pièces détachées. (2).
1582	ex 19-34-6	Machines non dénommées ni comprises ailleurs pour les industries de la verrerie.
1583	ex 19-34-6	Machines pour la fabrication de lampes électriques.

N° DU TARIF

DESIGNATION DES MATERIELS

Métropolitain	du Togo	
1584	ex 19-34-6	Machines et appareils non dénommés ni compris ailleurs pour la sidérurgie, la fonderie, l'aciérie et la métallurgie (y compris l'électrometallurgie); leurs parties et pièces détachées (2).
1585	ex 19-34-6	Machines à décaper au sable ou à la grenaille pour les métaux, le verre, la pierre etc...
1587 à 1595	ex 19-4	Machines et appareils pour l'agriculture.
1596	ex 19-51	Machines et appareils pour la laiterie et les produits laitiers.
1598	ex 19-53	Machines préparatoires pour la minoterie et leurs pièces détachées, sous réserve que ses pièces détachées ne soient pas importées isolément. (2).
1599	ex 19-53	Machines et appareils pour le décortiquage, la mouture, etc. et leur pièces détachées, sous réserve que ces pièces détachées ne soient pas importées isolément. (2).
ex 1600 à 1606	19-54-1 à 6	Machines et appareils pour les industries alimentaires.
1609	19-61-a et z	Machines et appareils pour la savonnerie, la stéarinerie, la fabrication des produits pharmaceutiques et leurs pièces détachées, sous réserve que ces pièces détachées ne soient pas importées isolément. (2).
1607	ex 19-61-z	Machines et appareils pour les industries du caoutchouc et des matières plastiques et leurs pièces détachées, sous réserve que ces pièces détachées ne soient pas importées isolément. (2).
ex 1608	ex 19-61-z	Machines et appareils pour la fabrication des peintures, vernis et teintures, et leurs pièces détachées, sous réserve que ces pièces détachées ne soient pas importées isolément. (2).
ex 1610	ex 19-61-z	Autres machines et appareils pour les industries chimiques, et leurs pièces détachées, sous réserve que ces pièces détachées ne soient pas importées isolément. (2).
1611	ex 19-62-1	Machines et appareils pour la fabrication de la pâte à papier, et leurs pièces détachées, sous réserve que ces pièces détachées ne soient pas importées isolément. (2).
1612	ex 19-62-2	Machines pour la fabrication du papier et du carton.
1614 A et B	19-62-3 a	Machines et appareils pour la fabrication des sacs d'emballage.
1614 A et B	19-62-3 z	Autres machines et appareils pour le travail du papier et du carton.
1613-1615 à 1617	19-62-4	Autres machines et appareils pour la papeterie et l'imprimerie.
1618 à 1626	19-63	Machines et appareils pour l'industrie textile.
1630 B	19-65	Machines à coudre industrielles.
1632	19-66	Machines et appareils pour l'industrie des (2) cuirs et peaux, leurs parties et pièces détachées.

N° DU TARIF		DESIGNATION DES MATERIELS
Métropolitain	du Togo	
1633	19-67	Machines et appareils à fabriquer les chaussures, leurs parties et pièces détachées. (2).
1631	19-68-1 et 2	Machines et appareils pour la fabrication et le conditionnement des tabacs et des allumettes.
1638	ex 19-69	Machines et appareils à remplir, fermer, étiqueter, capsuler les récipients, leurs parties et pièces détachées. (2).
ex 1641 A	ex 19-71	Tours parallèles.
ex 1641 B	ex 19-71	Machines Tours semi-automatiques.
ex 1641 C	ex 19-71	Tours automatiques.
ex 1641 D	ex 19-71	outils Tours verticaux.
ex 1641 G	ex 19-71	travaillant Machines à aléer.
ex 1641 H	ex 19-71	par Machines à raboter.
ex 1641 I	ex 19-71	enlèvement Etau-limeurs.
ex 1641 J	ex 19-71	du Machines à mortaiser fixes.
ex 1641 K	ex 19-71	métal Machines à fraiser, spécialisées ou non.
ex 1641 L	ex 19-71	Machines à percer } Radiales Autres
ex 1641 M	ex 19-71	sous condition réglementaire d'emploi direct dans l'industrie. (1). Machines à rectifier, à afûter etc.
ex 1641 N	ex 19-71	Machines à brocher.
ex 1641 P	ex 19-71	Machines à tailler les engrenages.
ex 1642 A	ex 19-72	Machines, outils non hydrauliques travaillant par déformation du métal sous condition réglementaire d'emploi direct dans l'industrie. (1). Banes à étirer, etc.
ex 1642 B	ex 19-72	Machines à cisailier etc.
ex 1642 C	ex 19-72	Presses mécaniques.
ex 1642 D	ex 19-72	Machines à forger et à estamper.
ex 1642 E	ex 19-72	Machines à trefiler etc.
ex 1642 F	ex 19-72	Autres machines.
1643	ex 19-72	Machines-outils hydrauliques travaillant par déformation du métal.
1644	19-73	Machines, outils pour le travail de la pierre, du verre et de la céramique.
1645	19-74 a & b	Machines outils pour le travail du bois, des matières plastiques, de l'ébonite et des autres matières dures.

N° DU TARIF		DESIGNATION DES MATERIELS
Métropolitain	du Togo	
1658 A	ex 19-81	Appareils et instruments de pesage non automatiques : ponts-bascules et bascules à installation fixe.
1659 A	ex 19-81	Appareils et instruments de pesage automatiques et semi-automatiques : ponts-bascules et bascules à installation fixe.
ex 1659 B	ex 19-81	Bascules mobiles et balances à lecture directe d'une capacité de pesage égale ou supérieure à 10 tonnes-heure.
1700 à 1705	20-11	Machines génératrices, moteurs, transformateurs, convertisseurs et assimilés, sous condition réglementaire d'emploi direct dans l'industrie (1).
ex 1709 à 1711	20-13	Appareils de coupure et de sectionnement pour une tension minimum de 5.000 Volts, sous condition réglementaire d'emploi direct dans l'industrie (1).
ex 1717	20-14	Accessoires pour lignes de transport de force et lignes de traction, sous condition réglementaire d'emploi direct dans l'industrie (1).
ex 1721	ex 20-15	Isolateurs en verre ou matières céramiques pour tension égale ou supérieure à 5.000 Volts, sous condition réglementaire d'emploi dans l'industrie (1).
ex 1721 et 1725	ex 20-18	Câbles isolés à un ou plusieurs conducteurs en cuivre électrolytique pour le transport de l'énergie électrique d'une section égale ou supérieure à 10 mm ² de section utile; sous condition réglementaire d'emploi dans l'industrie (1).
ex 1757 A	ex 20-27 a	Matériel électrique à souder : appareils à arc : têtes et montages de soudage automatiques et semi-automatiques.
ex 1757 B	ex 20-27 a	Appareils à résistance.
1770 à 1774	21-11	Matériel de traction ferroviaire pour voie de plus de 0,50 d'écartement.
1775 à 1780	21-12	Matériel ferroviaire roulant pour voie de plus de 0,60 d'écartement.
1781 à 1785	21-13	Matériel de transport ferroviaire pour voies de 0,60 et moins d'écartement.
1786 à 1787	21-14	Parties et pièces détachées de matériels de transport ferroviaire.
1795 à 1796	21-15	Matériel fixe des voies ferrées et appareils de signalisation non électrique pour voies de communication.
1798 A	ex 21-22 a et b	Voitures automobiles pour le transport des marchandises : — camions à benne basculante d'une charge utile égale ou supérieure à 10 tonnes. — camions à benne basculante type « Dumpers » et similaires de plus de 6m ³ de capacité, types « Tournairecker » et similaires d'une puissance supérieure à 150 CV. (3).
ex 1798 B	ex 21-23	Tracteurs à chenilles d'un poids supérieur à trois tonnes (3).
ex 1798 B	ex 21-23	Tracteurs à roues agricoles « Rowcrops » et autres.

N° DU TARIF		DESIGNATION DES MATERIELS
Métropolitain	du Togo	
ex 1798 B	ex 21-23	Tracteurs à roues standards d'un poids supérieur à trois tonnes, sous condition réglementaire d'emploi direct dans l'industrie (1), et sous réserve de l'accomplissement des mesures d'identification définies au renvoi (3) ci-après.
ex 1799-1800	ex 21-21	Voitures à usages spéciaux et matériel de travail et de manutention automobile sur roues ou sur chenilles.
ex 1801 D	ex 21-26	Grues, pelles, excavateurs, chargeuses, décapeurs, rouleaux-compresseurs, éleveurs à fourchette, d'une force supérieure ou égale à une tonne, niveleuses, chariots de manutention pour exploitation minière dite « Shuttlecars » engins sur chenilles destinés à la confection des revêtements routiers (Finisher Barber Greene et similaires).
ex 1813 à 1816	21-29 a-1	Demi-chenilles pour tracteurs à roues.
ex 1816 B	ex 21-29 z	Remorques de 5 tonnes et plus destinées au transport des marchandises, sous condition réglementaire d'emploi direct dans l'industrie (1) et sous réserve de l'accomplissement des mesures d'identification prévues au renvoi (3) ci-après.
		Autres véhicules :
		Triquehalles pour le déplacement des bois en grues.

(1) — *Sous condition réglementaire d'emploi direct dans l'industrie* : Les industriels importateurs des machines et appareils devront, pour pouvoir bénéficier du régime de faveur attaché à la destination privilégiée de leur matériel, adresser au Chef de Bureau des Douanes de Lomé, avant dépôt de la déclaration en douane d'importation, d'une part, la communication de la correspondance relative à la commande de leur matériel, d'autre part, une déclaration, les engageant personnellement sous les peines de droit prévues en matière d'importation frauduleuse sans déclaration, à fournir, à première réquisition du Service des Douanes, la preuve que le matériel ainsi importé a bien été employé, soit à l'installation d'une industrie naissante, soit comme complément d'équipement ou de modernisation d'une industrie déjà existante, dans le Territoire. Cette déclaration devra comporter l'énumération descriptive en poids et valeurs, de ce matériel, ainsi que son emploi précis dans l'industrie considérée. Enfin cet emploi sera soumis au contrôle effectif et permanent du Service des Douanes qui aura qualité pour réprimer le cas échéant tout abus, tel que cession ou détournement ultérieur du matériel importé.

(2) — Les pièces détachées des machines et appareils ci-dessus énumérés, seront exclues du régime de faveur, lorsqu'elles seront importées isolément. Par contre, ces pièces pourront bénéficier du régime de faveur, lorsqu'elles accompagneront l'importation

d'un appareil complet et lorsque leur importance réduite ne laissera aucun doute au Service des Douanes sur le caractère de pièces de rechange normales et indispensables à l'utilisation rationnelle de ces matériels.

(3) — L'identification, en vue d'un contrôle matériel de l'emploi industriel de ces véhicules, sera assurée au moyen d'un estampillage par le Service des Douanes.

Ce matériel devra, en outre, être individualisé extérieurement par un revêtement de peinture, verte striée de jaune, suffisamment voyante. Enfin, l'Autorité Supérieure du Territoire se réserve la faculté de délimiter étroitement l'étendue du rayon d'action normal de ces véhicules, ainsi admis en exonération.

ART. 2. — Le paragraphe 1^{er} de l'article 30 de la délibération n° 44/ATT. du 25 novembre 1955, est complété comme suit :

En règle générale, les cessions ou reventes des matériels ainsi exonérés, même usagés, sont rigoureusement interdites à l'intérieur du Territoire, sous les peines prévues en matière de détournement d'une destination privilégiée (importation frauduleuse). Toutefois, en cas de force majeure, tels que : fermeture, transfert ou modernisation de l'équipement

industriel d'un établissement, il pourra être assigné au matériel vendu ou cédé un nouveau régime douanier, privilégié, ou non, selon que sa destination finale sera industrielle ou commerciale, sous réserve expresse que le Chef du Service des Douanes soit saisi préalablement, par l'importateur initial, d'une demande particulière, précisant la nature de la cession ou vente projetée et donnant l'énumération précise du matériel cédé.

ART. 3. — Le paragraphe 2 de l'article 30 de la délibération n° 44/ATT. du 25 novembre 1955, est abrogé et remplacé par les dispositions ci-après :

2) les importations de timbres et de papiers timbrés destinés à être vendus au profit du budget local, ainsi que les billets de banque non émis, importés par l'Institut d'Emission du Togo.

ART. 4. — L'article 30 de la délibération n° 44/ATT. du 25 novembre 1955 précitée, est complété par le paragraphe 8° ci-après.

8) — les importations de gas oils, destinés aux concessionnaires de services publics producteurs d'énergie électrique.

Les carburants, ainsi exemptés de la taxe forfaitaire représentative de la taxe sur les transactions, devront obligatoirement être présentés isolément au moment de leur mise à la consommation, ils devront faire l'objet d'une déclaration qui indiquera, outre les énonciations d'usage, le nom ou la raison sociale, ainsi que l'adresse des concessionnaires de services publics intéressés.

Les déclarants seront personnellement responsables de la stricte observation des présentes dispositions et toute fausse déclaration sera poursuivie, contre eux et leurs complices, comme en matière de douane.

Fait et délibéré en séance publique à Lomé, le 22 mai 1956.

Le Secrétaire,
L. LAWSON.

Le Président de l'A. T. T.,
N. GRUNITZKY

ARRETE N° 690-56/SD. du 2 août 1956 rendant exécutoire la délibération n° 32/ATT. du 22 mai 1956 de l'Assemblée Territoriale du Togo, exemptant du droit fiscal d'entrée certains matériels d'équipement industriel.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER.
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO.

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration pour l'application de la loi du 16 avril 1955 précitée;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la délibération n° 32/ATT. du 22 mai 1956 exemptant du droit fiscal d'entrée certains matériels d'équipement industriel;

Vu le télégramme ministériel n° 50.086/AEP. du 21 juillet 1956;

Le Conseil de Gouvernement entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire la délibération n° 32/ATT. du 22 mai 1956 de l'Assemblée Territoriale du Togo, exemptant du droit fiscal d'entrée certains matériels d'équipement industriel.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté qui est rendu immédiatement applicable par voie d'affichage, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 2 août 1956.

J. BÉCARD.

DELIBERATION N° 32/ATT. du 22 mai 1956 exemptant du droit fiscal d'entrée certains matériels d'équipement industriel.

L'Assemblée Territoriale du Togo;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'Assemblée représentatives;

Vu la loi n° 52-130 du 16 février 1952, portant création de l'Assemblée territoriale du Togo;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration pour l'application de la loi du 16 avril 1955 précitée;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires de la France d'outre-mer et les textes modificatifs ultérieurs;

Vu l'arrêté n° 966-49/D. du 7 décembre 1949, rendant exécutoire la délibération n° 24-49/D. du 25 avril 1949 portant refonte des tarifs des taxes fiscales d'entrée et de sortie applicables au Togo;

Vu l'avis émis par la Chambre de Commerce, d'agriculture et d'industrie du Togo;

Vu le rapport de présentation n° 56/SD. du 16 mai 1956;

Le conseil de Gouvernement entendu;

A adopté dans sa séance du 22 mai 1956, la délibération dont la teneur suit;

ARTICLE UNIQUE. — Par dérogations aux dispositions de la délibération n° 24-49/D. du 25 avril 1949 portant refonte des tarifs fiscaux d'entrée et de sortie, sont exemptés du droit fiscal d'entrée les matériels d'équipement industriel ci-après :

N° DU TARIF		DESIGNATION DES MATERIELS
Métropolitain	du Togo	
ex 677 B	ex 07-92	Electrodes pour fours électriques et électrolyse.
ex 1202	ex 15-22	Briques réfractaires.
ex 1245	ex 15-36	Ouvrages en verre à faible coefficient de dilatation : article pour l'industrie et l'Agriculture exclusivement.
1290 à 1291	17-27	Matériel pour voies ferrées et chemins de fer.
ex 1299	ex 17-33	Farres calibrées d'entraînement du train de fige et leurs raccords (toci joint);
ex 1304 à 1306	ex 17-37	Figes de forage (tiges normales, tiges lourdes «drill-collars», tiges carrées ou hexagonales, tubes carottiers etc...) et leurs raccords (mamelons et manchons).
ex 1304 à 1306	ex 17-37	Eléments de pylones pour le transport de l'énergie électrique, télescopiques, à emboîtement, en acier spécial.
ex 1304 à 1306	ex 17-37	Tubes de forage d'un poids au mètre linéaire supérieur à 14 kilogrammes.
ex 1387	ex 17-38	Conduites forcées en acier, même fretées pour installations hydrauliques.
ex 1399	ex 18-11-2 a	Constructions métalliques : installations de stockage, de traitement et de manutention à usage industriel, sous condition réglementaire d'emploi direct dans l'industrie. (1).
ex 1399	ex 18-11-2 a	Poteaux en 1 à larges ailes pour le transport de l'énergie électrique d'une hauteur égale ou supérieure à 3 mètres.
ex 1399	ex 18-11-2 a	Pylones en éléments assemblés par rivetage, boulonnage ou soudure, pour le transport de l'énergie électrique d'une hauteur égale ou supérieure à 15 mètres.
ex 1399	ex 18-11-2 a	Vannes d'entrée en charpente métallique pour l'alimentation en eau des centrales électriques.
ex 1408	ex 18-12-1 a	Réservoirs et citernes de plus de 10 m ³ , sous condition réglementaire d'emploi direct, dans l'industrie. (1).
ex 1413	ex 18-14	Câbles nus d'une section égale ou supérieure à 35 m/m ² (diamètre 6 m/m, 66) :
ex 1476 B	ex 18-31	Portes blindées à fermeture étanche pour chambre de prise d'eau, de vannes ou de turbines.
1519	ex 19-11	Chaudière.
1524	19-15-1	Macbines alternatives à vapeur.
1525 A	19-15-2	Turbines à vapeur.
1525 B	19-15-3	Turbines à gaz.
1526	19-16	Turbines et roues hydrauliques.
ex 1529	ex 19-17-3	Autres moteurs à piston, à explosion ou à injection fixes, d'une puissance égale ou supérieure à 25 CV sous condition réglementaire d'emploi direct dans l'industrie. (1).

N° DU TARIF		DESIGNATION DES MATERIELS
Métropolitain	du Togo	
ex 1530	19-17-4	Propulseurs à réaction (turbo-réacteurs, turbo-propulseurs; statolérateurs, générateurs à pistons libres; fusées à réaction chimique etc...), sous condition réglementaire d'emploi direct dans l'industrie. (1)
1533	ex 19-18	Elevateurs à liquides avec ou sans moteur.
ex 1535 A	ex 19-18	Pompes à liquides nues à commande mécanique.
		Pompes centrifuges, sous condition réglementaire d'emploi direct dans l'industrie. (1)
ex 1536 A	ex 19-18	Moto-pompes à liquides et turbo-pompes à liquides.
		Electro-pompes, groupes automatiques de pompage avec réservoir d'air sous pression, sous condition réglementaire d'emploi direct dans l'industrie (1).
ex 1537 A et B	ex 19-18	Compresseurs d'air; de gaz, pompes à vides, nus, à commande mécanique : compresseurs et pompes à vide, sous condition réglementaire d'emploi direct dans l'industrie. (1)
ex 1537 C	ex 19-18	Compresseurs d'air, de gaz; (à l'exclusion des compresseurs pour appareils frigorifiques importés isolément), pompes à vide, nus, à commande mécanique : compresseurs et pompes à vide, centrifuges et autres, sous condition réglementaire d'emploi direct dans l'industrie. (1)
ex 1538	ex 19-18	Groupes moto-compresseurs et moto-pompes à vide, turbo-compresseurs et turbo-pompes à vide, sous condition réglementaire d'emploi direct dans l'industrie. (1)
ex 1540 à 1542	ex 19-21	Ventilateurs et leurs parties, appareils de tirage et leurs parties, aérateurs, accélérateurs, manches à air, chapeaux de cheminée.
1547	19-23-1	Fours industriels, briquetés ou non.
1548	ex 19-23-2	Carbonisateurs.
1552	ex 19-24	Equipements frigorifiques, à compression; dont la puissance du compresseur est égale ou supérieure à 10 CV.
ex 1553	ex 19-25-1	Groupes aérothermes industriels, frigorigènes industriels, sous condition réglementaire d'emploi direct dans l'industrie, à l'exclusion des appareils de l'espèce destinés à l'équipement des services administratifs de l'industrie.
1555	19-31-1	Monte-charges, ascenseurs, descendeurs, skips et leurs parties sous réserve que ces parties ne soient pas importées isolément. (2)
1556 B, C, D,	ex 19-31-2	Trenils et cabestans autres qu'à bras et leurs parties (2).
ex 1557	ex 19-31-3 a	Ponts roulants, ponts tournants de locomotives, transbordeurs de wagons, monorails ou birails et manutention.
ex 1558	ex 19-31-3 a	Grues d'une force égale ou supérieure à 2 Tonnes.
ex 1559	ex 19-31-3 a	Portiques et bardeurs.

N° DU TARIF		DESIGNATION DES MATERIELS
Métropolitain	du Togo	
ex 1557	ex 19-31-3 a	Enfourneuses, défourneuses; strippeurs.
ex 1560	ex 19-31-6	Bennes preneuses; griffes articulées; crochets pre-neurs et organes similaires, présentés isolément ou avec leurs appareils de levage.
ex 1562	19-31-6	Crics et vérins d'une force supérieure à 7 tonnes, sous condition réglementaire d'emploi direct dans l'industrie. (1)
1533	ex 19-18	Elevateurs à liquides avec ou sans moteur.
ex 1535 A	ex 19-18	Pompes à liquides nues à commande mécanique : pompes centrifuges, sous condition réglementaire d'emploi direct dans l'industrie. (1)
ex 1536 A	ex 19-18	Moto-pompes à liquides et turbo-pompes à liquides :
		Electro-pompes, groupes automatiques de pompage avec réservoir d'air sous pression, sous condition réglementaire d'emploi direct dans l'industrie. (1)
ex 1537 A et B	ex 19-18	Compresseurs d'air, de gaz, pompes à vide, nus, à commande mécanique : compresseurs et pompes à vide, sous condition réglementaire d'emploi direct dans l'industrie. (1)
ex 1537 C	ex 19-18	Compresseurs d'air; de gaz, (à l'exclusion des compresseurs pour appareils frigorifiques importés isolément), pompes à vide, nus à commande mécanique : compresseurs et pompes à vide centrifuges et autres; sous conditions réglementaire d'emploi direct dans l'industrie (1).
ex 1538	ex 19-18	Groupes moto-compresseurs et moto-pompes à vide, turbo-compresseurs et turbo-pompes à vide, sous condition réglementaire d'emploi direct dans l'industrie (1).
ex 1540 à 1542	ex 19-21	Ventilateurs et leurs parties, appareils de tirage et leurs parties, aérateurs; accélérateurs, manches à air, chapeaux de cheminée.
1547	19-23-1	Fours industriels, briquetés ou non.
1548	ex 19-23-2	Carbonisateurs.
1552	ex 19-24	Equipements frigorifiques, à compression; dont la puissance de compresseur est égale ou supérieure à 10 CV.
ex 1553	ex 19-25-1	Groupes aérothermes industriels, frigorigènes industriels, sous condition réglementaire d'emploi direct dans l'industrie, à l'exclusion des appareils de l'espèce destinés à l'équipement des services administratifs de l'industrie.
1555	19-31-1	Monte-charges, ascenseurs, descendeurs, skips et leurs parties, sous réserve que ces parties ne soient pas importées isolément. (2)
1556 B, C; D,	ex 19-31-2	Treuil et cabestans autres qu'à bras et leurs parties. (2)
ex 1557	ex 19-31-3 a	Ponts roulants; ponts tournants de locomotives, transbordeurs de wagons, monorails et biraïs de manutention.

N° DU TARIF		DESIGNATION DES MATERIELS
Métropolitain	du Togo	
ex 1558	ex 19-31-3 a	Grues d'une force égale ou supérieure à 2 tonnes.
ex 1559	ex 19-31-3 a	Portiques et bardeurs.
ex 1557	ex 19-31-3 z	Enfourneuses, défourneuses; strippeurs.
1560	ex 19-31-6	Bennes preneuses, griffes articulées; crochets pre-neurs et organes similaires, présentés isolément ou avec leurs appareils de lavage.
ex 1562	19-31-6	Crics et vérins d'une force supérieure à 7 tonnes
ex 1563	ex 19-31-7	Palans et moufles d'une force supérieure ou égale à 500 kgs. présentés isolément ou avec leurs appareils de levage.
1561	ex 19-31-8	Transporteurs mécaniques à action continue autres que par câbles.
1565	ex 19-31-8	Transporteurs aériens sur câbles téléphériques.
1566	ex 19-31-9	Dégrilleurs pour installations hydrauliques.
1567	ex 19-31-9	Appareils de levage et de manutention, non dé-nommés ni compris ailleurs.
1568	ex 19-32	Matériels d'extraction, d'excavation et de prépa-ration du sol.
1569	ex 19-32	Machines et appareils de concassage, de broyage et de pulvérisation simples non dénommés ni com-pris ailleurs; leurs parties et pièces détachées. (2)
1570	ex 19-32	Appareils de criblage, de triage, de classement, de lavage et de dépoussiérage non dénommés ni compris ailleurs (y compris les appareils électro-statiques et magnétiques); leurs parties et pièces dé-tachées (2).
1571	ex 19-32	Mélangeurs et malareurs non dénommés ni compris ailleurs, leurs parties et pièces détachées. (2).
1572	ex 19-32	Machines et appareils centrifuges non dénommés ni compris ailleurs, leurs parties et pièces déla-chées (2).
1573	ex 19-32	Filtres-presses, avec ou sans pompe; non dénom-més ni compris ailleurs.
1574	ex 19-32	Presses non dénommées ni comprises ailleurs.
1575	ex 19-32	Machines et appareils à former, à mouler, à ag-glomérer, etc...
1576	ex 19-33	Laminoirs et calandres.
1577	ex 19-34-1	Machines et appareils pour la fabrication du ci-ment, de la chaux et du plâtre; leurs parties et pièces détachées (2).
1578	ex 19-34-2	Machines et appareils pour la préparation du bé-ton : bétonnières de 500 litres et plus de capacités.
1579	ex 19-34-3	Machines et appareils pour la préparation des asphaltes, bitumages; tarmacadams, goudron et ap-pareils similaires, leurs parties et pièces déla-chées (2).
1581	ex 19-34-5	Machines et appareils non dénommés ni compris ailleurs pour les industries céramiques.

N° DU TARIF		DESIGNATION DES MATERIELS
Métropolitain	du Togo	
1580	ex 19-34-6	Machines et appareils pour cookeries et usines à gaz; leurs parties et pièces détachées (2).
1582	ex 19-34-6	Machines non dénommées ni comprises ailleurs pour les industries de la verrerie.
1583	ex 19-34-6	Machines pour fabrication de lampes électriques.
1584	ex 19-34-6	Machines et appareils non dénommés, ni compris ailleurs pour la sidérurgie, la fonderie, l'aciérie et la métallurgie (y compris l'électrometallurgie), leurs parties et pièces détachées. (2)
1585	ex 19-34-6	Machines à décaper au sable ou à la grenaille pour les métaux, le verre, la pierre etc...
1587 à 1595	ex 19-4	Machines et appareils pour l'agriculture.
1596	ex 19-51	Machines et appareils pour la laiterie et les produits laitiers.
1598	ex 19-53	Machines préparatoires pour la minoterie et leurs pièces détachées, sous réserve que ces pièces détachées ne soient pas importées isolément. (2)
1599	ex 19-53	Machines et appareils pour le décortiquage, la mouture, etc... et leurs pièces détachées; sous réserve que ces pièces détachées ne soient pas importées isolément. (2)
ex 1600 à 1606	19-54-1 à 6	Machines et appareils pour les industries alimentaires.
1609	19-61-a et z	Machines et appareils pour la savonnerie, la stéarinerie; la fabrication des produits pharmaceutiques et leurs pièces détachées, sous réserve que ces pièces détachées ne soient pas importées isolément. (2)
1607	ex 19-61-z	Machines et appareils pour les industries du caoutchouc et des matières plastiques et leurs pièces détachées, sous réserve que ces pièces détachées ne soient pas importées isolément. (2)
ex 1608	ex 19-61-z	Machines et appareils pour la fabrication des peintures, vernis et teintures; et leurs pièces détachées, sous réserve que ces pièces détachées ne soient pas importées isolément. (2)
ex 1610	ex 19-61-z	Autres machines et appareils pour les industries chimiques, et leurs pièces détachées, sous réserve que ces pièces détachées ne soient pas importées isolément. (2)
1611	ex 19-62-1	Machines et appareils pour la fabrication de la pâte à papier, et leurs pièces détachées, sous réserve que ces pièces détachées ne soient pas importées isolément. (2)
1612	ex 19-62-2	Machines pour la fabrication du papier et du carton.
1614 A et B	19-62-3 a	Machines et appareils pour la fabrication des sacs d'emballage.
1614 A et B	19-62-3 z	Autres machines et appareils pour le travail du papier et le carton.
1613-1615 à 1617	19-62-4	Autres machines et appareils pour la papeterie et l'imprimerie.
1618 à 1626	19-63	Machines et appareils pour l'industrie textile.

N° DU TARIF		DESIGNATION DES MATERIELS
Métropolitain	du Togo	
1630 B	19-65	Machines à coudre industrielles.
1632	19-66	Machines et appareils pour l'industrie des (2) cuirs et peaux; leurs parties et pièces détachées.
1633	19-67	Machines et appareils à fabriquer les chaussures; leurs parties et pièces détachées. (2)
1634	19-68-1-et 2	Machines et appareils pour la fabrication et le conditionnement des tabacs et des allumettes.
1638	ex 19-69	Machines et appareils à remplir; fermer, étiqueter, capsuler les récipients, leurs parties et pièces détachées. (2)
ex 1641 A	ex 19-71	Machines
ex 1641 B	ex 19-71	outils travaillant
ex 1641 C	ex 19-71	par
ex 1641 D	ex 19-71	enlèvement du métal sous condition réglementaire d'emploi direct dans l'industrie (1).
ex 1641 G	ex 19-71	
ex 1641 H	ex 19-71	
ex 1641-I	ex 19-71	
ex 1641-J	ex 19-71	
ex 1641-K	ex 19-71	
ex 1641-L	ex 19-71	
ex 1641 M	ex 19-71	
ex 1641 N	ex 19-71	
ex 1641 P	ex 19-71	
ex 1642 A	ex 19-72	
ex 1642 B	ex 19-72	
ex 1642 C	ex 19-72	
ex 1642 D	ex 19-72	
ex 1642 E	ex 19-72	
ex 1642 F	ex 19-72	
1643	ex 19-72	
1644	19-73	
1645	19-74 a et b	
1658 A	ex 19-81	
		Tours parallèles
		Tours semi-automatiques.
		Tours automatiques.
		Tours verticaux.
		Machines à aléser.
		Machines à raboter.
		Etaux-limeurs.
		Machines à mortaiser fixes.
		Machines à fraiser, spécialisées ou non.
		Machines à { Radiales.
		percer { Autres
		Machines à rectifier, à affûter etc.
		Machines à brocher.
		Machines à tailler les engrenages.
		Bancs à étirer, etc.
		Machines à cisailier etc.
		Presses-mécaniques.
		Machines à forger et à estamper.
		Machines à tréfiler, etc.
		Autres machines.
		Machines-outils hydrauliques travaillant par déformation du métal.
		Machines-outils pour le travail de la pierre, du verre et de la céramique.
		Machines-outils pour le travail de bois; des matières plastiques, de l'ébonite et des autres matières dures.
		Appareils et instruments de pesage non automatiques : ponts-basculés et bascules à installation fixe.

N° DU TARIF		DESIGNATION DES MATERIELS
Métropolitain	du Togo	
1659 A	ex 19-81	Appareils et instruments de pesage automatiques et semi-automatiques : ponts-bascules et bascules à installation fixe.
ex 1659 B	ex 19-81	Bascules mobiles et balances à lecture directe d'une capacité de pesage égale ou supérieure à 10 tonnes heure.
1700 à 1705	20-11	Machines génératrices, moteurs, transformateurs, convertisseurs et assimilés, sous condition réglementaire d'emploi direct dans l'industrie. (1)
ex 1709 à 1711	20-13	Appareils de coupure et de sectionnement pour une tension minimum de 5.000 volts, sous condition réglementaire d'emploi direct dans l'industrie. (1)
ex 1717	20-14-6	Accessoires pour lignes de transport de force et lignes de traction, sous condition réglementaire d'emploi direct dans l'industrie. (1)
ex 1721	ex 20-15	Isolateurs en verre, ou matières céramiques pour tension égale ou supérieure à 5.000 volts, sous condition réglementaire d'emploi direct dans l'industrie (1).
ex 1724 et 1725	ex 20-18	Câbles isolés à un ou plusieurs conducteurs en cuivre électrolytique pour le transport de l'énergie électrique d'une section égale ou supérieure à 10 ^m /m ² de section utile, sous condition réglementaire d'emploi direct dans l'industrie (diamètre égal ou supérieur à 3 ^m /m 56 (1).
ex 1757 A	ex 20-27 a	Matériel électrique à souder : appareils à arc : têtes et montages de soudage automatiques et semi-automatiques.
ex 1757 B	ex 20-27 a	Appareils à résistance.
1798 A	ex 21-22 a et b	Voitures automobiles pour le transport des marchandises : — camions à benne basculante d'une charge utile égale ou supérieure à 10 tonnes. — camions à benne basculante type « Dumpers » et similaires de plus de 6 ^m de capacité, type « Tournaroeker » et similaires d'une puissance supérieure à 150 CV (3).
ex 1798 B	ex 21-23	Tracteurs à chenilles d'un poids supérieur à 3 tonnes (3).
ex 1798 B	ex 21-23	Tracteurs à roues agricoles « Rowcrops » et autres.
ex 1798 B	ex 21-23	Tracteurs à roues standards d'un poids supérieur à 3 tonnes, sous condition réglementaire d'emploi direct dans l'industrie (1) et sous réserve de l'accomplissement des mesures d'identification définies au renvoi (3) ci-après.
ex 1799	ex 21-24	Voitures à usages spéciaux et matériel de travail et de manutention automobile sur roues ou sur chenilles :

N° DU TARIF		DESIGNATION DES MATERIELS
Métropolitain	du Togo	
ex 1801 D ex 1813 à 1816	ex 21-26 21-29 a 1	<p>Grues; pelles, excavateurs, chargeuses, dépaneurs, rouleaux-compresseurs, élévateurs à fourchette d'une force supérieure ou égale à une tonne; niveleuses, chariots de manutention pour exploitation minière dits: «Shuttiecars», engins sur chenilles destinés à la confection des vêtements routiers (Finisher barber Greene et similaires).</p> <p>— Demi-chenilles pour tracteurs à roues.</p> <p>— Remorques de 5 tonnes et plus destinées au transport des marchandises sous conditions réglementaire d'emploi direct dans l'industrie (1) et sous réserve de l'accomplissement des mesures d'identification prévues au renvoi (3) ci-après.</p> <p>Autres véhicules: Triqueballes pour le déplacement des bois en grumes.</p>
1816 B	ex 21-29 z	

(1) — *Sous condition réglementaire d'emploi direct dans l'industrie*: Les industriels importateurs des machines et appareils devront, pour pouvoir bénéficier du régime de faveur attaché à la destination privilégiée de leur matériel, adresser au chef de bureau des douanes de Lomé, *avant dépôt de la déclaration en douane* d'importation d'une part, la communication de la correspondance relative à la commande de leur matériel, d'autre part, une déclaration, les engageant personnellement sous les peines de droit prévues en matière d'importation frauduleuse sans déclaration, à fournir, à première réquisition du Service des Douanes, la preuve que le matériel ainsi importé a bien été employé, soit à l'installation d'une industrie naissante, soit comme complément d'équipement ou de modernisation d'une industrie déjà existante dans le Territoire. Cette déclaration devra comporter l'énumération descriptive, en poids et valeurs, de ce matériel, ainsi que son emploi précis dans l'industrie considérée. Enfin cet emploi sera soumis au contrôle effectif et permanent du Service des Douanes qui aura qualité pour réprimer le cas échéant tout abus, tel que cession ou détournement ultérieur du matériel importé.

(2) — Les pièces détachées des machines et appareils ci-dessus énumérés, seront exclues du régime de faveur lorsqu'elles seront importées isolément. Par contre, ces pièces pourront bénéficier du régime de faveur lorsqu'elles accompagneront l'importation d'un appareil complet et lorsque leur importance réduite ne laissera aucun doute au Service des Douanes sur le caractère de pièces de rechange normales et indispensables à l'utilisation rationnelle de ces matériels.

(3) — L'identification, en vue d'un contrôle matériel de l'emploi industriel de ces véhicules, sera assu-

rée au moyen d'un estampillage par le Service des Douanes.

Ce matériel devra, en outre, être individualisé extérieurement par un revêtement de peinture verticalement de jaune; suffisamment voyante. Enfin, l'Autorité Supérieure du Territoire se réserve la faculté de délimiter étroitement l'étendue du rayon d'action normal de ces véhicules ainsi admis en exonération.

ART. 2. — En règle générale, les cessions ou reventes des matériels ainsi exonérés, même usagés, sont rigoureusement interdites à l'intérieur du Territoire, sous les peines prévues en matière de détournement d'une destination privilégiée (importation frauduleuse). Toutefois, en cas de force majeure, tels que: fermeture, transfert ou modernisation de l'équipement industriel d'un établissement, il pourra être assigné au matériel vendu ou cédé un nouveau régime douanier, privilégié ou non; selon que sa destination finale sera industrielle ou commerciale sous réserve expresse, que le Chef du Service des Douanes soit saisi préalablement, par l'importateur initial, d'une demande particulière; précisant la nature de la cession ou vente projetée et donnant l'énumération précise du matériel cédé.

Fait et délibéré en séance publique à Lomé, le 22 mai 1956.

Le Secrétaire,
L. LAWSON.

Le Président de l'A.T.T.,
N. GRUNITZKY

ARRETE N° 691-56/SD. du 2 août 1956 rendant exécutoire la délibération n° 15/ATT. du 30 avril 1956 portant modification de l'article 2 de la délibération n° 39/ATT. du 25 novembre 1955 exonérant des taxes fiscales d'entrée certains matériaux et matériels destinés aux grands travaux entrepris sur le compte du budget local, des budgets annexes et du budget spécial du F.I.D.E.S.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret n° 55-809 du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la délibération n° 15/ATT. du 30 avril 1956 portant modification de l'article 2 de la délibération n° 39/ATT. du 25 novembre 1955 exonérant des taxes fiscales d'entrée certains matériaux et matériels destinés aux grands travaux entrepris sur le compte du budget local, des budgets annexes et du budget spécial du FIDES;

Vu le télégramme ministériel n° 50-086/AEP. du 21 juillet 1956;

Le conseil de Gouvernement entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire la délibération n° 15/ATT. du 30 avril 1956, portant modification de l'article 2 de la délibération n° 15/ATT. du 25 novembre 1955 exonérant des taxes fiscales d'entrée certains matériaux et matériels destinés aux grands travaux entrepris sur le compte du budget local, des budgets annexes et du budget spécial du F.I.D.E.S.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté qui est rendu immédiatement applicable par la voie d'affichage, sera enregistré, publié et communiqué partout où le besoin sera.

Lomé, le 2 août 1956.

J. BÉRARD.

DELIBERATION N° 15/ATT. du 30 avril 1956 portant modification de l'article 2 de la délibération n° 39/ATT. du 25 novembre 1955 exonérant des taxes fiscales d'entrée certains matériaux et matériels destinés aux grands travaux entrepris sur le

compte du budget local, des budgets annexes et du budget spécial du F.I.D.E.S.

L'ASSEMBLÉE TERRITORIALE DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 52-130 du 16 février 1952, portant création de l'Assemblée Territoriale du Togo;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 16 avril 1955;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires de la France d'outre-mer et les textes modificatifs ultérieurs;

Vu l'arrêté n° 192/D. du 12 mars 1949, exonérant les taxes fiscales d'entrée certains matériaux de construction importés sur le compte du budget local, des budgets annexes et du budget spécial du F.I.D.E.S.;

Vu l'arrêté n° 966-49/D. du 7 décembre 1949, rendant exécutoire la délibération n° 24-49/D. du 25 avril 1949 portant refonte du tarif des taxes d'entrée et de sortie applicable au Togo;

Vu la délibération n° 39/ATT. du 25 novembre 1955, exonérant des taxes fiscales d'entrée certains matériaux et matériels destinés aux grands travaux entrepris sur le compte du budget local, des budgets annexes et du budget spécial du F.I.D.E.S.;

Vu le rapport de présentation n° 31/SD. du 18 avril 1956;

Vu l'avis de la Chambre de Commerce de Lomé;

Le conseil de Gouvernement entendu dans sa séance du 12 avril 1956;

A adopté dans sa séance du 30 avril 1956, les dispositions dont la teneur suit:

ARTICLE UNIQUE. — Le deuxième alinéa de l'article 2 de la délibération n° 39/ATT. du 25 novembre 1955, est abrogé et remplacé par les dispositions ci-après :

« A l'appui de cette demande devra obligatoirement être produite une attestation d'achat établie sur papier libre par l'ordonnateur du budget utilisateur ».

Fait et délibéré en séance publique à Lomé, le 30 avril 1956.

Le Secrétaire,

L. LAWSON.

Le Président de l'A. T. T.;

N. GRUNITZKY

Personnel

ARRETE N° 692-56/F. du 2 août 1956 rendant exécutoire la délibération n° 27/ATT. en date du 22 mai 1956 de l'Assemblée territoriale tendant à l'octroi aux retraités de la caisse locale de retraites du Togo du bénéfice de l'indemnité temporaire

créée par le décret n° 52-1050 du 10 septembre 1952.

**LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
CHEVALIER DE LA LÉSION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO**

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative au Togo;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret n° 55-809 du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret n° 52-1050 du 10 septembre 1952 portant attribution d'une indemnité temporaire aux personnels retraités tributaires du code des pensions civiles et militaires et de la caisse de retraites de la France d'outre-mer en résidence dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer ou dans le département de la Réunion;

Vu la délibération n° 27/ATT. du 22 mai 1956 de l'Assemblée territoriale du Togo;

Vu l'approbation ministérielle notifiée par lettre n° 4138/PE/CRFOM/L. du 10 juillet 1956;

Le Conseil de Gouvernement entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire la délibération n° 27/ATT. du 22 mai 1956 de l'Assemblée territoriale du Togo tendant à l'octroi aux retraités de la caisse locale du bénéfice de l'indemnité temporaire créée par le décret n° 52-1050 du 10 septembre 1952.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 2 août 1956.

J. BÉRARD,

DELIBERATION N° 27/ATT. du 22 mai 1956 tendant à l'octroi aux retraités de la caisse locale de retraites du Togo du bénéfice de l'indemnité temporaire de 40 % créée par le décret n° 52-1050 du 10 septembre 1952.

L'ASSEMBLÉE TERRITORIALE DU TOGO,

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative au Togo;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret n° 55-809 du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'outre-mer et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 29 mars 1954 réorganisant la caisse locale de retraites du Togo;

Vu le décret n° 52-1050 du 10 septembre 1952 portant attribution d'une indemnité temporaire aux personnels retraités tributaires du code des pensions civiles et militaires et de la caisse de retraites de la France d'outre-mer en résidence dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer ou dans le département de la Réunion;

Vu la circulaire ministérielle (FOM) n° 1579/PE/CRFOM/L. du 17 mars 1953;

Sur le rapport de présentation de Monsieur le Commissaire de la République au Togo n° 54/F. du 14 mai 1956;

Le Conseil de Gouvernement entendu;

A adopté dans sa séance du 22 mai 1956, les dispositions dont la teneur suit:

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} janvier 1952 il est accordé aux titulaires de pensions concédées au titre du décret du 29 mars 1954 portant réorganisation de la caisse locale de retraites du Togo une indemnité temporaire dont les conditions d'attribution sont prévues aux articles 1^{er} et 2 du décret n° 52-1050 du septembre 1952.

ART. 2. — Les dépenses résultant de l'application des présentes dispositions seront à la charge de la caisse locale de retraites.

Fait et délibéré en séance publique à Lomé, le 22 mai 1956.

*Le Secrétaire,
L. LAWSON,*

*Le Président de l'A.T.T.
N. GRUNITZKY*

Eaux et forêts

ARRETE N° 693-56/EF. du 2 août 1956 portant classement du périmètre de Gando — Cercle de Mango.

**LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
CHEVALIER DE LA LÉSION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,**

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 5 février 1938 portant organisation du régime forestier du Togo, promulgué au Togo par l'arrêté n° 141 du 9 mars 1938, complété par le décret du 20 mai 1955 promulgué au Togo par arrêté n° 560 du 14 juin 1955;

Vu la loi du 16 avril 1955 et le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi précitée relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu la décision n° 40/EF. du 6 janvier 1956 portant composition de la commission de classement;

Vu le procès-verbal en date du 19 janvier 1956 de la réunion de cette commission;

Le Conseil de Gouvernement entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est constitué en périmètre de reboisement le terrain suivant dit « Forêt de Gando » d'une surface de 100 hectares environ, sis dans le canton de Gando, cercle de Mango et dont les limites sont définies comme suit :

Soient les points :

A — Angle sud-ouest de la teckeraie scolaire (cou-pou 54) de Gando.

B — Extrémité ouest du barrage de Gando.

C — A 300 m. en amont du pont sur le Gnigou (confluent avec le marigot du barrage).

D1, D2 — Les sources du Gnigou.

E — A 700 m. à l'Ouest du point suivant F, soit sur la droite d'orientation magnétique 85 gr. passant par F.

F — Sur la route Gando-Cobly (Dahomey) et à 700 m. du point A (à l'Est).

Les limites sont :

AB — Conventionnelle.

BC — Thalweg du barrage.

CD — Cours du marigot Gnigou (branche Ouest puis Est).

D1, D2 — Conventionnelle.

D2, EF — Conventionnelle.

FA — Route Gando-Cobly.

ART. 2. — Les droits d'usage maintenus sur la forêt sont ceux énumérés à l'article 14 du décret du 5 février 1938 sur le régime forestier du Territoire.

ART. 3. — La répression des infractions aux prescriptions du présent arrêté s'effectuera conformément aux dispositions du Titre V, du décret du 5 février 1938.

ART. 4. — Le Chef du Service des Eaux et Forêts et le Commandant de Cercle de Mango sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 2 août 1956.

J. BÉRARD.

Réseau des C.F.T. et Wharf

ARRETE N° 694-56/CFT. du 2 août 1956 rendant exécutoire la délibération n° 9 CP/ATT. du 30 juillet 1956 de la Commission Permanente de l'Assemblée territoriale du Togo portant création, sous forme d'annexe au Rereuil des tarifs du CFT., d'un règlement de la publicité concédée aux tiers par les CFT. dans leur enceinte, et dans les voitures voyageurs.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CHEVALIER DE LA LÉSION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu l'arrêté n° 281 du 15 juin 1939 promulguant au Togo le décret du 19 mai 1939 portant réorganisation des chemins de fer coloniaux;

Vu l'arrêté n° 1017/49 du 27 décembre 1949 rendant applicable au Togo un nouveau recueil général des tarifs CFT. et tous les textes qui l'ont complété ou modifié;

Vu l'arrêté n° 886-51/CFT. du 12 décembre 1951 fixant les tarifs du Wharf de Lomé et tous les textes qui l'ont complété ou modifié;

Vu l'arrêté n° 526/56 du 7 juin 1956 par lequel l'Assemblée territoriale du Togo délègue ses pouvoirs à sa commission permanente aux fins d'accepter, provisoirement des modifications ou aménagements aux tarifs des chemins de fer et du wharf du Togo;

Sur la proposition du Directeur du Réseau des Chemins de fer du Togo;

Le Conseil de Gouvernement entendu;

Vu la délibération n° 9/CP/ATT. du 30 juillet 1956 de la Commission permanente de l'Assemblée territoriale;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire au Togo, la délibération n° 9 CP/ATT. du 30 juillet 1956 de la Commission Permanente de l'Assemblée Territoriale :

1° — autorisant le Directeur des Chemins de Fer du Togo à accepter les demandes émanant de maisons de Commerce désireuses de profiter des installations du Réseau pour faire de la publicité;

2° — portant création, sous forme d'annexe n° 4 au recueil général des tarifs, d'un règlement de la publicité concédée aux tiers par les Chemins de Fer du Togo dans leur enceinte et dans les voitures voyageurs.

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura effet pour compter du 1^{er} juillet 1956, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 2 août 1956.

J. BÉRARD.

**DELIBERATION N° 9 CP/ATT. du 30 juillet 1956
de la Commission Permanente de l'Assemblée Ter-
ritoriale du Togo.**

La Commission permanente de l'Assemblée territoriale du Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative au Togo;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration pour la loi du 16 avril 1955 précitée;

Vu l'arrêté n° 281 du 15 juin 1949 promulguant au Togo le décret du 19 mai 1939 portant réorganisation des Chemins de fer coloniaux;

Vu l'arrêté n° 1017-49/TP. du 27 décembre 1949 rendant applicable au Togo un nouveau recueil des tarifs CFT. et tous les textes qui l'ont complété ou modifié;

Sur la proposition du Directeur du Réseau des CFT.;

Vu le rapport n° 84 du Commissaire de la République;

A adopté au cours de sa séance du 30 juillet 1956 la délibération dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Le Directeur des Chemins de Fer du Togo est autorisé à accepter les demandes émanant de maisons de Commerce désireuses de profiter des installations du Réseau pour faire de la publicité.

ART. 2. — Un règlement de la publicité concédée aux tiers par les Chemins de Fer du Togo dans leur enceinte et dans les voitures voyageurs est créé sous forme d'annexe n° 4 au recueil général des tarifs.

Ce règlement est joint à la présente délibération.

Fait et délibéré en séance le 30 juillet 1956.

Le Secrétaire,

J. FIGAH.

Le Président de la Commission
Permanente de l'A.T.T.;

G. TALLÉ.

Chemin de Fer du Togo

RECUEIL GÉNÉRAL DES TARIFS

ANNEXE n° 4

Règlement de la publicité concédée aux tiers par les Chemins de Fer du Togo dans l'enceinte des Chemins de Fer et dans les voitures voyageurs.

Article Premier.

Objet

Le présent règlement a pour objet de fixer les prix et les conditions auxquels peut être effectué la publicité dans les voitures, les gares, ou les dépendances du domaine public réservé aux Chemins de Fer du Togo.

Article 2.

Personnes admises au bénéfice des présentes dispositions.

Sous réserve de l'acceptation des demandes par le Directeur du Réseau qui peut les rejeter sans avoir à en faire connaître les motifs, seront admises au bénéfice des présentes dispositions toutes personnes ou Sociétés présentant des garanties de moralité et de solvabilité reconnues satisfaisantes et justifiant, en outre, dans le cas de publicité commerciale ou industrielle, de leur inscription au rôle des patentes.

La publicité pour des boissons alcooliques ne pourra être reçue sous quelque forme que ce soit.

Article 3.

Conditions de forme et de remise des demandes

Les demandes d'autorisation seront établies conformément au modèle faisant l'objet de l'annexe 1. Elles seront adressées sous pli recommandé au Directeur du Réseau, accompagnées d'un récépissé de la patente qu'il s'agisse de publicité commerciale ou industrielle.

Ces demandes seront accompagnées d'un spécimen des affiches ou panneaux que le pétitionnaire se propose de placer dans le domaine du Chemin de Fer ou dans les voitures.

Si les dimensions des affiches ou des panneaux en rendent le maniement difficile, le pétitionnaire sera dispensé de les joindre à sa demande. Dans ce cas, lesdits panneaux ou affiches seront transportés, par le demandeur, à l'endroit qui lui sera désigné par le Directeur. En cas d'impossibilité, le pétitionnaire devra soumettre un croquis côté ou une maquette comportant les textes et les attributs divers, ainsi que tous les renseignements sur la forme et les teintes prévues pour chacun des panneaux ou affiches.

Les clichés d'impression visés à l'alinéa précédent devront parvenir à la Direction du Réseau en temps utile et au moins 8 jours à l'avance.

Le Directeur du Réseau se réserve le droit de refuser les affiches ou panneaux qui ne seraient pas à sa convenance pour quelque motif que ce soit.

Article 4.

Autorisation — Durée.

Les autorisations seront accordées par le Directeur du Réseau.

Elles seront valables, en principe, pour une période maxima d'une année renouvelable par tacite reconduction.

Toutefois, le Directeur du Réseau et le bénéficiaire conservent la faculté de faire cesser l'effet de l'autorisation donnée, à quelque moment que ce soit, après préavis d'un mois adressé par lettre recommandée.

Article 5.

Présentation et format des affiches et panneaux

Toutes les affiches à apposer dans les gares ou les voitures seront placées sur cadre. Les panneaux pourront être réalisés, soit par peinture directe sur un cadre en bois ou métallique, soit par des plaques peintes ou émaillées ou tout autre moyen préalablement accepté.

Les dimensions des affiches ou panneaux à placer dans les gares ou en bordure de la voie seront fixées par le Directeur du Réseau, le pétitionnaire entendu.

Article 6.

Redevance

Les taux des redevances annuelles à percevoir pour la location des emplacements réservés sont fixés par l'annexe 2.

Article 7.

Epoque des paiements.

Les redevances visées à l'article 6 seront payables d'avance toute période entamée sera due en entier, sauf l'exception prévue à l'article 14 ci-après.

En cas de retard dans le paiement, le Directeur du Réseau sera libre de rapporter l'autorisation sans qu'il soit besoin de nouvelle mise en demeure.

Article 8.

Frais de pose et d'entretien des affiches ou panneaux.

Les frais de confection, de pose et d'entretien seront exclusivement à la charge du bénéficiaire.

La pose des affiches sera effectuée :

a) — *dans les voitures* : par le réseau, aux emplacements choisis par lui,

b) — *dans les gares ou leurs emprises* : Soit par les agents du Chemin de Fer, soit par le personnel du bénéficiaire sous la surveillance des agents qualifiés du Réseau, aux emplacements désignés d'un commun accord.

c) — *le long de la voie* : par le bénéficiaire à ses frais et risques, sous sa responsabilité, aux emplacements acceptés par le Directeur du Réseau et à 3 mètres au moins du rail extérieur.

Tous les frais de pose engagés par le Réseau pour le compte du bénéficiaire lui seront remboursés.

Article 9.

Respect des lois et règlements.

Le bénéficiaire s'engage formellement à se conformer aux lois, décrets, règlements etc... sur la police et la sûreté des Chemins de Fer ainsi qu'à

ceux qui réglementent l'affichage sur la voie publique. Il restera seul responsable des conséquences, quelles qu'elles soient, découlant de cet engagement.

Article 10.

Risques de perte, vol, avarie, etc.

Le bénéficiaire conservera à sa charge tous les risques de perte, avarie, ou dégradation des affiches ou panneaux sans que le réseau soit tenu à indemnité.

Il devra remplacer les affiches ou panneaux détériorés ou dégradés à première injonction du Directeur du Réseau.

Article 11.

Responsabilité à l'égard des tiers

Malgré l'acceptation par le Directeur du réseau d'une affiche ou panneau, le bénéficiaire restera seul et entièrement responsable tant à l'égard de l'autorité qu'à l'égard des tiers, de la nature, de l'aspect, de la forme et du contenu de ces annonces.

Article 12.

Risques d'accidents

Le bénéficiaire demeure directement responsable des accidents de toute nature qui pourraient être occasionnés aux personnes ou aux choses en conséquence de l'exécution des présentes dispositions.

Dans le cas où il s'assurera contre ces risques, il sera tenu d'exiger que la compagnie d'assurance avec laquelle il traitera n'exercera aucun recours contre le réseau à l'occasion de ces risques.

Article 13.

Sujétions imposées au bénéficiaire

Le bénéficiaire sera tenu de souffrir, sans indemnité, tous les travaux que le réseau jugera utile de faire exécuter; il ne pourra prétendre de ce fait à aucune diminution de la redevance fixée, quelle que soit la durée des travaux.

Article 14.

Suppression des emplacements loués pour motif de service

Si pour des motifs de service, le réseau supprimait les emplacements loués, sans offrir des emplacements au moins équivalents, l'autorisation serait résiliée de plein droit sur préavis d'un mois adressé par lettre recommandée.

Dans ce cas, et par dérogation au premier alinéa de l'article 7 ci-dessus, les sommes versées correspondant au temps effectivement couru, resteraient seules acquises au réseau. Cette redevance sera calculée par trimestre, tout trimestre entamé étant dû en entier.

Article 15.

Impôts — Taxes fiscales diverses.

Le bénéficiaire sera tenu d'acquitter tous les impôts; droits de timbres et autres, présents ou à venir; relatifs à l'affichage, de payer les frais de timbre et d'enregistrement s'il y a lieu, et toutes taxes dont il pourrait être redevable. Sa responsabilité à cet égard restera entière.

Article 16.

Remise des lieux en état à l'expiration de la période d'autorisation

A l'expiration de la période d'autorisation, ou en cas de résiliation pour quelque cause que ce soit; les frais de remise en état des lieux seront exclusivement à la charge du bénéficiaire.

Article 17.

Défense de sous-traiter sans autorisation.

Le bénéficiaire ne pourra céder ses droits en totalité ou en partie sans le consentement expresse du Directeur du Réseau.

Dans le cas où il y serait autorisé, il resterait seul responsable de la bonne exécution de l'engagement souscrit.

ANNEXE N° 1

MODÈLE DE DEMANDE.

Je soussigné (nom, prénoms, profession ou raison sociale).
demeurant à
et faisant élection de domicile à
sollicite de Monsieur le Directeur du réseau des Chemins de fer du Togo l'autorisation d'apposer les (1)
conformes au modèle ci-joint (2)
dans (3)

Ces affiches (ou panneaux) seront au nombre de ..

Je m'engage à me conformer à toutes conditions du règlement relatif à la publicité concédée aux tiers par les Chemins de Fer du Togo dans l'enceinte des Chemins de Fer et dans les voitures voyageurs, dont je déclare avoir une parfaite connaissance, ainsi qu'aux dispositions du décret du 9 mai 1937 et de tous actes ultérieurs qui viendraient le compléter ou le modifier, sur la police, la sûreté et l'exploitation des Chemins de Fer de l'A.O.F.

Ci-joint récépissé de la patente Frs
en date du

1) Affiches ou panneaux

2) ou déposé à
ou conformes au croquis ou la maquette joints.

3) Les voitures de
circulant entre
Les bâtiments du Chemin de Fer,
en bordure de la voie au P. K.

ANNEXE N° 2

REDEVANCES

Redevances Annuelles.

Il sera perçu pour la location des emplacements réservés les redevances annuelles ci-après :

1^o) Pour les panneaux implantés en dehors des emprises des gares ou en bordure de la voie : 80 francs par mètre carré, avec minimum de perception correspondant à la location de 1 mètre carré.

2^o) Pour les affiches placées sur ou dans les bâtiments appartenant au Chemin de fer ou dans les emprises des gares :

a) à Lomé :

800 francs par mètre carré, avec minimum de perception correspondant à la location de 1 mètre carré.

b) Anécho, Palimé, Atakpamé, Blitta :

600 francs par mètre carré, avec minimum de perception correspondant à la location de 1 mètre carré.

c) dans les autres gares du réseau :

400 francs par mètre carré, avec minimum de perception correspondant à la location de 1 mètre carré.

Pour les affiches apposées dans les voitures.

40 francs par décimètre carré, avec minimum de perception correspondant à la location de 5 décimètres carrés.

Cette taxe est doublée pour les affiches apposées dans les compartiments de 1^{re} classe, et dans les autorails.

Pour le calcul des redevances, la surface sera arrondie :

— au mètre carré supérieur pour les affiches et panneaux posés dans les gares ou en bordure de la voie.

— au décimètre carré supérieur pour les affiches posées dans les voitures et autorails.

ARRETE N° 695-56/CFT. du 2 août 1956 rendant exécutoire la délibération n° 8/CP/ATT du 30 juillet 1956 de la Commission Permanente de l'Assemblée Territoriale du Togo portant modification aux tarifs du C.F.T. et du Wharf.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu l'arrêté n° 281 du 15 juin 1939 promulguant au Togo le décret du 19 mai 1939 portant réorganisation des Chemins de fer coloniaux;

Vu l'arrêté n° 1017-49 du 27 décembre 1949 rendant applicable au Togo un nouveau recueil général des tarifs C.F.T. et tous les textes qui l'ont complété ou modifié;

Vu l'arrêté n° 886-51/C.F.T. du 12 décembre 1951 fixant les tarifs du Wharf de Lomé et tous les textes qui l'ont complété ou modifié;

Vu l'arrêté n° 526-56 du 7 juin 1956 par lequel l'Assemblée Territoriale du Togo délègue ses pouvoirs à sa commission permanente aux fins d'accepter, provisoirement, des modifications ou aménagements aux tarifs des chemins de fer et du wharf du Togo;

Sur la proposition du Directeur du Réseau des Chemins de fer du Togo;

Le Conseil de Gouvernement entendu;

Vu la délibération n° 8/CP/ATT. du 30 juillet 1956 de la commission permanente de l'Assemblée territoriale;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire au Togo, la délibération N° 8/CP/ATT du 30 juillet 1956 de la Commission Permanente de l'Assemblée Territoriale portant modification au tarif spécial PV n° 7 du Recueil Général des tarifs des Chemins de Fer du Togo, ainsi qu'au tarif d'exportation du Wharf de Lomé, en ce qui concerne les minerais

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura effet pour compter du 1^{er} juillet 1956, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 2 août 1956.

J. BÉRARD.

DELIBERATION N° 8/CP/ATT. du 30 juillet 1956 de la Commission Permanente de l'Assemblée Territoriale du Togo.

La Commission permanente de l'Assemblée territoriale du Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative au Togo;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1956, relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration pour la loi du 16 avril 1955 précitée;

Vu l'arrêté n° 281 du 15 juin 1939 promulguant au Togo le décret du 19 mai 1939 portant réorganisation des chemins de fer coloniaux;

Vu l'arrêté n° 1017-49 du 27 décembre 1949 rendant applicable au Togo un nouveau recueil général des tarifs C.F.T. et tous les textes qui l'ont complété ou modifié;

Sur la proposition du Directeur du Réseau des C.F.T.;

Vu le rapport n° 83 du Commissaire de la République;

A adopté au cours de sa séance du 30 juillet 1956 la délibération dont la teneur suit

ARTICLE PREMIER. — Le Tarif spécial PV n° 7, actuellement en vigueur, relatif au transport des minerais, est annulé et remplacé par le nouveau tarif spécial PV n° 7 ci-après :

Tarif spécial PV n° 7

MINERAIS

CHAPITRE I — *Chromite*

Taxation à titre provisoire

Par tonne et par kilomètre Frcs 5,00

CHAPITRE II — *Phosphate naturel brut*

Par tonne et par kilomètre Frcs 5,00

Toutefois, à titre provisoire, les taxes suivantes seront appliquées pour le transport du phosphate :

Par tonne et par kilomètre, pour les trois mille premières tonnes exp. en 1956 Frcs 4,00

Par tonne et par km, ensuite Frcs 5,00

CONDITIONS D'APPLICATION

1^{re} — Le transport est effectué à découvert.

2^{de} — Le chargement est fait par l'expéditeur, et le déchargement par le destinataire, à leurs frais, risques et périls.

3^{de} — Les minerais transportés aux conditions du présent tarif sont exempts de la taxe de voie locale à Lomé, cette taxe étant comprise dans le tarif d'exportation.

(Voir article n° 24 des tarifs généraux du Wharf).

ART. 2. — Les modifications suivantes sont apportées aux tarifs généraux du Wharf de Lomé :

Exportation

Article 23 bis. — Supprimé, et remplacé par l'article 24 ci-après; précédemment réservé.

Article 24. — Les minerais pour l'exportation sont taxés d'après les bases suivantes :

1^{re} — *Chromite*

Par tonne Frcs 450,00

Taxation à titre provisoire

Ce prix comprend les taxes de voie locale de Lomé, il ne comprend pas la fourniture des filets nécessaires

à la mise à bord. Les filets sont fournis par l'exportateur.

2^e — Phosphate naturel brut en sac

Par tonne Frcs 150.00

Ce prix comprend les taxes de voie locale de Lomé. Toutefois, à titre provisoire, les taxes suivantes seront appliquées pour l'exportation du phosphate naturel brut :

Par tonne, pour les trois mille premières tonnes exportées en 1956 Frcs 300.00

Par tonne, ensuite Frcs 450.00

Ces 2 prix comprennent les taxes de voie locale de Lomé.

Fait et délibéré en séance le 30 juillet 1956

Le Secrétaire

J. FIGAH.

*Le Président de la Commission
Permanente de l'A.T.T.,*

G. TALLÉ.

ARRETE N° 696-56/CFT. du 2 août 1956 rendant exécutoire la délibération n° 7 CP/ATT. du 30 juillet 1956 de la Commission Permanente de l'Assemblée Territoriale du Togo portant modification aux tarifs du C.F.T.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'Assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu l'arrêté n° 281 du 15 juin 1939 promulguant au Togo le décret du 19 mai 1939 portant réorganisation des Chemins de fer coloniaux;

Vu l'arrêté n° 1017-49 du 27 décembre 1949 rendant applicable au Togo un nouveau recueil général des tarifs C.F.T. et tous les textes qui l'ont complété ou modifié;

Vu l'arrêté n° 886-51/CFT. du 12 décembre 1951 fixant les tarifs du Wharf de Lomé et tous les textes qui l'ont complété ou modifié;

Vu l'arrêté n° 526-56 du 7 juin 1956 par lequel l'Assemblée Territoriale du Togo délègue ses pouvoirs à sa commission permanente aux fins d'accepter, provisoirement des modifications ou aménagements aux tarifs des Chemins de fer et du Wharf du Togo;

Sur la proposition du Directeur du Réseau des Chemins de fer du Togo;

Le conseil de Gouvernement entendu;

Vu la délibération n° 7/CP/ATT. du 30 juillet 1956 de la Commission Permanente de l'Assemblée Territoriale;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire au Togo, la délibération n° 7 CP/ATT. du 30 juillet 1956 de la Commission Permanente de l'Assemblée Territoriale portant modification au tarif spécial PV n° 5 du recueil des tarifs des Chemins de Fer du Togo.

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura effet pour compter du 1^{er} juillet 1956, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 2 août 1956.

J. BÉARD.

DELIBERATION N° 7 CP/ATT. du 30 juillet 1956 de la Commission Permanente de l'Assemblée Territoriale du Togo.

La Commission Permanente de l'Assemblée Territoriale du Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative au Togo;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration pour la loi du 16 avril 1955 précitée;

Vu l'arrêté n° 281 du 15 juin 1939 promulguant au Togo le décret du 19 mai 1939 portant réorganisation des Chemins de fer coloniaux;

Vu l'arrêté n° 1017-49/TP. du 27 décembre 1949 rendant applicable au Togo un nouveau recueil des tarifs C.F.T. et tous les textes qui l'ont complété ou modifié;

Sur la proposition du Directeur du Réseau des C.F.T.;

Vu le rapport n° 81 du Commissaire de la République;

A adopté au cours de sa séance du 30 juillet 1956 la délibération dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. — Le tarif spécial PV n° 5, actuellement en vigueur relatif au transport de ciment, matériaux de construction, produits métallurgiques, etc..., est annulé et remplacé par le nouveau tarif spécial PV n° 5 ci-après :

Tarif spécial P. D. n° 5

Matériaux et pièces pour construction, produits métallurgiques, instruments et machines agricoles ou industrielles, matériel de Chemin de Fer, déchets de métaux;

1^o — Matériaux de construction bruts, à l'exception du ciment importé.

a) par wagon chargé au minimum aux 9/10^e de sa limite de charge ou payant pour ce poids :

Par tonne et par Kilomètre Frcs. 7.50

Prix ferme jusqu'à 60 kms. la tonne. — 270,00

b) par train complet d'au moins 120 tonnes ou payant pour ce poids :

Par tonne et par Kilomètre — 6.00

2^o — *Ciment importé et pièces pour construction, à l'exception des produits métallurgiques.*

A) pour les transports effectués au départ de Lomé PV pendant la période de 15 mai au 15 novembre de chaque année.

Par wagon chargé au minimum aux 9/10^e de sa limite de charge ou payant pour ce poids :

Par tonne et par Kilomètre Frs. 9.00

Prix ferme :

a) — Bout du Wharf-Blitta : F. 1.750 la Tonne
Ce prix comprend les taxes de voie locale.

b) — Lomé PV-Blitta . . . : F. 1.650 la Tonne
A ce prix s'ajoutent les taxes de voie locale.

Ces 2 prix fermes ne sont en aucune façon réducibles. Ils peuvent se substituer au prix de 9.00 la tonne lorsqu'ils sont plus avantageux.

B) pour les transports effectués au départ de Lomé P.V. pendant la période du 16 novembre de chaque année au 14 mai de l'année suivante, ainsi que pour les transports effectués au départ d'une autre gare du Réseau pendant toute l'année.

Par wagon chargé au minimum aux 9/10^e de sa limite de charge ou payant pour ce poids :

Par tonne et par kilomètre Frs. 9.00

3^o — I — *Produits métallurgiques, fers à béton, poutrelles etc...*

A) — pour les transports effectués au départ de Lomé P.V. pendant la période du 15 mai au 15 novembre de chaque année :

Par wagon chargé au minimum aux 9/10^e de sa limite de charge ou payant pour ce poids :

Par tonne et par kilomètre Frs. 10.00

Prix ferme :

a) — Bout du Wharf-Blitta F. 1.950 la T.
Ce prix comprend les taxes de voie locale.

b) — Lomé P.V. — Blitta . . . F. 1.850 la tonne.
A ce prix s'ajoutent les taxes de voie locale.

Ces 2 prix fermes ne sont en aucune façon réducibles. Ils peuvent se substituer au prix de 10.00 la tonne lorsqu'ils sont plus avantageux.

B) — pour les transports effectués au départ de Lomé PV pendant la période du 16 novembre de chaque année au 14 mai de l'année suivante, ainsi que pour les transports effectués au départ d'une autre gare du Réseau pendant toute l'année :

Par wagon chargé au minimum aux 9/10^e de sa limite de charge ou payant pour ce poids :

Nota. — Par dérogation aux conditions des articles 39 et 40 des conditions générales d'application des tarifs, les marchandises groupées pour constituer le chargement d'un wagon complet sont taxées sur leur poids réel au prix du barème dont elles relèvent, l'insuffisance de poids, le cas échéant, étant taxée au prix du paragraphe premier.

Par tonne et par kilomètre F. 10.00

II. — *Matériel de Chemin de Fer*

Par tonne et par kilomètre F. 10.00

4^o — *Instruments et machines agricoles ou industrielles — Matériel roulant et de traction de chemin de fer.*

Par wagon chargé au minimum aux 9/10^e de sa limite de charge ou payant pour ce poids :

Par tonne et par kilomètre F. 10.00

Conditions d'application.

1^o — Le transport est effectué à découvert — Toutefois, le ciment, la chaux et le plâtre sont transportés à couvert sans perception supplémentaire.

2^o — Le chargement, et s'il y a lieu, le bâchage sont faits par l'expéditeur, et le déchargement, ainsi que le débâchage, sont, le cas échéant, faits par le destinataire, à leurs frais, risques et périls.

3^o — Le Chemin de Fer ne répond pas des avaries résultant de la mouille. Il n'est pas tenu d'entreposer à couvert les marchandises transportées aux conditions du présent tarif.

4^o — La période fixée ci-dessus (15 mai au 15 novembre) pendant laquelle sont applicables les prix fermes de transport sur Blitta pourra être allongée ou diminuée suivant les nécessités du service par décision du Directeur du Chemin de Fer du Togo après préavis de 15 jours ayant reçu la publicité nécessaire.

Fait et délibéré en séance le 30 juillet 1956.

Le Secrétaire,

J. FIGAH.

*Le Président de la Commission
Permanente de l'A.T.T.,*

G. TALLÉ.

Assemblée Territoriale du Togo

ARRETE N° 701-56/AP. du 7 août 1956 portant convocation de l'Assemblée Territoriale du Togo en session extraordinaire.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant réglementation d'administration publique pour l'application de la loi du 16 avril 1956;

Le Conseil de Gouvernement entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'Assemblée Territoriale du Togo est convoquée en session extraordinaire le vendredi 10 août 1956 à Lomé.

ART. 2. — La session sera ouverte dans la salle des délibérations de l'Assemblée Territoriale le vendredi 10 août à 9 heures.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement rendu applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans tous les bureaux des circonscriptions administratives et des P.T.T. du Territoire.

Lomé, le 7 août 1956.

J. BÉRARD.

Produits

ARRETE N° 702-56/AE/PLAN/ 1 du 8 août 1956 déterminant la liste des produits bénéficiant de l'aide à l'exportation pour l'année 1956 et fixant le montant du remboursement applicable à chacun d'eux.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu l'arrêté n° 1122/AE/PLAN. du 31 décembre 1954 relatif au remboursement des charges fiscales et sociales au bénéfice de certaines activités industrielles et agricoles et portant création d'un compte hors budget destiné à retracer les opérations correspondantes;

Vu la dépêche ministérielle n° 3686/AEP/PE/1 en date du 15 mai 1956;

Vu la délibération n° 40/ATT. de l'Assemblée Territoriale en date du 23 mai 1956;

Vu l'avis émis par la Commission Permanente de l'Assemblée territoriale;

Le Conseil de Gouvernement entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La liste des produits agricoles susceptibles de bénéficier du remboursement des charges fiscales et sociales pendant l'année 1956, selon les dispositions de l'arrêté sus-visé du 31 décembre 1954 comprend :

- 1^o — la féculé de manioc
- 2^o — le tapioca
- 3^o — les graines de karité
- 4^o — l'huile de karité
- 5^o — le café (qualités : prima, supérieur et courant)

ART. 2. — Par dérogation aux dispositions de l'arrêté susvisé du 31 décembre 1954 les exportations de café ne peuvent donner lieu au remboursement des charges fiscales et sociales que si elles ont lieu à destination des pays suivant :

Finlande

Israël

Pays de la zone dollar

Pays de la zone sterling

Pays de l'Union Européenne des Paiements.

Toutefois les expéditions de café hors des pays ci-dessus énumérés peuvent bénéficier des dispositions de l'arrêté du 31 décembre 1954 si elles sont réglées en devises fortes.

ART. 3. — Par dérogation aux dispositions de l'arrêté du 31 décembre 1954 le remboursement applicable au café s'effectue sur la base de 12 % de la valeur du produit au point de sortie.

ART. 4. — Les remboursements opérés en application du présent arrêté seront pris en charge par le budget du Territoire :

pour le café, à concurrence de 2 % de la valeur au point de sortie.

pour les autres produits à concurrence de 3 % de la valeur au point de sortie.

ART. 5. — Le Trésorier-Payeur, les Directeurs des Finances et des Affaires Economiques, le Chef du Service des Douanes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 8 août 1956.

J. BÉRARD.

Mines

ARRETE N° 709-56/Mines. du 10 août 1956 concernant le premier renouvellement de 12 permis de recherches minières accordés au Togo pour le phosphate de chaux et d'alumine en zone réservée à la Société Minière du Bénin.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 26 octobre 1927 portant réglementation minière au Togo et les textes subséquents qui l'ont modifié et complété;

Vu le décret du 29 juillet 1953 accordant au comptoir des Phosphates de l'Afrique du Nord un permis général de recherches composé de 12 carrés (publié au J.O.T. du 1^{er} septembre 1953);

Vu la mutation de ces permis à la Société Minière du Bénin en date du 16 février 1955;

Vu les demandes de premier renouvellement en date du 28 juin 1956, déposées par M. le Chef de Mission de la Société Minière du Bénin au Service des Mines du Togo;

Suc proposition du Chef du Service des Mines du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — En application de l'article 2 du décret du 29 juillet 1953 attribuant douze permis

de recherches au Comptoir des Phosphates de l'Afrique du Nord, comme suite à la mutation de ces permis le 16 février 1955 à la Société Minière du Bénin, et suivant les prescriptions de l'article 28 du décret minier du 26 octobre 1927, le premier renouvellement de ces permis de recherches est accordé à la Société Minière du Bénin.

Le renouvellement de ces douze permis de recherches est valable pour une nouvelle période de deux années à compter du 1^{er} septembre 1956.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 10 août 1956.

J. BÉRARD.

Budget communal

DECISION N° 1481/D/F. du 10 août 1956 autorisant le versement au Budget Communal de Lomé d'une première tranche de la participation du budget local aux dépenses d'éclairage de la ville de Lomé.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret n° 55-809 du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu les prévisions budgétaires;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé au profit du budget de la Commune Mixte de Lomé le versement d'une première tranche de Deux millions deux cent cinquante mille francs (2.250.000 francs C.F.A.) sur la participation du budget local aux dépenses d'éclairage de la ville de Lomé.

ART. 2. — L'Administrateur-Maire, Ordonnateur du budget de la Commune-Mixte justifiera de l'emploi de cette somme par la production d'un relevé détaillé des paiements effectués.

ART. 3. — La dépense correspondante est imputable au budget local chapitre 26, article 1, paragraphe 1, Exercice 1956.

ART. 4. — Le Directeur des Finances et le Trésorier Payeur du Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Lomé, le 10 août 1956.

Pour le Commissaire de la République
et par Délégation :

Le Secrétaire Général du Togo
J. RIGAL.

F. I. D. E. S.

ARRETE N° 711-56/AE/PLAN/2 du 11 août 1956 reportant à compter du 1^{er} juillet 1956 les crédits de paiement ouverts au titre du Budget du Plan (Programme 1953 — Tranche 1955 — 1956) et non utilisés au 30 juin 1956.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret n° 55-809 du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu la loi du 30 avril 1946 tendant à l'établissement, au financement et à l'exécution des plans d'équipement et de développement des territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer;

Vu le décret du 3 juin 1949 relatif au mode d'établissement et à la procédure d'exécution des programmes tendant à la réalisation des plans d'équipement et de développement de la loi du 30 avril 1946;

Vu l'arrêté n° 811-55/AE/PLAN/2 du 7 octobre 1955 approuvant et rendant exécutoire le programme d'emploi des crédits de la tranche 1955-56 du Budget F.I.D.E.S. et l'arrêté n° 464-56/AE/PLAN/2 du 28 mai 1956 du programme d'emploi de la tranche complémentaire à la tranche 1955-56;

Le Conseil de Gouvernement entendu dans sa séance du 9 août 1956;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont reportés à compter du 1^{er} juillet 1956 les crédits de paiement ouverts au titre du Budget F.I.D.E.S. (Programme 1953) et non utilisés au 30 juin 1956.

L'état des crédits reportés, joint au présent arrêté, s'établit à Six cent vingt et un millions quatre vingt dix mille huit cent soixante onze francs (621.090.871) au titre de la Section d'Outre-Mer.

ART. 2. — Les crédits de paiement ainsi reportés conserveront une destination identique à celle qui leur avait été attribuée dans le Budget précédent. Ils s'ajouteront aux crédits de paiement nouveaux qui seront ultérieurement accordés au titre de la tranche 1956 — 1957.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des circonscriptions administratives et des P.T.T.

Lomé, le 11 août 1956.

J. BÉRARD.

Chapitre	Article	Paragraphe	Nature de la Dépense	ENGAGEMENTS AUTORISÉS	Crédits de paiements			
					ACCORDÉS	MANDATÉS SUR TRANCHES ANTÉRIEURES	MANDATÉS EN 1955-1956	A REPORTER AU 1 ^{er} JUILLET 1956
1.002	1		PRODUCTION AGRICOLE					
			<i>Arachide</i>					
		1	Encadrement, Matériel	16.160.000	13.110.000	5.864.065	2.734.460	4.510.675
		2	Vulgarisation, semences	22.340.000	22.390.000	5.762.055	5.992.249	10.635.696
		3	Station de désinsectisation Lomé	30.000.000	25.900.000	—	—	25.000.000
			Total de l'article 1 ^{er}	68.500.000	60.500.000	11.626.920	8.726.709	40.146.371
	2		<i>Coton</i>					
		1	Topographie	3.070.000	3.070.000	1.143.571	440.404	1.486.025
		2	Encadrement, personnel, constructions, matériel	31.930.000	31.930.000	18.126.299	9.443.598	4.360.103
		3	Centre de multiplication	4.500.000	3.500.000	977.663	710.566	1.811.771
		4	Colonisation	33.000.000	27.000.000	12.634.186	5.319.752	9.046.062
		5	Vulgarisation agricole	10.600.000	8.600.000	5.188.662	1.868.537	1.542.801
			Total de l'article 2	83.100.000	74.100.000	38.070.301	17.782.857	18.246.762
	3		<i>Palmier à huile</i>					
		1	Encadrement, personnel, constructions, matériel	3.400.000	3.400.000	1.514.021	838.945	1.047.034
		2	Aménagement palmeraie (pistes)	15.600.000	13.600.000	6.221.251	5.437.525	1.941.224
		3	Engrais	2.000.000	2.000.000	976.061	20.044	1.003.895
		4	Pépinières	6.000.000	6.000.000	2.148.592	2.144.559	1.706.849
			Total de l'article 3	27.000.000	25.000.000	10.859.925	8.441.073	5.699.002
	4		<i>Riz</i>					
		1	Encadrement, personnel, constructions, matériel	9.590.000	9.900.000	673.217	4.703.348	4.523.435
		2	Aménagement plains et thalwegs	13.910.000	13.600.000	551.232	3.726.086	9.322.682
			Total de l'article 4	23.500.000	23.500.000	1.224.449	8.429.434	13.846.117
	5		<i>Café</i>					
		1	Encadrement, Matériel	7.600.000	7.600.000	3.125.154	1.236.603	3.238.243
		2	Pépinières	15.100.000	15.100.000	6.343.541	4.845.915	3.910.544
		3	Protection phytosanitaire	3.100.000	3.100.000	1.042.407	675.485	1.382.108
			Total de l'article 5	25.800.000	25.800.000	10.511.102	6.758.003	8.530.895

Chapitre	Article	Paragraphe	Nature de la Dépense	ENGAGEMENTS AUTORISÉS	Crédits de paiements			
					ACCORDÉS	MANDATÉS SUR TRANCHES ANTÉRIEURES	MANDATÉS EN 1955-1956	À REPORTER AU 1 ^{er} JUILLET 1956
1.002	6		Cocotier	11.000.000	11.000.000	—	6.621.249	4.378.751
	7		Kapokier	500.000	500.000	—	135.502	364.498
			RECAPITULATION AGRICOLE					
	1		Arachide	68.500.000	60.500.000	11.626.920	8.726.709	40.146.371
	2		Coton	83.100.000	74.100.000	38.070.381	17.782.857	18.246.762
	3		Palmyer à huile	27.000.000	25.000.000	10.059.925	8.441.073	5.699.002
	4		Riz	23.500.000	23.500.000	1.224.449	8.429.434	13.846.117
	5		Café	25.800.000	25.800.000	10.511.102	6.758.003	8.530.895
	6		Cocotier	11.000.000	11.000.000	—	6.621.249	4.378.751
	7		Kapokier	500.000	500.000	—	135.502	364.498
			Total du Chapitre 1002	239.400.000	220.400.000	72.292.777	56.894.827	91.212.396
1.004			EAUX ET FORETS					
	1		Reboisement	26.000.000	26.000.000	8.115.349	11.494.442	6.390.209
	2		Conservation des sols	52.000.000	48.000.000	14.342.147	16.717.977	16.939.876
	3		Pisciculture	4.000.000	4.000.000	—	569.577	3.430.423
			Total du Chapitre 1.004	82.000.000	78.000.000	22.457.496	28.781.996	26.760.508
1.005			ELEVAGE					
	1		Protection sanitaire	24.000.000	22.700.000	4.414.027	6.366.321	11.919.652
	2		Amélioration du bétail	16.300.000	15.100.000	3.368.115	3.013.667	8.718.218
			Total du Chapitre 1.005	40.300.000	37.800.000	7.782.142	9.379.988	20.637.870
1.010			CHEMIN DE FER					
	2		Substitution du rail	28.000.000	28.000.000	17.162.214	10.779.362	58.424
	3		Matériel roulant :					
		1	Matériel de traction	55.000.000	25.000.000	—	15.832	24.984.168
		2	Wagon	8.000.000	4.000.000	—	—	4.000.000
			Total du Chapitre 1.010	91.000.000	57.000.000	17.162.214	10.795.194	29.042.592

Chapitre	Article	Paragraphe	Nature de la Dépense	ENGAGEMENTS AUTORISÉS	Crédits de paiements			
					ACCORDÉS	MANDATÉS SUR TRANCHES ANTÉRIEURES	MANDATÉS EN 1955-1956	A REPORTER AU 1er JUILLET 1956
1.011			ROUTES ET PONTS					
	1		Matériel de génie civil	38.600.000	36.600.000	19.940.542	4.654.696	12.004.762
	2		Route Blitta — Haute-Volta	105.200.000	82.700.000	27.882.227	9.160.725	45.657.048
	3		Route de desserte de la production :					
		1	Réseau Est-Mono	57.700.000	53.740.000	21.279.998	4.583.219	27.876.783
		2	Réseau Arachide	30.800.000	30.760.000	3.753.135	4.577.475	22.429.390
		3	Badou — Atakpamé	14.000.000	14.000.000	—	550.464	13.449.536
			Total du Chapitre 1.011	246.300.000	217.800.000	72.855.902	23.526.579	121.417.519
1.012			PORTS MARITIMES					
	1		Wharf de Lomé	53.000.000	53.000.000	24.988.569	9.521.194	18.490.237
1.015			AERONAUTIQUE					
	1		Station de météo	7.200.000	7.200.000	—	259.525	6.940.475
1.016			TRANSMISSIONS					
	1		Bâtiments :					
		1	Hôtel des Postes de Lomé	50.000.000	35.000.000	1.714.740	7.843.583	25.441.677
		2	Bureau de Sokodé	6.000.000	6.000.000	—	—	6.000.000
		3	Équipement technique Lomé — Sokodé	5.000.000	3.000.000	—	—	3.000.000
			Total de l'article 1 ^{er}	61.000.000	44.000.000	1.714.740	7.843.583	34.441.677
	2		COMMUNICATIONS INTERURBAINES					
			Réfection des lignes	35.000.000	32.000.000	11.278.798	11.880.698	8.840.504
	3		COMMUNICATIONS URBAINES					
			Central automatique de Lomé	35.000.000	35.000.000	1.155	19.459.136	15.539.709
			RECAPITULATION DU CHAPITRE 1.016					
	1		Bâtiments	61.000.000	44.000.000	1.714.740	7.843.583	34.441.677
	2		Communications interurbaines	35.000.000	32.000.000	11.278.798	11.880.698	8.840.504
	3		Communications urbaines	35.000.000	35.000.000	1.155	19.459.136	15.539.709
			Total du Chapitre 1.016	131.000.000	111.000.000	12.994.693	39.183.417	58.821.890

Chapitre	Article	Paragraphe	Crédits de paiements	ENGAGEMENTS AUTORISÉS	Nature de la Dépense			
					ACCORDÉS	MANDATÉS SUR TRANCHES ANTÉRIEURES	MANDATÉS EN 1955-1956	A REPORTER AU 1 ^{er} JUILLET 1956
1.019			SANTÉ					
	1		Hôpital de Lomé	50.000.000	50.000.000	49.989.216	—	10.784
	2		Lutte anti-paludique	4.000.000	4.000.000	1.026.105	2.060.493	913.402
	3		Maternité urbaine de Lomé	11.000.000	11.000.000	9.938.940	713.691	347.369
	4		Lutte contre le pian	4.000.000	2.000.000	—	538.233	1.461.767
	5		Formation de Lama-Kara	6.500.000	6.500.000	—	—	6.500.000
			Total du Chapitre 1.019	75.500.000	73.500.000	60.954.261	3.312.417	9.233.322
1.020			ENSEIGNEMENT					
	1		Construction de classes primaires	30.000.000	30.000.000	1.543.805	13.460.611	14.995.584
	2		Ecole Normale d'Atakpamé	12.500.000	12.500.000	—	3.565	12.496.435
	3		Sections manuelle, ménagère et agricole	3.000.000	3.000.000	—	—	3.000.000
	4		Collège de Sokodé	6.500.000	6.500.000	—	—	6.500.000
			Total du Chapitre 1.020	52.000.000	52.000.000	1.543.805	13.464.176	36.992.019
1.021			URBANISME ET HABITAT					
	1		Etudes	2.000.000	2.000.000	—	—	2.000.000
	2		Travaux d'édilité	23.000.000	23.000.000	—	1.494.863	21.505.137
			Total du Chapitre 1.021	25.000.000	25.000.000	—	1.494.863	23.505.137
1.022			TRAVAUX URBAINS ET RURAUX					
	1		Hydraulique rurale	74.000.000	74.000.000	21.202.424	23.826.731	28.970.845
	2		Adduction d'eau	93.400.000	93.400.000	480.000	35.798.326	57.121.674
	3		Extension du réseau électrique de Lomé	5.600.000	5.600.000	—	157.457	5.442.543
			Total du Chapitre 1.022	173.000.000	173.000.000	21.682.424	59.782.514	91.535.062
2.001			DEPENSES GENERALES					
	1		Etudes	1.500.000	1.500.000	—	—	1.500.000
2.002			PRODUCTION AGRICOLE					
	1		Arachide					
		1	Encadrement, matériel, personnel	2.210.000	2.210.000	—	—	2.210.000
		2	Vulgarisation agricole, semences	1.790.000	1.790.000	—	—	1.790.000
			Total de l'article 1 ^{er}	4.000.000	4.000.000	—	—	4.000.000

Chapitre	Article	Paragraphe	Nature de la Dépense	ENGAGEMENTS AUTORISÉS	Crédits de paiements			
					ACCORDÉS	MANDATÉS SUR TRANCHES ANTÉRIEURES	MANDATÉS EN 1955-1956	A REPORTER AU 1 ^{er} JUILLET 1956
2.002	2		<i>Coton</i>					
		2	Introduction de la culture du coton dans l'Est-Mono . . .	6.000.000	4.000.000	—	—	4.000.000
	3		<i>Palmier à huile</i>					
		2	Aménagement de la palmeraie	8.000.000	6.000.000	—	—	6.000.000
	5		<i>Café</i>					
		2	Pépinières	3.000.000	3.000.000	—	—	3.000.000
	8		Aide au paysannat — Encadrement	20.000.000	10.000.000	—	—	10.000.000
			RECAPITULATION DU CHAPITRE 2.002					
	1		Arachide	4.000.000	4.000.000	—	—	4.000.000
	2		Coton	6.000.000	4.000.000	—	—	4.000.000
	3		Palmier à huile	8.000.000	6.000.000	—	—	6.000.000
	5		Café	3.000.000	3.000.000	—	—	3.000.000
	8		Aide au paysannat	20.000.000	10.000.000	—	—	10.000.000
			Total du Chapitre 2.002	41.000.000	27.000.000	—	—	27.000.000
2.004			EAUX ET FORETS					
	1		Reboisements	10.000.000	6.000.000	—	1.998.156	4.001.844
2.010			CHEMIN DE FER					
	2		Substitution du rail	60.000.000	15.000.000	—	—	15.000.000
	4		Installations téléphoniques	6.000.000	1.500.000	—	—	1.500.000
			Total du Chapitre 2.010	66.000.000	16.500.000	—	—	16.500.000
2.011			ROUTES ET PONTS					
	2		Blitta — Haute-Volta	4.500.000	—	—	—	—
	4		Anécho — Anfoin	25.000.000	10.000.000	—	—	10.000.000
			Total du Chapitre 2.011	29.500.000	10.000.000	—	—	10.000.000
2.012			PORTS					
	1		Wharf de Lomé	10.000.000	10.000.000	—	—	10.000.000

Chapitre	Article	Paragraphe	Nature de la Dépense	ENGAGEMENTS AUTORISÉS	Crédits de paiements			
					ACCORDÉS	MANDATÉS SUR TRANCHES ANTÉRIEURES	MANDATÉS EN 1955-1956	A REPORTER AU 1 ^{er} JUILLET 1956
2.015	1		AERONAUTIQUE					
			Stations météo	5.000.000	2.000.000	—	—	2.000.000
2.016	2		TELECOMMUNICATIONS					
			Réfection des lignes	1.500.000	1.500.000	—	—	1.500.000
			Equipement radioélectrique	10.000.000	4.000.000	—	—	4.000.000
			Total du Chapitre 2.016	11.500.000	5.500.000	—	—	5.500.000
2.022	2		TRAVAUX URBAINS ET RURAUX					
	3		Adduction d'eau	35.400.000	5.000.000	—	—	5.000.000
			Extension du réseau électrique de Lomé	44.400.000	5.000.000	—	—	5.000.000
			Total du Chapitre 2.022	79.800.000	10.000.000	—	—	10.000.000
1.002			Production Agricole	239.400.000	220.400.000	72.292.777	56.894.827	91.212.396
1.004			Eaux et Forêts	82.000.000	78.000.000	22.457.496	28.781.996	26.760.508
1.005			Elevage	40.300.000	37.800.000	7.782.142	9.379.988	20.637.870
1.010			Chemin de Fer	91.000.000	57.000.000	17.162.214	10.795.194	29.042.592
1.011			Routes et Ponts	246.300.000	217.800.000	72.855.902	23.526.579	121.417.519
1.012			Ports Maritimes	53.000.000	53.000.000	24.988.569	9.521.194	18.490.237
1.015			Aéronautique	7.200.000	7.200.000	—	259.525	6.940.475
1.016			Transmissions	131.000.000	111.000.000	12.994.693	39.183.417	58.821.890
1.019			Santé	75.500.000	73.500.000	60.954.261	3.312.417	9.233.322
1.020			Enseignement	52.000.000	52.000.000	1.543.805	13.464.176	36.992.019
1.021			Urbanisme et Habitat	25.000.000	25.000.000	—	1.494.863	23.505.137
1.022			Travaux Urbains	173.000.000	173.000.000	21.682.424	59.782.514	91.535.062
2.001			Dépenses Générales	1.500.000	1.500.000	—	—	1.500.000
2.002			Production Agricole	41.000.000	27.000.000	—	—	27.000.000
2.004			Eaux et Forêts	10.000.000	6.000.000	—	1.998.156	4.001.844
2.010			Chemin de Fer	66.000.000	16.500.000	—	—	16.500.000
2.011			Routes et Ponts	29.500.000	10.000.000	—	—	10.000.000
2.012			Ports Maritimes	10.000.000	10.000.000	—	—	10.000.000
2.015			Aéronautique	5.000.000	2.000.000	—	—	2.000.000
2.016			Télécommunications	11.500.000	5.500.000	—	—	5.500.000
2.022			Travaux Urbains et Ruraux	79.800.000	10.000.000	—	—	10.000.000
			Total Général	1.470.000.000	1.194.200.000	314.714.283	258.394.846	621.090.871

Commission des mercuriales officielles du Togo

ARRETE N° 712-56/AE/PLAN/ 1 du 11 août 1956
portant réorganisation de la Commission des Mercuriales.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu l'arrêté n° 313 du 6 juin 1942 réorganisant la Commission des Mercuriales du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La Commission chargée de l'établissement des propositions des valeurs mercuriales relatives aux produits d'exportation et d'importation est composée ainsi qu'il suit :

Le Directeur des Affaires Economiques
et du Plan

Président

Le Chef du Service des Douanes

Le Chef du Service de l'Agriculture

Le Chef du Service du Conditionnement

Membres

Quatre membres nommés par décision du Commissaire de la République au Togo sur proposition de la Chambre de Commerce, d'Agriculture et d'Industrie du Togo, dans les conditions fixées à l'article 2.

ART. 2. — La Chambre de Commerce, d'Agriculture et d'Industrie du Togo proposera à l'agrément du Commissaire de la République une liste de quatre membres :

deux membres représentant les activités commerciales

un membre représentant les activités agricoles

un membre représentant les activités industrielles.

ART. 3. — Les mercuriales proposées par cette commission servent de base pour le calcul des droits d'importation et d'exportation ainsi que pour l'établissement du chiffre du mouvement commercial du Territoire.

ART. 4. — La Commission des Mercuriales se réunit sur la convocation de son Président. Elle est en principe réunie à la fin de chaque semestre en vue d'établir ses propositions relatives aux valorisations mercuriales à appliquer pendant le semestre suivant.

ART. 5. — Les propositions de la Commission sont transmises au Commissaire de la République qui fixe

par arrêté les valeurs mercuriales applicables pour le semestre suivant.

ART. 6. — Est abrogé l'arrêté n° 313 du 6 juin 1942 réorganisant la Commission des Mercuriales du Togo.

ART. 7. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 août 1956.

J. BÉRARD.

Travaux publics

RECTIFICATIF au tableau annexé à l'arrêté n° 742/TP du 28 mai 1956 portant classement des logements administratifs du Cercle de Dapango.

Au lieu de :

Définitif — Nassabé — 5

Lire :

Définitif — Nassabé — 3

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Intégrations**

Par arrêté du Ministre de la France d'Outre-Mer en date du 20 juin 1956, les fonctionnaires de l'enseignement dont les noms suivent sont intégrés en qualité de stagiaires, pour compter des dates ci-dessous indiquées, dans le corps des inspecteurs d'académie du cadre général de l'Enseignement et de la jeunesse de la France d'Outre-Mer et rangés à la même date aux classes ci-après désignées de leur nouveau grade :

A. — Inspecteurs d'Académie Agrégés

M. David (André), 1^{er} Octobre 1955, 4^o classe (ancienneté conservée 2 ans et 1 mois).

Par arrêté en date du 27 juillet 1956, les fonctionnaires du Corps des Inspecteurs du Travail de la France d'Outre-Mer sont intégrés dans le cadre général des Inspecteurs Généraux et Inspecteurs du Travail et des Lois Sociales de la France d'Outre-Mer à la date du 1^{er} janvier 1956 aux grades et classes figurant au Tableau qui suit, en conservant, à cette date, dans les dits grades et classes, les anciennetés mentionnées en regard de leur nom :

NOM ET PRÉNOMS	ANCIENNETÉ civile conservée	R. S. M.	ANCIENNETÉ TOTALE
.....			
Inspecteur de 3 ^e classe 2 ^e échelon			
.....			
Sauvaire Raoul	1 an 6 m. 18 j.	—	1 an 6 m. 18 j.
.....			

Tableau d'avancement

Par arrêté du ministre de la France d'Outre-Mer en date du 10 juillet 1956.

Sont constatés au titre du deuxième semestre de l'année 1956 les avancements d'échelon des Administrateurs en chef, Administrateurs et Administrateurs adjoints de la France d'Outre-Mer dont les noms suivent :

NOM ET PRÉNOMS	POUR COMPTER DU	R. S. M.
.....		
6 ^e / Au 3 ^e échelon du grade d'Administrateur-Adjt		
.....		
Gloannec Camille	26 juillet 1956	Néant
.....		
Giry Jean	1 ^{er} Août 1956	Néant
.....		
Pierret Alain	5 Septembre 1956	Néant
.....		
Brechignac Paul	30 Décembre 1956	Néant
.....		

Promotions

Par arrêtés du ministre des affaires étrangères en date du 9 mai 1956.

Sont promus dans le personnel français du cadre local des Douanes et Régies de l'Indochine, tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté et pour compter des dates précisées ci-dessous :

2 ^e / Cadre des contrôleurs <i>Pour le grade de Contrôleur Principal de classe exceptionnelle</i> (à compter du 1 ^{er} Janvier 1955) M. Girodolle Pierre	R. S. M. CONSERVÉS POUR		MAJORATIONS CONSERVÉES		
	GRADE CLASSE Echelons	GRADE ET CLASSE	Loi 48	Loi 51	Loi 52
	A.M.J.	A.M.J.	A.M.J.	A.M.J.	A.M.J.
	1 m. 17 j.	—	—	—	—

2 ^e / Cadre des contrôleurs <i>Pour le grade de Contrôleur Principal de 1^{re} classe</i> (à compter du 1 ^{er} Janvier 1955) M. Vidalie Pierre	R. S. M. CONSERVÉS POUR		MAJORATIONS CONSERVÉES		
	GRADE CLASSE Echelons	GRADE ET CLASSE	Loi 48	Loi 51	Loi 52
	A.M.J.	A.M.J.	A.M.J.	A.M.J.	A.M.J.
	—	—	—	—	—

3 ^e / Cadre des Vérificateurs <i>Pour le grade de Vérificateur Principal de 1^{re} Classe</i> (à compter du 1 ^{er} Janvier 1955) M. Samarcq Pierre	R. S. M. CONSERVÉS POUR		MAJORATIONS CONSERVÉES		
	GRADE CLASSE Echelons	GRADE ET CLASSE	Loi 48	Loi 51	Loi 52
	A.M.J.	A.M.J.	A.M.J.	A.M.J.	A.M.J.
	—	—	—	—	—

Par arrêté du secrétaire d'état aux affaires économiques en date du 19 juin 1956.

Est promu à l'échelon ci-après dans le corps des Attachés et Attachés Adjointes à l'institut national de la Statistique et des Etudes Economiques.

Attaché de 3^e classe (à compter du 14 Avril 1956)

M. Gillot Pierre; Attaché de 4^e classe (en service détaché).

Par arrêté du ministre de la France d'Outre-Mer en date du 16 juillet 1956.

Ont été promus pour compter des dates ci-après indiquées, tant du point de vue de la solde que de l'ancienneté; les fonctionnaires du corps des ingénieurs d'agriculture de la France d'Outre-Mer, dont les noms suivent :

NOM ET PRENOMS DATE DE PROMOTION R S M CONSERVÉ

a) A la classe exceptionnelle du grade d'ingénieur en chef

..... :
Blanc Lucien 1^{er} janvier 1956 3 m. 19 j.
.....

Situation administrative

Après constatation de majorations de services pour campagnes de guerre accordées en application des dispositions de la loi du 19 juillet 1952, la situation administrative des Administrateurs de la France d'Outre-Mer dont les noms suivent est ainsi fixée au point de vue de la solde et de l'ancienneté :

NOM ET PRENOMS	NOUVELLE SITUATION	POUR COMPTER DU	RAPPELS DE SERVICES MILITAIRES CONSERVÉS (Bonifications et Majorations)
.....	ADMINISTRATEURS-ADJOINTS
Gloannec Camille	Adminis. Adj. 2 ^e échelon	26 janvier 1956	Néant
.....

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 30 juin 1956.

Les Administrateurs de la France d'Outre-Mer dont les noms suivent conservent dans leur grade les rappels d'ancienneté pour services militaires ci-après :

.....
Gloannec Camille, Adminis.-Adj. 2^e éch. 1 a 6 m.
.....

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Incorporation

Par arrêtés et décisions du Commissaire de la République :

N^o 710-56/IA du :

10 Août 1956. — Est et demeure abrogée la décision n^o 1564/D/IA du 2 novembre 1954 portant engagement d'un professeur auxiliaire.

Madame Morand née Fichoux Marie; professeur certifiée licenciée de mathématiques du 3^{me} échelon du cadre métropolitain; détachée pour servir au Togo par arrêté du 25 juin 1956 du ministère de l'Education Nationale; est incorporée dans le cadre local supérieur de l'enseignement du second degré du Togo, en qualité de professeur certifiée licenciée de mathématiques du 3^{me} échelon.

Madame Morand est mise à la disposition du proviseur du Lycée de Lomé.

Le présent arrêté aura pour effet à compter du 25 octobre 1954.

Intégration

N° 715-56/CP du :

13 Août 1956. — Les aides-météorologistes adjoints du cadre local du Togo, dont les noms suivent, qui

ont subi avec succès les épreuves du deuxième concours professionnel ouvert par arrêté n° 66/CP du 21 janvier 1956, sont intégrés de la façon suivante et pour compter du 1^{er} Août 1956, dans le cadre supérieur de la météorologie du Togo, (corps des Assistants) :

NOM ET PRÉNOMS	GRADE ET CLASSE DANS LE CADRE LOCAL	INDICE	GRADE ET CLASSE D'INTÉGRATION DANS LE CADRE SUPÉRIEUR	INDICE
Gnanih Roger	Aide-Météo. Adj. 3 ^e cl.	345	Assistant de 2 ^e cl. 2 ^e échelon *	357
Bellow Samuel	Aide-Météo. Adj. 4 ^e cl.	330	Assistant de 2 ^e cl. 1 ^{er} échelon	335

Nominations

N° 1401/D/P.T.T. du :

2 août 1956. — M. Dadzie Anani Justin; Commis stagiaire du cadre local des Transmissions en service à Lomé; est affecté au bureau des PTT. de Sokodé, en remplacement de M. Gomez Antoine qui reçoit une autre affectation.

M. Gomez Antoine, Commis adjoint de 5^{me} classe du cadre local des Transmissions en service à Sokodé, est affecté au bureau des PTT. d'Anécho, en remplacement de M. Mensah Bertin qui reçoit une autre affectation.

M. Mensah Bertin; Commis adjoint de 5^e classe du cadre local des Transmissions en service à Anécho, est affecté à la recette principale des PTT. à Lomé, en remplacement de M. Dadzie Justin; affecté à Sokodé.

M. Kossi Simon; Commis adjoint de 4^e classe du cadre local des Transmissions en service à Palimé, est nommé Gérant du bureau de Postes de Bafilo en remplacement de M. Ouinsou Raphaël qui reçoit une autre affectation.

M. Kossi Simon, classé au groupe V (indice local 330) qui sera logé dans les locaux du service, bénéficiera, en raison des sujétions particulières inhérentes à ses nouvelles fonctions, de l'exonération de retenues pour logement.

M. Ouinsou Raphaël, Commis adjoint de 2^{me} classe du cadre local des Transmissions, Gérant du bureau de Postes de Bafilo, est affecté à la recette principale de Lomé, en remplacement de M. Dagbovie Marc qui reçoit une autre affectation.

M. Dagbovie Marc; Commis stagiaire du cadre local des Transmissions en service à Lomé, est affecté au bureau de Postes de Palimé, en remplacement de M. Kossi Simon, nommé Gérant du bureau de Postes de Bafilo.

La présente décision aura effet pour compter du 6 Août 1956.

N° 1410/D/CP du :

2 août 1956. — M. Malecamp Frédéric, Ingénieur-Adjoint de 1^{re} classe des Travaux Publics de la France d'Outre-Mer, est chargé par intérim, et cumulativement avec ses fonctions de Chef de la Subdivision des Travaux Publics du Nord, des fonctions de Chef de la Subdivision des Travaux Publics Mango — Dapango.

N° 1429/D/CP du :

7 août 1956. — M. Briand, Administrateur en Chef de Classe Exceptionnelle de la France d'outre-mer, Directeur des Affaires Economiques et du Plan, est désigné dans les fonctions d'ordonnateur des Comptes de Soutien et d'Equipement de la Production Locale.

La présente décision aura effet pour compter du 10 août 1956.

N° 1431/D/CP du :

7 août 1956. — M. Pellefigue Pierre, Rédacteur de 3^e classe d'Administration Générale d'Outre-Mer, Chef du Poste Administratif de Kévé, est nommé, cumulativement avec ses fonctions actuelles; adjoint au Commandant de Cercle de Tsévié, avec résidence à Kévé, en remplacement de M. Aithnard Paulin André, commis principal de classe exceptionnelle des services administratifs, financiers et comptables, appelé à d'autres fonctions.

N° 1459/D/CP du :

7 août 1956. — Le Préposé Principal de 2^e échelon des Eaux et Forêts Talon Lucien, précédemment en service à Bittia (Cercle du Centre), est affecté à Atakpamé, en qualité de Chef du Secteur Forestier Nord d'Atakpamé.

Le Préposé Principal de 2^e échelon des Eaux et Forêts Ayoub Assani, précédemment en service à Xantho (Cercle du centre), est affecté à Nualja, en qualité de Chef du Secteur Forestier de Nualja.

Le Préposé Principal de 1^{er} échelon des Eaux et Forêts Possian Antoine, en service à Lomé, est nommé

nommé adjoint au Chef de l'Inspection Forestière du Sud.

Le Préposé de 1^{er} échelon des Eaux et Forêts Dagnon Charles, en service à Anécho, est nommé Chef du Secteur Forestier d'Anécho.

Le Préposé de 1^{er} échelon des Eaux et Forêts Dangbo Alphonse en service à Tsévié, est nommé Chef du Secteur Forestier de Tsévié.

Le Préposé Principal de 1^{er} échelon des Eaux et Forêts Padonou Grégoire, en service à Palimé, est nommé Chef du Secteur Forestier de Palimé.

Le Préposé de 1^{er} échelon des Eaux et Forêts Agblami Gabriel, précédemment en service à Nuatja (Cercle du Centre), est nommé Chef du Secteur Forestier de Dapango avec résidence à Dapango.

Le Préposé de 1^{er} échelon des Eaux et Forêts Guesson Jean-Marie, en service à Sokodé, est nommé Chef du Secteur Forestier de Sokodé.

Le Préposé de 1^{er} échelon des Eaux et Forêts Koulene Engelbert, en service à Kougnohou (Cercle du Centre), est nommé Chef du Secteur Forestier à l'Akposso-Plateau.

N° 1465/D/CP du :

7 août 1956. — M. Amégan Kouassi André, Commis de 1^{re} classe 1^{er} échelon, du cadre supérieur des Services Administratifs, Financiers et Comptables du Togo, en service à la Subdivision Administrative de Lomé, est nommé deuxième adjoint au Commandant du Cercle de Palimé.

N° 1466/D/CP du :

7 août 1956. — M. Aithnard Paulin André, Commis principal de classe exceptionnelle du cadre supérieur des Services Administratifs, Financiers et Comptables du Togo, en service à Tsévié, est nommé adjoint administratif au Chef du Service des Eaux et Forêts à Lomé.

N° 1467/D/CP du :

7 août 1956. — M. Johnson Anani, Surveillant auxiliaire des Travaux Publics, est nommé adjoint technique auxiliaire des Travaux Publics, pour compter du 1^{er} août 1956.

A compter de la même date, le salaire mensuel de M. Johnson Anani est porté de trente mille cent soixante treize (30.173) francs à trente huit mille (38.000) francs.

N° 1497/D/CP du :

10 août 1956. — M. Emiry Olivier, Administrateur en Chef, 3^e échelon de la France d'Outre-Mer, Directeur des Finances, est nommé Inspecteur des Affaires Administratives ad-hoc, en vue de procéder à une enquête administrative.

N° 1519/D/CP du :

11 août 1956. — M. Gaspard Franek, Médecin Capitaine des Troupes de la France d'Outre-Mer, nouvellement désigné pour servir hors cadres, est nommé : Médecin-Chef de la Subdivision Sanitaire de Lomé;

Médecin-Chef du Service d'Hygiène du Cercle de Lomé et du Service de Lutte anti-palustre (House Praying)

Médecin Légiste au Cercle de Lomé.

Médecin du Personnel des chemins de Fer et des Ecoles;

Agent Principal de Santé du port de Lomé; en remplacement du Médecin Capitaine Nansot, rapatrié pour fin de séjour.

N° 714-56/CP :

13 août 1956 — Les candidats ci-après désignés, qui ont subi avec succès les épreuves du concours direct ouvert par arrêté n° 65/CP du 21 janvier 1956 et qui a eu lieu à Lomé, le 12 juillet 1956; sont admis, pour compter du 10 août 1956, dans le cadre supérieur de la Météorologie du Togo, en qualité d'assistants météorologistes stagiaires :

MM. Norman Octave

Awanyoh Louis

Ahianlegbedji Gustave

Les intéressés sont mis à la disposition du Chef du Service météorologique à Lomé.

RECTIFICATIF à la décision n° 1119/CP du 13 juin 1956 portant nomination.

Au Lieu de

M. Desport Régis Paul, Vétérinaire inspecteur stagiaire de la F.O.M., chef de la circonscription d'Elevage du nord, est nommé chef du Service de l'Elevage par intérim, en remplacement de M. Laurent Marc vétérinaire inspecteur de 2^{me} classe, 2^{me} échelon de la F.O.M., en instance de départ en congé Administratif.

Lire :

M. Desport Régis Paul, Vétérinaire inspecteur stagiaire de la F.O.M., chef de la circonscription d'Elevage du nord, est nommé, cumulativement avec les fonctions actuelles Chef du Service de l'Elevage par intérim; en remplacement de M. Laurent Marc, vétérinaire inspecteur de 2^e classe 2^e échelon de la F.O.M., titulaire d'un congé administratif. La résidence de M. Desport reste fixée à Dapango.

Le reste sans changement.

Passage à l'échelon supérieur

N° 697-56/IA du :

6 août 1956. — Est constaté pour compter du 1^{er} mai 1955, le passage du 3^e au 4^e échelon du gra-

de de professeur certifiée licenciée de Mme. Morand née Fichou Marie, professeur certifiée licenciée du 3^{me} échelon du cadre local supérieur de l'Enseignement du Second Degré du Togo.

Suspension de fonctions

N° 685-56/CP du :

2 août 1956. — M. Loisel Augustin; Commis adjoint de 4^{me} classe du cadre local des Transmissions du Togo, en instance de comparution devant le Conseil de discipline, est suspendu de ses fonctions pour compter du 1^{er} Août 1956.

Pendant toute la durée de sa suspension de fonctions, M. Loisel n'aura droit qu'à la moitié de son traitement brut dégagé de tous accessoires, à l'exception, toutefois, des prestations familiales.

Police

N° 1418/D/CP du :

3 août 1956. — L'agent journalier Kolani Gourma, nouvellement agréé en service au Commissariat de Police de Lomé, est licencié de son emploi pour compter du 15 juillet 1956.

Forces de police

N° 706-56/CGC du :

10 août 1956. — Le garde de 2^e échelon Moumouni Daramani, n° matricule 1709, du Peloton de Tsévié, est licencié pour mauvaise manière habituelle de servir et rayé des contrôles actifs du corps des Gardes-Cercle du Territoire pour compter du 1^{er} Septembre 1956.

Le garde de 1^{er} échelon Kombaty Bamboamé, n° matricule 1503, du Peloton d'Atakpamé, est licencié pour mauvaise manière habituelle de servir et rayé des contrôles actifs du corps des Gardes-Cercle du Territoire pour compter du 1^{er} septembre 1956.

DIVERS

Commissionnaire en douane

Par arrêtés et décisions du Commissaire de la République :

N° 1414/D/SG du :

2 août 1956. — Est agréé en qualité de Commissionnaire en Douane; auprès des Douanes de Lomé, M. Ousmane Salifou, transporteur à Lomé.

Conseil du contentieux

N° 681-56/AP du :

2 août 1956. — M. Hervé Marcel; Administrateur de la France d'Outre-Mer, est nommé membre titu-

laire du Conseil de Contentieux Administratif du Togo, en remplacement de M. Jury; Administrateur de la France d'Outre-Mer.

N° 713-56/AP du :

13 août 1956. — M. Briand Joseph; Administrateur en Chef de la France d'Outre-Mer, est nommé provisoirement Commissaire du Gouvernement près le conseil du Contentieux Administratif du Togo, en remplacement de M. de Cargouet; Administrateur de la France d'Outre-Mer.

Interdiction de séjour

N° 703-56/SG du :

8 août 1956. — Le séjour dans tout le Territoire du Togo est interdit pendant une durée de cinq ans pour compter du 15 juillet 1956 aux nommés :

1^o Leleoga Boukari Mossi, détenu à la prison civile de Lomé, né vers 1914 à Kaya, quartier Toulé (Haute-Volta), sans domicile fixe, fils des feus Léléoga et Limpokoun; condamné pour tentative de vol et vagabondage à deux mois 15 jours de prison et 5 ans d'interdiction de séjour par le Tribunal Correctionnel de Lomé; F.D. : 13133/31332;

2^o Beidou Seybou, détenu à la prison civile de Lomé, né vers 1916 à Kakessi, canton de Daragel, Cercle de Tilabéri (Niger), sans domicile fixe, fils de Beidou et de Aïssa, condamné pour tentative de vol et vagabondage, à deux mois 15 jours de prison et 5 ans d'interdiction de séjour par le Tribunal Correctionnel de Lomé, F.D. : 13333/3333/3.

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux dispositions de l'article 45 du Code pénal.

Justice

N° 682-56/1A du :

2 août 1956. — M. Colomb; juge suppléant dans le ressort de la Cour d'Appel d'Abidjan, indice métré 305 Gr. II, est nommé provisoirement Juge de paix à Compétence Etendue Intérimaire de la Justice de Paix à Compétence Etendue d'Atakpamé (Togo), en remplacement de M. Deleage en instance de rapatriement sanitaire.

N° 716-56/AP du :

13 août 1956. — MM. Bert et Pierrel, Administrateurs-adjoints de la France d'Outre-Mer, sont nommés membres suppléants du Tribunal supérieur de droit local de Lomé pour l'année judiciaire 1956, en remplacement de MM. Chaumeil et Roger, Administrateurs-adjoints de la France d'Outre-Mer.

Pensions

N° 698-56/F du :

6 août 1956. — Une pension pour ancienneté de service au taux annuel de :

74.000 francs CFA. pour compter du 1^{er} janvier 1956

79.252 francs CFA. pour compter du 1^{er} Avril 1956 est attribuée sur les fonds de la caisse locale de retraites du Togo, à l'Infirmier Principal 3^{me} échelon depuis moins de 6 mois Edoe Prince Félix Séouatchri, ex-Infirmier Principal de 1^{re} classe du service de Santé du Togo (indice 385, pourcentage 50%).

Par application des dispositions de l'article 13 paragraphe IV du décret du 29 mars 1954, il est également alloué à l'intéressé sur les fonds de la caisse locale de retraites, une majoration pour enfants calculée comme suit :

35% au titre de ses enfants du 1^{er} au 8^e rang ci-après désignés ;

Edoe Prince Séouatchri Eugène Akovi né 20 juin 1927

Edoe Prince Séouatchri Jérôme Adjévi né le 10 septembre 1927

Edoe Prince Séouatchri Faustin Adjévi né le 10 juillet 1929

Edoe Prince Séouatchri Anasthasia Adjéléga née le 19 Août 1930

Edoe Prince Séouatchri Agnès Adjélévi née le 15 janvier 1931

Edoe Prince Séouatchri Pierre né 29 Février 1932

Edoe Prince Séouatchri Célestine Adjélévi née le 15 janvier 1934

Edoe Prince Séouatchri Cuthbert né le 18 mars 1937

Le montant annuel de cette majoration est fixé à :

25.900 francs CFA. pour compter du 1^{er} janvier 1956

27.740 francs CFA. pour compter du 1^{er} avril 1956

N° 700-56/F du :

6 août 1956. — Une pension pour ancienneté de service au taux annuel de :

78.928 francs CFA. pour compter du 1^{er} Avril 1955

81.400 francs CFA. pour compter du 1^{er} octobre 1955

87.176 francs CFA. pour compter du 1^{er} avril 1956 est attribuée sur les fonds de la caisse locale de retraites du Togo à l'ex-Infirmier Principal de 1^{re} classe Ayayi Cyprien Léou (indice 385, pourcentage 55%).

Par application des dispositions des arrêtés nos 1077-54/F du 18 décembre 1954 et 1058-55/F du 29 Décembre 1955, l'intéressé pourra prétendre et sur justification des droits, au bénéfice des avantages familiaux au titre de ses enfants dénommés ci-après :

a) *Allocations familiales :*

Lambert Charles Ayité né le 11 Septembre 1940

Valère Ayayi né le 10 Décembre 1941

Léontine Adakouvi née le 29 Mai 1944

Angèle Patience Ayoko née le 21 Août 1948

Claudine Adaku née le 4 juin 1954

b) *Primes aux 1^{ers} âges au taux de 3.000 francs l'an (1^{re} et 2^e tranches)*

pendant la période du 4 juin 1954 au 3 juin 1956 pour l'enfant Claudine Adaku née le 4 juin 1954.

N° 717-56/F du :

14 août 1956. — Une pension pour ancienneté de service au taux annuel de :

80.600 francs CFA. pour compter du 1^{er} Avril 1955

83.600 francs CFA. pour compter du 1^{er} Octobre

89.440 francs CFA. pour compter du 1^{er} Avril 1956

est attribuée sur les fonds de la caisse locale de retraites du Togo à l'ex-Infirmier en chef de 3^{me} classe Mensah Godfroid (indice 410, pourcentage 52%).

N° 718-56/F du :

14 août 1956. — La pension pour invalidité imputable au service concédée à l'ex-Ouvrier de 1^{re} classe des Travaux Publics da Silveira Essè Kouassi François (indice 375, pourcentage 43%) est révisée conformément à l'article 47 paragraphe II du décret du 29 mars 1954 et son montant annuel fixé comme suit :

43.000 francs CFA. pour compter du 1^{er} juillet 1950

46.012 francs CFA. pour compter du 25 décembre 1950

50.956 francs CFA. pour compter du 1^{er} mars 1951

57.836 francs CFA. pour compter du 10 Septembre 1951 jusqu'au 6 mars 1953 inclus, date de son décès.

Par application des dispositions de l'article 13 paragraphe II-b) du décret du 29 mars 1954, le pourcentage du minimum vital est fixé à 86% et le montant annuel du minimum garanti prévu à l'article 1^{er} du 30 mars 1955 est de :

23.652 francs CFA. pour compter du 1^{er} juillet 1950

24.940 francs CFA. pour compter du 25 Décembre 1950

30.960 francs CFA. pour compter du 1^{er} mars 1951

35.260 francs CFA. pour compter du 10 Septembre 1951.

La pension révisée sera payée entre les mains de M. da Silveira Sabino Agbéko, propriétaire demeurant à Lomé, administrateur des biens du de cujus et les sommes perçues à ce titre antérieurement par le défunt seront déduites du montant de la présente pension.

Sont abrogées en ce qui concerne l'ex-Ouvrier des Travaux Publics da Silveira Essè Kouassi François les dispositions des arrêtés nos 918-50/F, 427-51/F et 141-55/F des 16 Novembre 1950, 19 juin 1951

et 18 janvier 1955 portant concession et révision des pensions.

RECTIFICATIF à l'arrêté n° 224-55/F du 18 février 1955 portant révision d'une pension d'ancienneté.

Au lieu de :

a) Allocations familiales :

Appefa née le 9 Septembre 1939
Ayawoa née le 21 Mai 1942
Afiwo née le 14 Mars 1947
Ameyo née le 7 Août 1948
Afiwoa née le 10 Mars 1950
Adjowoa Mélanie née le 22 janvier 1952

Lire

a) Allocations familiales :

Gozan Ama née le 9 Septembre 1939
Gozan Ayawoa Thérèse née le 21 Mai 1942
Gozan Afiwo née le 14 Mars 1947
Gozan Ameyo née le 7 Août 1948
Gozan Afiwa née le 10 Mars 1950
Gozan Adjowa Mélanie née le 22 janvier 1952
Le reste sans changement.

RECTIFICATIF à l'arrêté n° 353-55/F. du 22 mars 1955 portant attribution d'avantages familiaux et complétant l'arrêté n° 322-55/F du 11 mars 1955.

Au lieu de :

Allocations familiales :

Akouavi Amouzou née le 8 Août 1936
Justine Akossiwa née le 16 Juin 1940
Julien Kodjo né le 25 Mai 1942
Grégoire Komlan né le 13 Février 1945

Lire :

a) Allocations familiales

Amouzou Akouavi née le 8 Août 1936
Amouzou Akossiwa née le 16 Juin 1940
Amouzou Kodjo né le 25 Mai 1942
Amouzou Grégoire Komlan né le 13 Février 1945
Le reste sans changement.

Permis de conduire

N° 1552/D/TP du :

14 août 1956. — A compter de la date de notification de la présente décision aux intéressés, les permis de conduire mentionnés ci-dessous sont retirés à leurs titulaires pour une durée de :

1° — UN MOIS

N° 1701 (V.L.C.PL.) délivré le 7 Février 1951 à Lomé au nommé d'Almeida K. Bénédict, né en 1924 à Anecho, y domicilié, quartier Kpota.

N° 1202 (VL.PL.) délivré le 1^{er} Septembre 1948 à Lomé au nommé Gaba Godfroid, né en 1928 à Lomé demeurant à Atakpamé, quartier Woudou.

2° — TROIS MOIS

N° 2774 (VL.) délivré le 28 Mai 1954 à Lomé au nommé Bogla K. Jean, né en 1933 à Lomé, y demeurant 16, rue de l'Eglise.

3° — SIX MOIS

N° 2403 (VL.PL.TC.) délivré le 23 Août 1946 à Cotonou au nommé Ali Odjo, né en 1922 à Parahoué (Dahomey) demeurant à Lomé 19, rue du Chemin de Fer.

4° — UN AN

N° 361 (VL.PL. et TC.) délivré le 20 Mai 1930 à Lomé au nommé Ogoutala Sitou Edouard, né en 1902 à Ibadan (Nigeria) rue boulevard circulaire, en face Centre Culturel.

5° — DEUX ANS

N° 1888 (VL.TC.PL.) délivré le 11 Août 1951 à Lomé au nommé Djondo A. Koffi, né en 1922 à Anécho, demeurant à Palimé, quartier Afidégna-Kpodji.

N° 1436 (VL.TC.DL.) délivré le 11 janvier 1950 à Lomé au nommé Pamassi Panyabana Yédema, né en 1915 à Palimé, chauffeur demeurant à Atakpamé, quartier Lom-Nava; chauffeur au service du sieur Aougah, transporteur à Tsévié.

Il est interdit aux susnommés de conduire des véhicules pendant les périodes de suspension, même accompagnés de personnes titulaires de permis de conduire. Les récépissés de saisie des permis de conduire seront restitués immédiatement par les intéressés au Commandant du détachement de Gendarmerie de leur Cercle et adressés à la Direction des Travaux Publics.

A l'expiration des périodes de retrait, les nommés Djondo Koffi et Pamassi Panyabana et sur leur demande, pourront être autorisés à subir à nouveau les examens en vue de l'obtention de permis de conduire.

Postes et Télécommunications

N° 1415/D/PTT du :

2 août 1956. — Sont exonérés de retenues pour logement, les fonctionnaires et agents du service des Postes et Télécommunications du Togo dont les noms suivent :

NOMS ET PRÉNOMS	GRADES	INDICE LOCAL	Groupe	FONCTIONS
Lawson Pascal	Agent d'Exploitation 2 ^e classe 3 ^e échelon	380	V	Gérant des PTT. à Aného.
Ramanou Adolphe	Agent d'Exploitation 2 ^e classe 1 ^o échelon	335	V	Gérant des PTT Anfoin jusqu'au 30 Avril 1956. Depuis le 1 ^{er} mai 1956; Gérant des PTT. à Lama-Kara.
Acakpo-Addra Justin	Commis Ordinaire de 2 ^{me} cl.	410	IV	Gérant des PTT. à Anié
Ouinou Raphaël	Commis adjoint de 2 ^{me} cl.	360	V	Gérant des PTT. à Bafilo
Bruce Liberty	Commis adjoint de 3 ^{me} cl. -	345	V	Gérant des PTT. à Bassari.
Missihoun Alfred	Commis adjoint de 4 ^{me} cl.	330	V	Gérant des PTT. à Blitta.
Ogane Issifou	Agent d'Exploitation 2 ^{me} cl. 2 ^{me} échelon	357	V	Gérant des PTT. à Dapango jusqu'au 31 Mai 1956.
Chakpali Norbert	Commis adjoint de 4 ^{me} cl.	330	V	Gérant des PTT. à Dapango pour compter du 1 ^{er} juin 1956.
Domingo Yékimé	Commis adjoint de 4 ^e classe	330	V	Gérant des PTT. à Nuatja.
Salako Patrice	Commis adjoint de 1 ^{re} classe	375	V	Gérant des PTT. à Lama-Kara jusqu'au 30 Avril 1956 et Gérant des PTT. à Anfoin depuis le 1 ^{er} Mai 1956.
Johnson Pacôme	Commis adjoint de 1 ^{re} classe	375	V	Gérant des PTT. à Mango
Ekue Innocent	Agent d'Exploitation 2 ^{me} cl. 2 ^e échelon	357	V	Gérant des PTT. à Tsévié
Amouzou Barthélémy	Facteur ordinaire 1 ^{re} classe	250	V	Gérant des PTT. à Vogan jusqu'au 31 janvier 1956.
Kpadonou Célestin	Facteur ordinaire 2 ^{me} classe	235	V	Gérant des PTT. à Vogan depuis le 1 ^{er} Février 1956.
Bessan Jérôme	Facteur ordinaire 1 ^{re} classe	235	V	Gérant des PTT. à Tabligbo
Barcola Barthélémy Djobo	Commis adjoint de 4 ^{me} cl.	330	V	Gérant des PTT. à Kandé depuis le 13 Avril 1956.
Ajavon Sébastien	Commis adjoint de 5 ^{me} classe	315	V	Gérant des PTT. à Badou depuis le 10 Mai 1956

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} Octobre 1955.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

Office des changes

AVIS N° 286 de l'Office des Changes relatif aux relations avec l'Égypte.

Par dérogation aux dispositions des avis et instructions antérieurs, toute opération au crédit ou au débit

de comptes égyptiens de toute nature dans le Territoire ainsi que toute opération affectant de quelque manière que ce soit des avoirs sous dossiers égyptiens dans le Territoire sont soumises à autorisation préalable de l'Office des Changes.

Magistrature d'outre-mer

Par arrêté du 26 juillet 1956; l'arrêté du 4 juillet 1956; portant ouverture de la session 1956 de l'examen professionnel d'entrée dans la magistrature d'outre-mer est modifié comme suit :

« La session de l'examen professionnel d'entrée dans la magistrature d'outre-mer, pour l'année 1956, sera ouverte le lundi 12 novembre 1956 ».

Institut d'émission A.O.F.-Togo

**SITUATION DE L'INSTITUT D'EMISSION
DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE ET DU TOGO**

au 30 Juin 1956

ACTIF

en
francs C. F. A.

PASSIF

<i>Disponibilités en dehors de la zone d'émission.</i>		<i>Engagements à vue.</i>	
Monnaies de la zone franc	20.435.289	Billets en circulation	37.743.514.450
Correspondants en France	4.034.201	Comptes courants créditeurs	300.598.314
Trésor Public — Cpte d'opérations.	9.900.339.145		
Bons du Trésor.	162.000.000	<i>Dotation.</i>	500.000.000
<i>Disponibilités en A.O.F.-Togo.</i>	34.748.190	<i>Comptes d'ordre et divers</i>	1.139.094.679
<i>Effets escomptés.</i>	17.392.139.376		
<i>Avances à court terme</i>	340.000.000		
<i>Créances résultant du transfert du privilège</i>	9.723.554.602		
<i>Matériel d'émission transféré</i>	1.432.500.000		
<i>Immeubles, matériel et mobilier.</i>	274.160.347		
<i>Comptes d'ordre et divers</i>	399.296.293		
	39.683.207.443		39.683.207.443

DOMAINES

Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le mardi 4 Septembre 1956 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé-Zongo, Cercle de Klouto consistant en un terrain urbain non bâti ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier complanté de caféiers d'une contenance de 20 ares 50 cas, connu sous le nom de

Palimé-Zongo et borné au Nord par la route Palimé-Nyongbo, à l'Est par Ben Woamedé; au Sud par Henri K. Apetor II et à l'Ouest par une rue en projet dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Aboubakari Ibrahim Dongo, Commerçant à Lomé; suivant réquisition du 16 janvier 1956, n° 2775.

Le mercredi 5 Septembre 1956 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé; Cercle de Klouto consistant en un terrain rural complanté de caféiers ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 2 ha 11 ares 60 cas; et borné au Nord par Eklou Vitus, à l'Est et au Sud par Konou Simon et à l'Ouest par Ran-

dolphe Eklon dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Vitus Eklon, Cultivateur à Palimé, suivant réquisition du 23 janvier 1956, n° 2778.

Le jeudi 6 Septembre 1956 à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kouma-Tokpli, Cercle de Klouto consistant en un terrain rural non bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier complanté de caféiers et cacaoyers d'une contenance de 63 ares 53 cas connu sous le nom de Baté et borné au Nord, à l'Est, à l'Ouest et au Sud par la propriété à lui-même dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Eberhat Yawovi Tséyi, Maçon à Kouma-Tokpli, suivant réquisition du 15 février 1956, n° 2794.

Le lundi 3 Septembre 1956 à 9 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Assahoun (Zongo) Cercle de Tsévié consistant en un terrain urbain non bâti ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 3 ha 90 ares 56 cas, connu sous le nom de Zongo et borné au Nord par Dagadou, à l'Est par la ligne du chemin de fer, au Sud par Joseph et Monkli Nomanyo et à l'Ouest par la route Lomé-Palimé dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Kangni Lucien, Agent Sanitaire Principal à Lomé, suivant réquisition du 9 mars 1956, n° 2800.

Le mardi 4 Septembre 1956 à 10 heures il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé, Cercle de Klouto consistant en un terrain urbain non bâti ayant la forme d'un triangle irrégulier d'une contenance de 2 ares 61 cas, connu sous le nom de Noumetoukondji et borné au Nord par Bauermann Koffi, à l'Est par une rue en projet, au Sud par la route Palimé-Agou-Nyongbo et à l'Ouest par l'emprise de chemin de fer dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Akpagli Mensah Simon, Charpentier à Palimé, suivant réquisition du 12 mars 1956, n° 2801.

Le mardi 4 Septembre 1956 à 14 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé, Cercle de Klouto consistant en un terrain urbain bâti ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 15 ares 50 cas, connu sous le nom de Zomayi et borné au Nord par Koto et chef Tsogbé, à l'Est par Setsofia; au Sud par un passage et à l'Ouest par la rue de Ho dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Andréas Kessou Nomenyo, Cultivateur à Palimé, suivant réquisition du 13 mars 1956, n° 2802.

Le vendredi 7 Septembre 1956 à 9 heures il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Dayes N'Digbé, Cercle de Klouto consistant en un terrain rural non bâti ayant la forme d'un polygone irrégulier complanté de cacaoyers, caféiers et

palmiers à huile en pleine production d'une contenance de 2 ha 07 ares 05 cas, connu sous le nom de Poupou et borné au Nord par Dotsé Akpakli, à l'Est par Dotsé, au Sud par Dekémelio et à l'Ouest par Gabla dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Augustin Dotsé, Cultivateur Planteur à Dayes N'Digbé, suivant réquisition du 3 avril 1956, n° 2808.

Le samedi 8 Septembre 1956, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Dayes N'Digbé, Cercle de Klouto consistant en un terrain rural non bâti ayant la forme d'un polygone irrégulier complanté de cacaoyers, palmiers, kolaïers, avocatiers et orangers en plein rapport d'une contenance de 2 ha 45 ares 62 cas, connu sous le nom de Poupou et borné au Nord par Martin Gamié, à l'Est par Albert Nomessi et Amouzou Agbé, au Sud et à l'Ouest par Amouzou Agbé dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Amouzou Agbé, Planteur à Dayes N'Digbé, suivant réquisition du 3 avril 1956, n° 2811.

Le Conservateur de la Propriété foncière,
M. DARNOIS

RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATIONS

TITRE DE L'ASSOCIATION :

« Jeunesse Agricole Catholique »
(J. A. C.)

Date de Déclaration : 17 juillet 1956.

Objet et But : 1°/ Orienter les membres dans la voie d'une action agricole plus traditionnelle.

2°/ Cultiver chez tous les membres l'esprit d'union en resserrant les liens de solidarité et de charité chrétienne entre les jeunes agriculteurs du Togo.

3°/ Permettre à chaque membre de se préparer à une vie d'agriculteur conscient de ses droits et devoirs.

Siège Social : Centre Culturel Catholique — Lomé.
Pièces Annexées : Statuts.

TITRE DE L'ASSOCIATION :

« Jeunesse Etudiante Catholique »
(J. E. C.)

Date de Déclaration : 17 juillet 1956.

Objet et But : 1°/ Cultiver chez tous les membres l'esprit d'union en resserrant les liens de solidarité et de charité chrétienne entre les élèves et étudiants catholiques d'un même établissement d'une part, d'autre part, entre les élèves et étudiants catholiques de tous les établissements scolaires du Togo.

2°/ Faciliter à tous les membres les moyens de s'entraider dans leurs difficultés matérielles et morales.

3^o/ Orienter les membres dans la voie de l'action culturelle et éducative.

Siège Social : Centre Culturel Catholique — Lomé.

Pièces Annexées : Statuts.

*
*
*

TITRE DE L'ASSOCIATION :

« Jeunesse Ouvrière Chrétienne Féminine »

Date de la Déclaration : 15 juillet 1956.

Objet et But : 1^o/ Education à base religieuse des jeunes travailleuses et la propagande en faveur de toutes les organisations sociales chrétiennes.

2^o/ Défense des intérêts spécifiques des jeunes travailleuses.

3^o/ Préparation à la vie d'adulte des jeunes travailleuses, vie familiale, vie sociale.

Siège Social : Centre Culturel Catholique — Lomé.

Pièces Annexées : Statuts.

*
*
*

TITRE DE L'ASSOCIATION :

« Jeunesse et Culture »

Date de la Déclaration : 1^{er} août 1956.

Objet : Susciter chez les jeunes scolaires et étudiants des activités de loisirs saines et éducatives dont ils assurent eux-mêmes la responsabilité, avec l'appui technique des institutions spécialisées, durant les vacances ou l'année scolaire.

Siège Social : Centre Culturel Catholique — Lomé.

Pièces Annexées : Statuts.

“ Unicomer - Ets R. EYCHENNE ”

Société Anonyme au capital de Frs C.F.A. 180.000.000

Siège Social : Lomé (Togo)

R. C. TOGO N° 115

Avis aux Actionnaires

Messieurs les Actionnaires de la Société sont convoqués le 21 novembre 1956, au siège social à Lomé (Togo) :

en Assemblée Générale Ordinaire à 16 heures, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour :

1^o — Lecture et approbation du Conseil d'Administration sur les opérations de l'exercice 1955-1956.

2^o — Lecture et approbation des rapports du Commissaire aux comptes.

3^o — Approbation des comptes.

4^o — Nomination d'Administrateurs.

Seront seuls admis à assister ou à se faire représenter à ladite Assemblée Générale les propriétaires d'actions nominatives inscrits sur les registres de la Société 5 jours avant celui fixé pour la réunion, les propriétaires d'actions qui auront déposé leurs titres dans les Caisses de la Société au siège social à Lomé ou dans les Etablissements suivants :

Union Française d'Outre-Mer, 1 Boulevard Haussmann, Paris.

B.N.C.I. 16 Boulevard des Italiens ou dans ses succursales et agences.

En ce qui concerne les titres déposés en Sicovam, le dépôt sera constaté par les listes d'immobilisation fournies par les Etablissements dépositaires.

Le texte imprimé des résolutions proposées à l'Assemblée Générale Ordinaire sera tenu à la disposition des actionnaires au siège social pendant les 15 jours précédant la réunion.

Le Conseil d'Administration.